

Michel Grisar

# Terre promise



Et si on changeait le monde ?

Avec une préface de Luc Simonet  
Fondateur de la Ligue des Optimistes



Michel Grisar

# Terre promise

Et si on changeait le monde ?

Avec une préface de Luc Simonet  
Fondateur de la Ligue des Optimistes

© 2013, Michel Grisar – Deuxième édition largement complétée sous le titre  
« Terre promise – Et si on changeait le monde ? »

© 2010, Michel Grisar – Première édition sous le titre « Continuer à vivre et à  
vendre – Et si on changeait le monde ? – Quelques réflexions sur la (vraie)  
valeur ajoutée »

Dépôt légal D/2010/Michel Grisar, éditeur  
ISBN 978-2-9600961-0-1

Imprimé en Belgique

Tous droits réservés pour tous pays.

Toute reproduction d'un extrait quelconque de ce livre par quel que procédé que  
ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est interdite sans  
autorisation écrite de l'auteur.

A mes deux fils Charlie et Nicholas  
qui feront je crois, chacun à sa manière,  
de cette terre un monde meilleur.

A Bisa, très chère à mon cœur.

A Choenga Tsering, jeune réfugié tibétain vivant en Inde,  
que j'ai le plaisir de parrainer de loin  
et dont le sourire et la gentillesse  
m'aident à me souvenir de l'essentiel.



## Table des matières

- Préface de Luc Simonet – Fondateur de la Ligue des Optimistes	7
- Introduction à la première édition – A quoi sert ce que nous faisons ?	13
- Introduction à la deuxième édition – Décadence ou renaissance ?	19
- Discours du ministre brésilien de l'éducation, en visite aux Etats-Unis	21
- Chapitre 1 – Petite histoire de la valeur ajoutée et de son évolution	25
- Chapitre 2 – Qu'est-ce qui fait tourner le monde ?	35
- Chapitre 3 – Les fondements affolants du système	43
- Chapitre 4 – En route vers le Moyen Âge	55
- Chapitre 5 – L'imagination au pouvoir	61
- Chapitre 6 – Moi, les autres et la valeur ajoutée – Moi et nous	67
- Chapitre 7 – De la séparation d'avec les autres à la frustration dans l'abondance solitaire	69
- Chapitre 8 – Le problème vient du traitement	75
- Chapitre 9 – Différents types de valeur ajoutée	81
- Chapitre 10 – Deux mythes à la peau dure	99
- Chapitre 11 – La création d'une réelle valeur ajoutée	105
- Chapitre 12 – Ce qui limite la création de la vraie valeur ajoutée	113

- Chapitre 13 – Pour une gestion efficace de l’Etat	131
- Chapitre 14 – Le paradoxe du chômage	135
- Chapitre 15 – De la séparation d’avec Dieu au refus du divin	143
- Chapitre 16 – L’obsolescence programmée et le manque de créativité	149
- Chapitre 17 – Malbouffe, Monsanto et OGM – L’art de se planter	157
- Chapitre 18 – La responsabilité personnelle et l’état du monde	177
- Chapitre 19 – Et notre conscience dans tout cela ?	187
- Chapitre 20 – Le respect de l’autre, le goût du bel ouvrage et la fierté de l’artisan	193
- Chapitre 21 – L’évolution de votre part du gâteau	197
- Chapitre 22 – La société de confiance	207
- Chapitre 23 – L’esprit d’entreprise et l’usine à Machins	231
- Conclusions	237
- Bibliographie	243
- A propos de l’auteur	247



## Préface

'*Terre promise*', voilà un titre de livre dont il ne sera pas dit qu'il manque d'ambition et de panache. Il est à l'image du contenu de ce bel ouvrage qui, dans ces temps troublés, invite le lecteur à la réflexion et au ré-enchantement.

Notre société, nos entreprises et les personnes ont besoin d'espérance. Elle appartient à ceux qui, comme l'auteur, savent voir plus loin dans l'espace et le temps.

Il faudra sans doute s'orienter vers une société de conscience au nom du respect de la dignité intérieure et de l'interdépendance des êtres. Au 21ème siècle, aucune entreprise, aucune société ne pourra survivre longtemps si elle n'a pas un projet et une idée exaltante de son avenir.

« La décadence d'une société », écrivait Denis de Rougemont, « commence quand l'homme se demande « Que va-t-il arriver ? » au lieu de « Que puis-je faire ? » ».

Posons, proposait aussi Christian Le Clercq, la question aux dirigeants : « Avez-vous contribué à un projet qui donne de l'espoir ? » Il est temps que se lève un certain nombre de personnes avec une vision et des projets.

Avec Pierre Rabhi, nous sommes de plus en plus nombreux à penser que la société changera quand la morale et l'éthique investiront notre réflexion. Chacun doit travailler en profondeur pour parvenir à un certain niveau de responsabilité

et de conscience et surtout à cette dimension sacrée qui nous fait regarder la vie comme un don magnifique à préserver.

Il s'agit d'un état d'une nature simple : j'appartiens au mystère de la vie et rien ne me sépare de rien. Je suis relié, conscient et heureux de l'être.

C'est là que se pose la question fondamentale : qu'est-ce que vivre ? Nous avons choisi la frénésie comme mode d'existence et nous inventons des machines pour nous la rendre supportable. Le temps-argent, le temps-production, le temps sportif où l'on est prêt à faire exploser son cœur et ses poumons pour un centième de seconde... Tout cela est bien étrange. Tandis que nous nous battons avec le temps qui passe, celui qu'il faut gagner, nos véhicules, nos avions, nos ordinateurs nous font oublier que ce n'est pas le temps qui passe mais nous qui passons. Nos cadences cardiaques et respiratoires devraient nous rappeler à chaque seconde que nous sommes réglés sur le rythme de l'univers.

L'intelligence collective existe-t-elle vraiment ? Je l'ignore mais je tiens pour ma part à me relier sur ce qui me paraît moins déterminé par la subjectivité et la peur, à savoir l'intelligence universelle. Cette intelligence qui ne semble pas chargée des tourments de l'humanité. Cette intelligence qui régit à la fois le macrocosme et le microcosme et que je pressens dans la moindre petite graine de plante, comme dans les grands processus et manifestations de la vie. Face à l'immensité de ce mystère, j'ai tendance à croire que notre raison d'être est l'enchantement.

La finalité humaine n'est pas de produire pour consommer, de consommer pour produire ou de tourner comme le rouage d'une machine infernale jusqu'à l'usure totale. C'est pourtant à cela que nous réduit cette stupide civilisation où l'argent

prime sur tout mais ne peut offrir que le plaisir. Des milliards d'euros sont impuissants à nous donner la joie, ce bien immatériel que nous recherchons tous, consciemment ou non, car il représente le bien suprême, à savoir la pleine satisfaction d'exister.

Si nous arrivions à cet enchantement, nous créerions une symphonie et une vibration générales. Croyants ou non, bouddhistes, chrétiens, musulmans, juifs et autres, nous y trouverions tous notre compte et nous aurions aboli les clivages pour l'unité suprême à laquelle l'intelligence nous invite.

Prétendre que l'on génère l'enchantement serait vaniteux. En revanche, il faut se mettre dans une attitude de réceptivité, recevoir les dons et les beautés de la vie avec humilité, gratitude et jubilation. Ne serait-ce pas là la plénitude de la vie ?

Voilà les grandes questions qui taraudent aussi Michel Grisar et qu'il éclaire de la lumière de son intelligence et de sa liberté.

Luc Simonet

Fondateur de la Ligue des Optimistes



## **Introduction à la première édition**

### **A quoi sert ce que nous faisons ?**

#### Quelques réflexions sur l'utilité des choses et la vraie valeur ajoutée

Ce soir d'un 17 décembre, je commence mon premier livre. J'espère qu'il aura une valeur ajoutée. En d'autres termes, j'espère qu'il sera lu, que ses lecteurs trouveront l'ouvrage intéressant, qu'ils changeront certains points de vue (en bien) après ou pendant sa lecture, qu'ils verront la vie différemment, qu'ils veilleront davantage à être plus utiles, à aider, à prospérer dans l'harmonie, à fleurir dans l'enthousiasme...

A la réflexion, c'est vrai qu'il n'est pas si simple de définir exactement à quoi servent les choses que nous faisons. Cette difficulté à circonscrire précisément l'utilité de nos actions ne doit cependant pas nous amener à faire n'importe quoi n'importe comment en se rassurant que l'on trouvera bien ensuite une manière de le justifier.

Je pense que l'Homme – définition générale dont la femme fait bien entendu partie – possède un sens inné du bien et du mal. En fait, je sais que vous et moi, pour peu que l'on refuse de s'aveugler, avons naturellement pleinement conscience du bon et de l'utile autant que du mauvais, du superflu, du dangereux et du franchement nuisible.

Je sais aussi que ce discours n'est pas encore aujourd'hui très à la mode. Pour certains, il est dangereusement religieux puisqu'on invoque l'existence de valeurs, donc d'un jugement possible, voire de sanctions potentiellement

divines. Ou tout simplement tristement moralisateur, emprisonnant la créativité dans un carcan d'inutiles considérations contraignantes. Pour d'autres, il est contraire au meilleur intérêt de la croissance (notion à redéfinir), donc ennemi de l'économie, péché capital s'il en est ! On peut aussi y voir la base d'un discours politique pervers fondé sur une définition biaisée du bien et du mal permettant de justifier tous les excès, pour autant qu'ils profitent au régime en place et soucieux d'y rester.

Quoi qu'il en soit, le thème dérange. Et le confort consiste alors à l'éviter tout simplement. Au quotidien, point de bien ni de mal, seulement des activités, des salaires, des productions, des biens et des services, de la consommation. Pour surveiller et encadrer tout cela : des comptables, des avocats, des contrôleurs de tout poil, des auditeurs, des économistes, des fiscalistes, des financiers, des douaniers, de la vente et du marketing. Et pour la formalisation des rapports : des listes de prix, des contrats, des bilans, des accords internationaux du plus haut niveau, des taxations multiples (dont la fameuse Taxe sur la Valeur Ajoutée !), des droits d'entrée, mais aussi des salons, des catalogues, des publicités et promotions de toutes sortes, des ministères de l'économie, des écoles de commerce, des livres en abondance... Bref une institutionnalisation telle de la chose marchande qu'il faut vraiment penser à mal pour y trouver quelque chose à redire.

Comment en effet, dans tout ce fatras de reconnaissances on ne peut plus officielles, ne fusse qu'oser soulever la question trop bête de savoir à quoi tout cela sert ?

Et pourtant pour que le monde avance, il faut de la « vraie » valeur ajoutée, à savoir produire des choses réellement utiles et éprouvées comme telles. Cela, je

le répète, nous le savons tous, au fond de nous-mêmes (et je fais partie de ceux qui pensent que ce fond est bon). Dès que le bon sens a une chance de s'exprimer, « on » est d'accord pour dire que « ça » ne peut pas continuer comme cela. Et puis, « on » retourne au turbin parce qu'il faut bien vivre, parce que c'est comme ça, parce qu'on manque d'imagination, de courage ou de persistance pour tenter d'y voir clair, de changer des choses, de donner plus de sens à la vie, qu'elle soit individuelle ou collective.

Les usines continuent de tourner à cracher leurs produits pas toujours vraiment utiles. Les cadres encadrent pour que ces produits pas toujours vraiment utiles sortent dans les « meilleures conditions ». La concurrence rôde afin de vendre à des conditions « encore meilleures » des produits pas toujours vraiment utiles à des clients qui n'en ont pas toujours vraiment besoin. Et puis il y a tous ceux qui y travaillent à la sueur de leur front, assis à un bureau ou debout à l'atelier, et qui recevront une rémunération (preuve de leur utilité, s'il en est) avec laquelle ils pourront acheter des produits pas toujours vraiment utiles dont ils n'ont pas toujours vraiment besoin.

Tout cela ne serait qu'un demi-mal s'il n'y avait pas le sceau de bonne citoyenneté, la garantie morale, l'empêcheur de penser plus loin, le certificat permanent de bonne vie et mœurs donné à l'ensemble de la société marchande par celui qui en représente au moins 50% dans les pays les plus prospères : l'Etat. Par le fait même des taxations, des lois et des réglementations multiples, les pouvoirs publics et politiques cautionnent de fait l'ensemble du système. Est-ce à dire que nous sommes tous des méchants ? Non. Cela signifie-t-il que nous sommes tous plus ou moins aveugles et irresponsables ? Hélas, oui.

Alors qu'y faire ? Il est vrai que l' « on ne change pas la société par décrets » (titre d'un ouvrage de Michel Crozier). Il est également vrai qu'il ne suffit pas d'y penser et de se plaindre. De plus, la tâche est à ce point gigantesque qu'il semble même vain d'y songer. Enfin, si quelqu'un doit éventuellement y faire quelque chose, pourquoi devrait-ce être vous ou moi ? On peut toujours attendre un jour de plus, jusqu'au prochain bilan, les prochaines élections, la prochaine guerre (si possible loin de chez nous, s'il vous plait), la prochaine marée noire, la prochaine crise... Tiens, elle est là. Pas de chance.

La première étape est bien la prise de conscience. Viennent ensuite (si tout va bien) l'envie et le besoin de changer. Puis l'action qui permet aux choses de se faire. Enfin, les résultats et la nouvelle motivation qui en découle de continuer l'action. Parce que l'on se sent mieux lorsque l'on participe au bien.

Si nous devons y faire quelque chose rapidement, ce n'est ni vraiment impossible ni vraiment complexe. Il suffit de le décider et de s'y mettre. Un par un, chacun chez soi. Puis, de plus en plus, tous ensemble. Pour redonner un sens à l'économie, au travail, à la vie. Pour arrêter aussi de détruire peu à peu, mais de plus en plus vite, la planète.

Pourquoi le faire ? Comme le documente Marek Halter dans son bel ouvrage – La force du bien – la plus simple et la plus vraie des raisons est celle des Justes : parce que c'est normal. Ou encore par intelligence, pour continuer à vivre plutôt bien. Par opportunisme aussi, pour éviter les problèmes et les conséquences – qui ne manqueront pas de s'accumuler – de l'inaction. Ou par crainte de représailles, dès le moment où le cadre institutionnel et légal redonnera de la puissance au véritable intérêt de tous. Mais nous en sommes loin. Pour l'instant, il faut que l'heure sonne pour les conquérants et les aventuriers du bien, pour



ceux qui croient qu'il y a quelque chose de mieux à faire avec les ressources extraordinaires dont nous disposons. Que ce soit mû par une force spirituelle intense, celle qui fait traverser les montagnes, ou par le souci plus terrestre de soutenir les bases de la vraie croissance durable, la motivation aujourd'hui ne peut être que positive.

J'ai relevé dans un e-mail de la Ligue des Optimistes (une initiative belge qui s'internationalise et vise à remettre du bon sens et de l'enthousiasme dans l'action) quelques lignes qui ont toute mon approbation : « Comme nous l'avons déjà écrit, nous pensons que la crise relève davantage d'une révolution qui a sonné le glas d'une société de surproduction et de surconsommation de biens à faible bonheur ajouté et que si c'est pour recommencer comme avant, il vaut mieux ne pas sortir de la crise. Nous pensons aussi que la croissance doit être compatible avec l'éthique, avec le respect des droits de l'homme et avec la sauvegarde de la planète ou disparaître. »

En guise d'illustrations, quelques faits mis en exergue dans le très intéressant rapport Planète Vivante 2012 du WWF (World Wildlife Fund) :

- « Entre 1970 et 2008, la biodiversité a chuté de 30 % à l'échelle du globe et de 60 % sous les tropiques. »
- « La demande de ressources naturelles a doublé depuis 1966. »
- « Tandis que les espèces disparaissent un peu partout, nous utilisons 50% de ressources en plus que ce que notre planète peut fournir. »
- « L'empreinte écologique des pays à haut revenu est cinq fois supérieure à celle des pays à bas revenu. »
- « Si nous ne changeons rien, en 2030, nous aurons besoin de plus de deux planètes pour maintenir notre mode de vie. »

- « Mais nous avons le choix. Nous pouvons créer un futur où il y aura de la nourriture, de l'eau et de l'énergie pour tous. »
- « Nous pouvons réduire notre empreinte en produisant plus avec moins, et en consommant mieux, plus raisonnablement et moins. »

Quoi que l'on pense du modèle de développement actuellement adopté par les pays industrialisés et imités par les économies émergentes, un point reste donc certain : il ne pourra physiquement pas durer.

Des civilisations âgées de plusieurs siècles ont disparu en quelques décennies, souvent juste après une apparente apogée. Ce que l'histoire montre – et c'est sans doute le plus important – c'est que la liberté humaine existe : il n'y a pas de « déterminisme environnemental ». Dans des environnements où certains groupes humains ont disparu, d'autres ont survécu, parce qu'ils avaient fait de meilleurs choix.

Une fois encore : les solutions nous attendent. A nous tous de vouloir les (re)découvrir ou les inventer. Ce livre a l'ambition de participer à ce nécessaire combat. Celui de l'utile. Merci d'en être le lecteur !

## **Introduction à la deuxième édition**

### **Décadence ou renaissance ?**

Environ deux ans se sont écoulés depuis la première édition de ce livre, 24 mois durant lesquels les événements se sont plutôt accélérés sur notre petite planète bleue.

En voici une deuxième édition, avec quelques chapitres en plus et l'ensemble du texte revu et complété.

Davantage encore en effet, ce qu'exprime l'économiste Kenneth Boulding se vérifie : « Toute personne croyant qu'une croissance exponentielle peut durer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste. »

Et aussi, comme le souligne Gandhi : « Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité. »

Dans ce livre, je ne dis probablement rien qui ne soit évident, mais certainement une série de choses que notre aveuglement collectif et plus ou moins consentant nous masque. Je pense sincèrement que nous sommes en fin de cycle et que la majorité trop silencieuse le sait : il convient de changer et vite !

Néanmoins, fin de cycle ne signifie pas fin du monde, mais plutôt « la fin d'un monde », l'avènement d'un nouveau cycle. Les solutions existent et le gâteau est assez grand pour tous. Il s'agit d'apprendre à le déguster différemment.

Ce livre, je l'avais en moi depuis longtemps et il fallait que j'en accouche, avec l'espoir, sans aucune prétention, de contribuer à l'indispensable prise de conscience de notre monde qui fait la fête sur un navire qui prend l'eau de plus en plus vite.

Durant plus de 25 ans, ce que j'ai pu voir en tant qu'homme, autant que mon expérience en entreprises et dans diverses institutions internationales, m'ont clairement montré que la bonne volonté abonde. De plus, la prise de conscience du besoin de changer est de plus en plus présente.

Il ne manque que le déclencheur, la volonté politique et l'organisation pour que l'indispensable renaissance se mette en place avec une amplitude suffisante pour mettre un frein à la décadence actuelle.

Ce petit rien qui fait tout, cette prise de conscience, se manifeste déjà dans de nombreuses initiatives. Mais le travail à accomplir reste conséquent.

Pourvu que nous réinventions les notions de progrès, de croissance et de prospérité : de belles choses à faire, il y en a en abondance et nous en avons les moyens !

## **Discours du ministre brésilien de l'Éducation, en visite aux États-Unis**

En 2000, pendant un débat dans une université aux États-Unis, le ministre de l'Éducation Cristovam Buarque, fut interrogé sur ce qu'il pensait de l'internationalisation de l'Amazonie. Le jeune étudiant américain commença sa question en affirmant qu'il espérait une réponse d'un humaniste et non d'un Brésilien.

Voici la réponse de M. Cristovam Buarque :

« En effet, en tant que Brésilien, je m'élèverais tout simplement contre l'internationalisation de l'Amazonie. Quelle que soit l'insuffisance de l'attention de nos gouvernements pour ce patrimoine, il est nôtre.

En tant qu'humaniste, conscient du risque de dégradation du milieu ambiant dont souffre l'Amazonie, je peux imaginer que l'Amazonie soit internationalisée, comme du reste tout ce qui a de l'importance pour toute l'humanité. Si, au nom d'une éthique humaniste, nous devons internationaliser l'Amazonie, alors nous devrions internationaliser les réserves de pétrole du monde entier. Le pétrole est aussi important pour le bien-être de l'humanité que l'Amazonie l'est pour notre avenir. Et malgré cela, les maîtres des réserves de pétrole se sentent le droit d'augmenter ou de diminuer l'extraction de pétrole, comme d'augmenter ou non son prix.

De la même manière, on devrait internationaliser le capital financier des pays riches. Si l'Amazonie est une réserve pour tous les hommes, elle ne peut être brûlée par la volonté de son propriétaire, ou d'un pays. Brûler l'Amazonie, c'est aussi grave que le chômage provoqué par les décisions arbitraires des

spéculateurs de l'économie globale. Nous ne pouvons pas laisser les réserves financières brûler des pays entiers pour le bon plaisir de la spéculation.

Avant l'Amazonie, j'aimerais assister à l'internationalisation de tous les grands musées du monde. Le Louvre ne doit pas appartenir à la seule France. Chaque musée du monde est le gardien des plus belles œuvres produites par le génie humain. On ne peut pas laisser ce patrimoine culturel, au même titre que le patrimoine naturel de l'Amazonie, être manipulé et détruit selon la fantaisie d'un seul propriétaire ou d'un seul pays.

Il y a quelque temps, un millionnaire japonais a décidé d'enterrer avec lui le tableau d'un grand maître. Avant que cela n'arrive, il faudrait internationaliser ce tableau. Pendant que cette rencontre se déroule, les Nations Unies organisent le Forum du Millénaire, mais certains Présidents de pays ont eu des difficultés pour y assister, à cause de difficultés aux frontières des États-Unis. Je crois donc qu'il faudrait que New York, lieu du siège des Nations Unies, soit internationalisé. Au moins Manhattan devrait appartenir à toute l'humanité. Comme du reste Paris, Venise, Rome, Londres, Rio de Janeiro, Brasília, Recife, chaque ville avec sa beauté particulière, et son histoire du monde devraient appartenir au monde entier.

Si les États-Unis veulent internationaliser l'Amazonie, à cause du risque que fait courir le fait de la laisser entre les mains des Brésiliens, alors internationalisons aussi tout l'arsenal nucléaire des États-Unis. Ne serait-ce que parce qu'ils sont capables d'utiliser de telles armes, ce qui provoquerait une destruction mille fois plus vaste que les déplorables incendies des forêts Brésiliennes.

Au cours de leurs débats, les actuels candidats à la Présidence des États-Unis ont soutenu l'idée d'une internationalisation des réserves forestières du monde en échange d'un effacement de la dette. Commençons donc par utiliser cette dette pour s'assurer que tous les enfants du monde aient la possibilité de manger et d'aller à l'école. Internationalisons les enfants, en les traitant, où qu'ils naissent, comme un patrimoine qui mérite l'attention du monde entier. Davantage encore que l'Amazonie. Quand les dirigeants du monde traiteront les enfants pauvres du monde comme un Patrimoine de l'Humanité, ils ne les laisseront pas travailler alors qu'ils devraient aller à l'école. Ils ne les laisseront pas mourir alors qu'ils devraient vivre.

En tant qu'humaniste, j'accepte de défendre l'idée d'une internationalisation du monde. Mais tant que le monde me traitera comme un Brésilien, je lutterai pour que l'Amazonie soit à nous. Et seulement à nous ! »

*NB : A ma connaissance, ce texte n'a pas été publié. Il m'est parvenu par un e-mail de Francis Olbrechts, Cooperation Coordination, European Commission Office for West Bank & Gaza, P.O. Box 22207, Mount of Olives, Jerusalem. Il souhaitait que ce texte soit largement diffusé. On peut également retrouver ce discours sur internet.*





## – Chapitre 1 –

### **Petite histoire de la valeur ajoutée et de son évolution**

(A l'usage de celles et ceux qui n'étaient pas là depuis le début)

Un beau jour, il y a bien longtemps, une poignée d'hommes et de femmes furent catapultées sur la belle planète terre qu'ils ne connaissaient pas. Après avoir pris le temps de prendre conscience de leur corps et de s'y habituer, ils commencèrent à s'ennuyer un brin. Cela ne dura guère. En effet, en même temps que l'oisiveté les gagnait, les besoins se faisaient de plus en plus pressants. L'un avait faim, l'autre soif, un troisième ne supportait pas la pluie et tous considéraient que leur vie manquait franchement de confort. La frustration monta, monta jusqu'à ce que le plus sage du groupe, une femme sans doute, proposa d'organiser la première réunion de l'histoire de l'Homme.

Ensemble ils discoururent longuement, tentant de définir le problème, puis d'imaginer une solution à ce qu'ils avaient fini par identifier comme cause à leur mécontentement. Il en ressortit une grande conclusion – qu'il était temps d'agir ! – et des recommandations pratiques afin d'entretenir leur bien-être sur la belle planète.

Tout d'abord, ils inventèrent *le travail* : une ou plusieurs activités structurées entreprises avec un but prédéfini et utile afin de satisfaire mieux des besoins jusque là relativement ou totalement insatisfaits. Après s'y être adonnés quelques jours seulement, ils conclurent à sa nécessité, mais aussi au besoin de coordonner les efforts afin d'éviter les doubles emplois et la fatigue inutile. Ils décidèrent ainsi, au cours sans doute d'une seconde réunion (de travail), d'inventer *l'organisation* : la manière de faire afin que ce soit bien fait. Ou

encore, selon Winnie l'Ourson, « ce que l'on fait avant de faire de manière à ce qu'au moment de faire il n'y ai plus qu'à faire ». Et ils en furent enchantés.

Chacun avait sa tâche à temps plein : la nourriture, la boisson, l'entretien du logis, les vêtements, la fabrication des outils, la protection des lieux... De cette spécialisation fut issue la nécessité de l'échange et l'on décida en gros qu'une journée de travail de l'un valait une journée de travail d'un autre. Le troc naquit ainsi et tout le monde en fut ravi. Du point de vue économique, la démocratie était parfaite : chacun disposait chaque jour de 24 heures dont une part à peu près égale pour tous était consacrée au sommeil. Point d'abus donc, ni d'exploitation de l'Homme par l'Homme. Rien que des heureux, respectueux des autres et de leur chance de vivre harmonieusement.

Les saisons passèrent et arriva le moment du premier sérieux conflit d'intérêts. Les mécontents se faisaient en effet de plus en plus nombreux. Celui en charge de la chasse prétendait que sa tâche était plus dangereuse que les autres (particulièrement en hiver). Celui toujours en quête des boissons était d'accord pour dire que la froide saison rendait sa mission ardue ! Tous enviaient la personne (charmante d'ailleurs) responsable de l'entretien du logis : peu de dangers, pas de grands déplacements, plus de contacts avec les autres, toujours au courant des derniers cancans... Bref, une vraie planque. Quant à celui responsable de la fabrication des outils, il vint à la réunion une grosse massue à la main. Ceci lui permit de prendre la parole exactement quand il le désira et d'avoir en gros officiellement raison sur chacun des points évoqués. On se quitta malgré tout en termes relativement bons.

Mais le ver était entré dans la pomme, le mal était fait. Une fissure, qui devint rapidement un fossé, s'était creusée entre eux jadis unis comme un seul homme

par leur lot commun et la volonté d'en tirer le meilleur parti. Dans les semaines et les mois qui suivirent, celui à la lourde massue devint de fait le chef incontesté. La personne en charge des boissons apprit à ses dépens qu'il lui fallait obéir à celui qui rapportait le gibier, protégé du chef qui adorait la bonne chair. La charmante et charmeuse fée du logis décida elle aussi de soigner davantage le chef et le chasseur tout en restant la bonne copine de la chercheuse d'eau. Et ainsi de suite.

Complémentairement à son rôle économique, chacun avait développé sa place dans la société. Et l'un influait clairement sur l'autre. La force y avait joué un rôle par sa puissance de conviction. Le bon sens et la légèreté étaient passés au second plan. Une journée de l'un n'équivalait plus à 24 heures de l'autre. Certains avaient maintenant « droit » à plus que d'autres pour des raisons qui se distanciaient chaque jour davantage de l'apport réel de chacun au bien-être de tous.

Les mois et les années passèrent. Le petit groupe de départ, par la force de l'instinct et le désir profond déjà de perdurer par son engeance, s'agrandit. Des enfants naquirent, tous plus beaux les uns que les autres, certains bien nés et d'autres moins – adieu Egalité. Il fallait en effet plus de porteurs d'eau que de chefs. Et les chasseurs, bien qu'en nombre, bénéficiaient par leur force d'un aura plus respectable que les gardiennes du logis. Ces dernières, par contre, bien qu'officiellement moins en vue, entretenaient avec le chef suprême des rapports quotidiens soutenus qui leur fournissaient autant d'occasions de lui plaire que de lui arracher quelques faveurs.

Les différentes dimensions de l'efficacité commencèrent à faire clairement surface. Ceux en charge des besoins primaires (nourriture, boisson, logis), bien

qu'en nombre relativement important, étaient aussi remplaçables à merci car peu différenciés entre eux, armés d'un faible pouvoir et de peu de connaissances suffisamment ésotériques pour demander un long apprentissage. Moins nombreux, ceux au talent d'armurier dépendaient, pour maintenir leur pouvoir, de leur habilité à manufacturer des gourdins de plus en plus efficaces et maniables. Important aussi pour eux de tenir suffisamment secrets quelques savantes méthodes de fabrication. Enfin, politiquement parlant, il leur fallait respecter le seigneur tout en entretenant son respect à lui pour leur spécialité.

Au sommet de la petite pyramide, le chef suprême se faisait vieux. Celui qui était devenu son conseiller, l'ancien vétéran des chasseurs, l'invita à passer peu à peu la main à son fils tout en tenant pour lui les attributs officiels de l'autorité.

Le petit monde s'organisait donc sur la base d'un savant équilibre entre les compétences, le pouvoir, les contributions aux besoins du groupe, le respect accumulé, les amitiés plus ou moins fortes. Dans le fond de la scène, toujours présente bien sûr, Mère Nature veillait à ce que sa logique soit également rappelée à la mémoire collective. De temps à autre, un valeureux chasseur mourait (soulignant la fragilité intrinsèque de tous), une chercheuse d'eau se faisait mordre par l'un ou l'autre serpent (histoire de donner aux chasseurs une raison de mettre en avant leur rôle de protecteurs), ou un enfant naissait (rassurant tout le monde sur la pérennité de l'espèce mais aussi sur la vanité de toute chose).

Si la situation de départ était simple, c'est tout un réseau complexe de pouvoirs et de contraintes entremêlés qui dirigeait maintenant notre petit monde. Elle était loin l'époque des « Un pour Tous, Tous pour Un » qui avait prévalu au temps béni du grand début. Les besoins primaires étaient largement satisfaits grâce à la

double et géniale invention du travail et de l'organisation. Des fonctions sociales annexes avaient vu petit à petit le jour pour répondre aux demandes moins fondamentales – mais de plus en plus présentes – des jeux d'influences, de l'armement, des envies de pouvoir et parfois de domination, de séductions diverses.

Alors que chacun s'entendait dans les premiers jours sur la définition de « valeur » et d'« ajoutée », chacun avait maintenant sa manière de voir les choses, le monde en général et le bien et le mal en particulier. Certains se complaisaient dans le confort du pouvoir tandis que d'autres se traînaient dans les obligations laborieuses du pénible quotidien. Le but n'était plus de faire avancer la chose commune, mais plutôt de veiller à son pactole à soi. La notion d'efficience, d'absolue, commune et objective, était devenue relative, personnelle et subjective.

Quelques printemps passèrent encore avant que n'arrive ce qui devait arriver. Le groupe jusque là uni se scinda en trois. Nul ne se souvient exactement de la raison officielle invoquée, mais tous sont d'accord pour dire qu'il était grand temps que cela se passe. Le chef qui devenait vraiment vieux refusait, malgré son âge, de se retirer du pouvoir ou de l'existence terrestre à laquelle il semblait s'accrocher démesurément selon son fils ambitieux, ainsi que selon les chasseurs qui décidèrent alors de quitter les lieux pour aller fonder leur royaume ailleurs. Plus industriels, mais tout aussi gonflés de projets, ceux qui étaient devenus les cultivateurs du clan optèrent de s'unir et d'aller planter sous d'autres cieux leurs nourissantes semences. Il ne resta donc plus au camp de base que quelques anciens et fidèles du chef historique.

Le groupe initial ne portait pas de nom puisqu'il était unique. Il n'y avait donc aucune raison de le différencier par une appellation spécifique. Une fois coupé en trois, il fallut cependant identifier chacune des tranches de manière tout simplement à pouvoir les reconnaître. Ils s'appelèrent eux-mêmes spontanément les Anciens, les Chasseurs et les Cultivateurs. Ces noms étaient appropriés à double titre : ils les distinguaient des deux autres tout en rappelant leur caractéristique essentielle.

Très rapidement, chacun développa sa propre façon de vivre, organisant la journée en fonction de ses priorités et de ses valeurs. Les Anciens, respectueux du chef et de la tradition, croyaient au bien-fondé de la sagesse comme guide quotidien. Les Chasseurs voyaient les conquêtes de tous ordres comme leur préoccupation majeure. Quant aux Cultivateurs, conservateurs et prudents de nature, ils voyaient dans la fourmi un modèle et dans la cigale un ennemi.

La scission fut paisible bien qu'émotionnellement douloureuse pour certains. La conscience collective avait cessé d'être animée d'un seul et même feu. Il y avait maintenant trois clans, persuadé chacun à sa manière d'avoir fait le seul bon choix possible, les deux autres n'ayant selon eux rien compris à la vraie vie. Rapidement cependant, à l'initiative des Anciens – toujours soucieux de prêcher un brin – chacun dut admettre les limites de son autonomie. Une deuxième grande réunion fut donc convoquée afin que les chefs de clan et leurs conseils puissent décider des orientations à prendre pour que chacun ait de quoi continuer à bien vivre sans les deux autres, tout en continuant à pouvoir jouir au maximum des fruits de leurs spécialités.

Et ce fut lors de cette assemblée mémorable que surgit des palabres incessants une notion nouvelle fondée sur l'ouverture et l'enrichissement mutuel, à savoir

le commerce ! Tous furent en effet d'accord pour dire qu'il fallait rester en contact régulier afin d'échanger des « choses » entre les trois clans (dans des conditions que le protocole d'accord initial ne définit pas précisément). Chacun reconnaissait en effet manquer de certaines « choses » tout en en regorgeant d'autres. La décision de principe était prise. Il ne restait plus qu'à le faire.

Si vous la consultez, la mémoire collective de l'époque vous dira que le terme « commerce » fut défini comme « l'échange volontaire et plutôt régulier de « choses » afin de servir au mieux les appétits de chacun ». C'était la solution magique. On pouvait – enfin presque – rester chez soi tout en bénéficiant à loisir et volonté des atouts du voisin.

Au fil des ans et des générations, des jeux de pouvoir, des envies et jalousies firent peu à peu oublier cette définition pleine de bon sens. Les négociations cessèrent d'être paisibles et devinrent en fait autant d'occasions d'affirmer sa suprématie relative.

Face à toutes ces querelles, un certain Poen eut l'idée géniale d'inventer un intermédiaire bien pratique : l'argent. Il lui fut relativement simple de convaincre ses contemporains de l'utilité de son invention. Elle rendait en effet les tractations claires : chaque chose avait un prix et l'on n'était plus obligé d'attendre que son fournisseur potentiel ait besoin de ce dont on disposait pour obtenir ce dont on avait personnellement besoin.

Si Poen fut glorifié pour avoir ainsi rétabli en bonne partie la paix dans les transactions, il s'avéra rapidement que cette médaille d'argent avait aussi de nombreux revers. Que faire lorsque l'on n'en avait plus ? Comment en gagner suffisamment ? Comment empêcher certains d'en demander trop pour leurs

ressources ? Etc. Très vite en effet, ce bel argent avait totalement remplacé les bons vieux échanges d'antan durant lesquels au moins on était en contact direct avec le producteur.

Plus besoin de cela maintenant : les magasins avaient fait leur apparition. Et avec cela un premier jeu de l'offre et de la demande était né, avec les possibilités de spéculation qui s'ensuivent. Très vite aussi, il devint pour certains plus important de posséder de l'argent que de disposer de ressources agricoles, de produits de la chasse ou autres. L'argent permettait en effet de tout obtenir à condition d'en avoir assez. Il devint ainsi une fin en soi. L'envie de travailler pour produire une valeur ajoutée utile à tous fit place, dans la tête de ces mêmes individus, à l'ambition monomaniaque d'en avoir toujours plus.

L'affaire se compliqua encore le jour où un fortuné – dénommé Spice – se dit qu'il pouvait peut-être aider les moins argentés que lui en leur prêtant – moyennant une petite rémunération – ce dont ils avaient besoin tout en offrant à d'autres une moindre rémunération pour mettre leur argent excédentaire à sa disposition à lui. La première banque vit ainsi le jour. Si l'idée de départ partait sans doute d'une bonne intention, et si elle permit à des tas de gens de trouver des solutions à leurs problèmes, elle permit aussi des dérives que le bon vieux système de troc n'aurait jamais rendues possible.

Mais la tentation était trop forte de ne pas corriger le tir et le système persista, se développa même très largement au point de devenir un pivot-clé des échanges.

Le temps passa. Les illusions aussi. Il devint de plus en plus normal de faire tout et presque n'importe quoi pour avoir cet argent. Normal donc de produire pourvu que quelqu'un soit prêt à acheter. Normal aussi de vanter ses produits



même s'ils n'en valaient pas la peine. Normal ainsi de confondre la fin et les moyens.

Mère Nature souffrit de plus en plus d'un grand manque de respect. Et si les hommes, pour beaucoup, le regrettaient le soir une fois rentrés chez eux, ils repartaient le matin faire tout ce qu'ils pouvaient, et souvent n'importe quoi, pour gagner cet argent sans lequel ils pensaient vraiment ne plus pouvoir vivre.



## – Chapitre 2 –

### **Qu'est-ce qui fait tourner le monde ?**

Lorsque des enfants s'ennuient, ils s'inventent des jeux. Selon leur humeur, il s'agira de jeux plus ou moins intelligents, plus ou moins créatifs, plus ou moins destructeurs. Il en va de même pour les adultes, même si des dehors sérieux masquent souvent le phénomène. Ainsi, dans les organisations, quand le travail n'est pas assez soutenu, le personnel s'invente des histoires, s'occupe à d'autres choses, entretient les ragots, génère une complexité inutile et dangereuse, crée des sous-commissions et des groupes de travail sans objet qui réinventent la roue. Le temps passe à meubler le vide en prétendant que tout va bien puisque l'on est très occupé. Rapidement, l'inutile est pris pour essentiel et pour peu que suffisamment de gens y trouvent leur compte (rémunération, promotion, statut...), l'illusion s'installe que toute cette activité est utile et importante – voire, après un temps, qu'elle est une réelle raison d'être.

Ce qui était au mieux un passe-temps – reconnu par tous comme tel – devient une pièce de théâtre dans laquelle les acteurs se prennent vraiment pour les personnages qu'ils incarnent. Le jeu est leur réalité. Le bon sens se perd. Le tragique s'imisce peu à peu.

Et le Moyen Age s'installe à nouveau avec ses fiefs, ses seigneurs et ses vassaux. Pour peu qu'il y ait assez de moyens à leur disposition (par le biais des impôts par exemple), de telles organisations, bien que produisant une valeur ajoutée nulle (si pas négative), peuvent perdurer des décennies durant. Bien établies sur une complexité sans raison, elles génèrent du papier, entretiennent des rapports élaborés avec d'autres entités souvent aussi surannées ou sans objet,

se développent sur des bases juridiques de plus en plus sophistiquées, proposent des plans de carrière alléchants, multiplient les concours et examens d'entrée... Elles s'institutionnalisent, développant toutes les apparences de l'important et de l'utile par leur caractère de plus en plus officiel.

Comment en venir à bout et remettre le bon sens au pouvoir ? Deux possibilités salvatrices. La première, rare malheureusement vu les intérêts en jeu, est qu'un leader suffisamment musclé et intègre, constatant les dégâts, décide de jeter tout son poids dans la balance et remettre de l'ordre dans la pétaudière. Cela s'est vu fort heureusement pour un certain nombre d'entreprises, le plus souvent privées, restructurées à la force du poignet par un visionnaire bien éclairé. La seconde, malheureusement trop fréquente, entre autres dans les organisations publiques des démocraties vieillissantes, consiste simplement à se déglinguer jusqu'au point où, tels les mammouths, la disparition de l'espèce devient la seule issue. L'ensemble se désintègre quasi soudainement. Les alliés, ou prétendus tels, s'éloignent rapidement, les budgets aussi, et le tout s'émiette dans quelques derniers sursauts de revendications sociales et autres.

De ces deux scénarios, le premier est bien sûr le plus désirable. Mieux vaut prendre à temps les décisions qui s'imposent, idéalement avant même que l'organisation ne s'enfle sans raison ni valeur ajoutée. Force est de constater que trop rares sont les cas d'un nouveau leadership salvateur :

- Il faut du courage pour redresser la barre d'un bateau qui donne à manger à beaucoup de monde même s'il vogue dans la mauvaise mer et que le trou dans la cale s'agrandit.
- Il faut de la clairvoyance pour remarquer l'inutilité du cap qui a été choisi.
- Il faut de l'intégrité pour dire à l'équipage et aux commanditaires que l'on s'est fourvoyé, que le cap pris mène à terme au naufrage.

- Il faut de la force pour s'opposer à ceux qui trouvent que tout va bien, qu'ils le pensent par aveuglement ou par intérêt égoïste.
- Enfin, rares sont ceux qui, courageux, clairvoyants, intègres et forts, désirent mettre ces qualités au service d'un navire qui fait fausse route.

Dans les démocraties avancées – ces pays trop peu nombreux qui gèrent la grande majorité des ressources économiques de la planète – l'Etat représente en gros au moins 50 % de l'économie et est souvent le premier employeur du pays. Il s'agit donc d'un acteur essentiel tant par sa taille que par les fonctions souvent très utiles dont il a la charge. Important donc qu'il s'acquitte de ses responsabilités de manière efficace. Et c'est là que trop souvent le bât blesse.

Les grandes causes, souvent non perçues tant elles sont visibles et évidentes (tel le poisson qui n'a pas le concept de l'eau), sont pourtant simples à localiser. Les solutions sont malheureusement plus complexes à mettre en œuvre de par la nature même des causes :

- La dynamique de l'Etat, et du jeu entre les états, est fondée sur le pouvoir politique. Ceux qui en disposent pensent rarement à s'en défaire pour œuvrer dans le sens plutôt aléatoire d'une solution davantage favorable au bien-être du plus grand nombre à long terme.
- Le financement des dépenses publiques est assuré par l'impôt et dans une mesure trop grande par la dette publique, que celle-ci soit due aux citoyens, aux banques ou à certaines institutions internationales. Là aussi, la logique est fondée davantage sur les rapports de pouvoir que sur des impératifs d'efficience et de vraie responsabilisation.

- Le critère d'efficacité pour les fonctionnaires (même si nombreux sont très correctement qualifiés et de bonne volonté) repose en fin de compte sur le respect des procédures, des lois et du budget dont la source est le contribuable et qui est alloué par les politiques. Bref, les rentrées sont bien plus assurées que pour une entreprise privée et le risque de faire banqueroute est pour ainsi dire inexistant, ou perçu comme tel. La réelle motivation de gérer les affaires publiques avec efficacité est donc faible.
- La responsabilité individuelle est rarement engagée comme elle l'est de fait dans une entreprise privée. Bien sûr, chaque ministre, député ou sénateur a un nom et une réputation à défendre dont il fait usage dans la recherche et l'exercice du pouvoir. Néanmoins, il reste moins personnellement engagé qu'un dirigeant d'entreprise, petite ou grosse. S'il est vrai qu'une réussite politique n'intervient le plus souvent qu'après bien des années d'un travail acharné, la responsabilité personnelle et l'obligation de résultats y sont nettement moins directement valorisées que dans les organisations privées.

A un autre niveau, il faut bien constater que les partis et les groupements politiques de tous bords, ainsi que les états, jouent entre eux des jeux dont les citoyens – qui officiellement les cautionnent – aimeraient autant qu'ils se privent. Au travers notamment d'une flopée de groupes de pression et d'institutions nationales ou internationales, une batterie de questions et de problèmes sont débattus à grands frais sans que le citoyen n'y trouve aucun intérêt. Cela ne date pas d'hier. Loin s'en faut. Combien de conflits armés n'ont-ils pas été la décision des seuls seigneurs ?

Pour donner un sens à tout cela, il est temps de donner un projet à la Terre dont l'ensemble des Terriens partageraient, de fait et de cœur, la responsabilité. Un

« ennemi » commun, une grande cause mobilisatrice, bref quelque chose de suffisamment fort pour captiver tous les regards et motiver toutes les énergies.

La prise de conscience ne date cependant pas d'hier, mais la distance est grande et les filtres biaisant très nombreux entre l'oreille et le cerveau, entre la réception et la compréhension. En 1968, les 2000 biologistes réunis à l'UNESCO pour la conférence de la biosphère prévenaient déjà haut et fort. Un peu plus tard, en 1972, les mathématiciens du M.I.T (Massachusetts Institute of Technology) démontreront à la demande du Club de Rome que si l'Occident continue de consommer comme il le fait en incitant les autres pays à faire de même, la planète s'écroulera vers 2030. Ce n'était qu'une estimation : début 2012 à Washington, lors de la commémoration des 40 ans du rapport du Club de Rome, son principal auteur, Dennis Meadows ramena cette date à 2020.

Toujours selon Dennis Meadows, il est trop tard pour le développement durable, les dégâts sont trop importants et la Terre n'a pas les ressources permettant de maintenir le mode de vie des pays riches, ni certainement de le mettre en place dans le reste du monde. Dans une interview accordée au journal Libération le 15 juin 2012, il souligne le manque de vision et de volonté d'un travail de fond des mondes politique et économique : « Or, le cerveau humain n'est pas programmé pour appréhender les problèmes de long terme. C'est normal : *Homo Sapiens* a appris à fuir devant le danger, pas à imaginer les dangers à venir. Notre vision à court terme est en train de se fracasser contre la réalité physique des limites de la planète. »

L'idée même de croissance économique ne peut perdurer. L'ensemble du système est à revoir dans ses fondements. Le concept de progrès et la définition du bonheur qui est supposée l'accompagner automatiquement ne sont plus du

tout soutenables : « Nous sommes dans une période de stagnation et nous ne reviendrons jamais aux heures de gloire de la croissance. », précise Dennis Meadows.

Dans la récente présentation (mai 2012) donnée à Amsterdam par Jorgen Randers – également membre du Club de Rome – pour le lancement de son livre « 2052: A Global Forecast for the Next Forty Years », plusieurs points ont retenu mon attention :

- La population mondiale atteindra un pic de huit milliards vers 2050.
- L'économie de la planète continuera sa hausse jusque vers 2060, mais bien plus lentement vu l'importance croissante des services, la maturité des pays développés et le faible développement des pays pauvres (les pays émergents croîtront, mais pas les trois milliards de la majorité des autres).
- Le revenu disponible diminuera dans les pays riches.
- La pollution est le défi le plus pressant.
- La cause principale est le fait que l'Homme soit coincé dans une vision à court terme dans ses décisions.
- Il y aura assez à manger et à boire dans les 40 ans à venir pour ceux qui auront de quoi payer. Pour les autres, pas de changement en vue, même si le monde pourrait les nourrir.
- Quatre recommandations principales :
  - Réduire le nombre de naissance, particulièrement dans les pays riches qui consomment bien plus par habitant.
  - Réduire les dommages écologiques, en commençant ici encore par les nations les plus riches, ce qui signifie principalement arrêter de consommer du pétrole.



- Mettre en place, dans les pays sous-développés, un système énergétique moderne et pauvre en carbone payé par les pays riches – c'est la meilleure aide que nous pouvons leur apporter.
- Cesser de ne penser qu'à court terme, donc renforcer la capacité d'agir rapidement au niveau global afin d'améliorer la mise en place de meilleures conditions de vie pour nos petits-enfants.

D'autres auteurs affirment aussi que nous n'atteindrons jamais les neuf milliards : les guerres civiles, émeutes, famines et épidémies hors proportion y veilleront.

Parmi les nouvelles peu réjouissantes, selon le groupe de recherche américain IHS, la Chine aurait pour objectif d'avoir en 2015 un budget militaire d'environ 240 milliards de dollars, soit le double de celui qu'elle avait en 2011. Pour référence, elle l'aurait déjà augmenté de 189 % entre 2000 et 2010. Bon nombre d'autres pays – dont la Russie et l'Inde qui sont proches voisins des Chinois – montrent également tous les signes d'une incontestable course aux armements.

Le principal message derrière tout cela est que la sagesse n'a pas encore envahi notre monde et que la route reste longue, à moins d'une illumination subite qui ferait comprendre enfin que l'avenir dépend de cette noble capacité de créer des liens, d'entretenir la justice – la vraie – et l'égalité, de respecter l'environnement et la diversité des hommes tout simplement parce que c'est normal, de revaloriser les savoir-faire locaux, de se concentrer sur l'être et non sur l'avoir.

Facile à dire ! Si c'était si simple, cela se saurait ! Et pourtant oui, un tel projet existe. Il est aussi imposant par son importance que par son urgence et sa simplicité : la sauvegarde de la planète et la survie de l'espèce humaine. Voilà

un beau projet fédérateur ! Grand temps en effet d'inventer ensemble un nouveau jeu, ce vrai grand jeu où tout le monde gagne ! Il y a à manger pour tout le monde sur notre belle planète. Pourvu que l'on arrête de gaspiller bêtement les ressources à produire des gadgets inutiles au nom de l'inexplicable et inexplicquée nécessité de faire tourner l'économie, il n'y a pas de danger de pénurie de quoi que ce soit. Enfin, pour ce qui est du travail, il y en a en suffisance, ô combien !

Pour y arriver, il faut tout d'abord s'imaginer ce nouveau monde et le modèle économique qui l'accompagne. Sans aucune prétention de perfection, voici trois définitions de base qui pourraient servir d'inspiration :

- Le nouveau monde : un monde dans lequel chacun dispose de ce dont il a vraiment besoin, sans privation ni excès.
- La croissance : l'indice de mesure du bien-être des populations (et non de l'augmentation constante de la production et du revenu national).
- La valeur ajoutée : la contribution au bien-être, sans excès (et non la différence entre les revenus totaux d'une entreprise et le prix des biens et services acquis pour la réaliser).

Pourquoi le bonheur des uns ne pourrait-il pas faire aussi le bonheur des autres ? Qu'est-ce qui nous empêcherait d'y croire ? Probablement rien, sinon sans doute la peur ancestrale et primitive de manquer, la crainte de ne pas avoir en suffisance qui nous fait accumuler sans raison, ainsi que le besoin qu'ont certains – par peur – de dominer à tout prix.

Grand temps de dépasser tout cela avant que cela ne nous dépasse. La terre est belle, sachons y vivre joliment !

## – Chapitre 3 –

### **Les fondements affolants du système**

Une des grosses aberrations (tellement grosse qu'on pourrait ne pas la voir) du système économique actuel est le système lui-même, les bases mêmes sur lesquelles il est conçu ainsi que leur rigidité, leur inertie. L'Homme semble avoir la mémoire courte et en arrive à considérer bien trop vite comme « normales », voire « inévitables », les situations dans lesquelles il se trouve. Jusqu'à ce que, cela arrive quand même, quelqu'un ou un accident de grande envergure vienne le réveiller de sa torpeur.

Un peu comme le hamster dans sa roue. Nous sommes les hamsters et la roue est le système. Au début, nous y avons marché, de plus en plus vite, puis couru. En passant, sans vraiment nous en rendre compte, nous avons installé un moteur pour faire tourner la roue. Cela nous a un peu facilité la vie en nous demandant moins d'efforts pour faire tourner la machine. Mais, très vite, ce moteur est devenu la source d'un rythme imposé, une obligation permanente, une façon de faire vivre toute l'économie sous la contrainte, au bénéfice de quelques rares privilégiés.

Pour garantir la pérennité de la machination, d'autres mécanismes se sont mis en place avec parmi les conséquences pour les individus, entreprises et pays :

- La séduisante roue infernale du crédit : Tomber dans le piège de la roue infernale du crédit, c'est se priver d'une bonne partie de sa liberté d'action.

- La méfiance malade du voisin : Tomber dans le piège de la méfiance malade du voisin, c'est se couper des autres.
- La peur du lendemain : Tomber dans le piège de la peur du lendemain, c'est ne plus croire à l'avenir, ne plus avoir vraiment de projets et se couper de toute réelle perspective d'amélioration.
- Le refus de la dimension spirituelle : Tomber dans le piège du refus de la dimension spirituelle, c'est ne plus se soucier ni du bien ni du mal, donc refuser toute responsabilité qui en aurait découlé et se priver de son humanité.

#### 1. La séduisante roue infernale du crédit

La grande majorité des personnes, des entreprises et des pays sont de fait contraints à la fuite en avant, au pédalage incessant pour simplement continuer à vivre au niveau de standing qu'ils croient avoir choisi comme source incontournable de leur bien-être.

Parmi les quelques rares qui aujourd'hui ont encore les moyens de vivre en marge de la roue infernale du crédit ou d'en descendre à loisir, il y a :

- Bien entendu, les marginaux complets, ceux qui ont choisi de vivre d'amour et d'eau fraîche, ou encore de religion. Ils sont peu dangereux pour la plupart, par manque de moyens donc d'impact potentiel.
- Ceux qui sont devenus financièrement indépendants, parmi lesquels certains retraités et quelques fortunés plus jeunes. Pour la plupart, ils sont inoffensifs, tout décidés qu'ils sont à s'adonner pleinement à ce qu'ils considèrent des loisirs tout en préservant leur capital chèrement conquis.

- Et puis les rarissimes nantis d'une grande fortune. Certains tiennent à travailler 14 heures par jour pour continuer d'amasser ou faire grossir encore leur pouvoir. D'autres se complaisent dans les jeux d'influence ou le farniente de luxe. De temps à autre, c'est vrai, s'en dégage un Zorro moderne prêt à mobiliser ses ressources pour le bien de tous. Il doit être salué ici pour son mérite. Sa croisade est souvent quasi solitaire, tolérée de loin seulement.
- Côté entreprises, la plupart sont trop occupées à tenter de survivre, ou à satisfaire leurs actionnaires de plus en plus voraces, pour risquer de se consacrer même partiellement à des tâches réellement humanitaires avec les moyens adéquats.
- Enfin, en ce qui concerne les pays, leur gestion est largement politique et politisée (au lieu d'être d'abord au service du citoyen) et ils vivent pour ainsi dire tous à crédit. Aussi, liés plus que jamais par de multiples alliances internationales, leur indépendance est devenue très relative pour les questions vraiment essentielles. Il n'y a probablement aucun pays aujourd'hui qui se présente avec un profil autre que majoritairement politico-financier. L'actualité récente a mis l'accent sur la véracité de la faillite et des dépendances d'un grand nombre de pays. Nous y reviendrons.

La pression est donc généralisée, autant que la tendance à gérer sa vie, celle de son entreprise ou du pays avec le nez sur le guidon – ce qui n'est pas bon pour les yeux et ne favorise ni la vision à long terme ni le développement harmonieux.

A tous les étages, les pressions sont trop fortes pour pouvoir se permettre de gérer autre chose que l'immédiat, les échéances et les pressions multiples qui en découlent :

- La dette de l'Etat impose la pression fiscale. Même armés des meilleures intentions, les politiciens en place ne peuvent seuls agir autrement.
- Côté entreprise, les délais de paiement de plus en plus longs et les investissements à financer font du crédit une chose « normale et inévitable ».
- Et pour les particuliers, les voitures et les vacances à payer veillent à maintenir la grande majorité des citoyens des pays riches sous la pression. (Dans les pays moins bien lotis, ils se contentent pour la plupart d'essayer de sourire tout le temps, sans argent).

S'agit-il là d'un monde mûr qui prend le temps de s'épanouir et d'aider les autres à en faire autant ou d'un amalgame de protagonistes confondant la fin et les moyens, cloîtrés dans un égoïsme défensif, mus par la crainte d'être dans le lot des prochaines victimes, des pauvres de demain, même s'il est de bon ton d'arborer un sourire satisfait ?

Tomber dans le piège de la roue infernale du crédit, c'est se priver d'une bonne partie de sa liberté d'action.

## 2. La méfiance malade du voisin

Des tas de gens, de groupes, voire de gouvernements tentent trop souvent et un peu partout de se protéger (alors qu'on ne les attaque pas) en gagnant toujours plus d'argent, en accumulant toujours plus de pouvoir. Dans leur esprit, il faut

que d'autres perdent (beaucoup) pour qu'ils aient une chance de gagner (un peu).

D'une manière ou d'une autre, la société toute entière (occidentale certainement) semble profondément imprégnée de cette croyance. Exprimer l'idée de faire simplement confiance, c'est être la cible immédiate d'un sourire béat, voire moqueur. Il est aujourd'hui « normal » de se méfier, ne fut-ce que discrètement, des autres en général et de tout le monde en particulier. L'attitude est endémique et le cercle très vicieux. Ceux qui sont en quête incessante et chronique de pouvoir et d'argent ne le font pas tant par appât du gain que par peur : peur de ne pas avoir assez, peur que l'autre ne les écrase...

Si cette propension est ancestrale, elle n'en reste pas moins aussi contre-productive qu'inexcusable. Envahir un pays sous prétexte que de dangereuses armes s'y trouvent cachées alors que la seule cible est le pétrole me semble un acte difficilement excusable, d'autant plus lorsque l'envahisseur représente lui-même au moins 50 % du marché des armes dans le monde. Quelques mois plus tard, ce même envahisseur en arrive à reconnaître que, tout compte fait, il n'y avait pas d'armes dangereuses cachées mais bien du pétrole à contrôler. Et le reste du monde, la taille du dit envahisseur aidant, se tait. L'acte inexcusable en devient d'autant normal et acceptable. L'impunité aussi.

Peut-être en arrivera-t-on aussi ainsi un jour à démontrer et faire accepter officiellement que les deux tours ont explosé de l'intérieur au moins autant que de l'extérieur ? Rien n'étonne plus aujourd'hui.

A une échelle bien plus microscopique, dans le joli petit royaume de Belgique, une énergie politique folle est consacrée à une lutte linguistique auto-entretenu,

très largement sans fondement et qui n'est linguistique que de nom. Parler flamand ou français (sans oublier l'allemand pratiqué par une calme minorité) n'est en soi aucunement une source de conflit. Ne pas être capable de passer outre les errements du passé afin de bâtir ensemble est bigrement triste. Un des pays les plus nantis de la planète parle ainsi même de se couper en deux. Il faudra une loupe pour le retrouver sur la carte !

Bien plus visible, l'Europe ! Un projet merveilleux et réconciliateur qui permet notamment ce que peu auraient osé rêver : la réunion de l'Allemagne et de la France autour d'une même paisible table. Rien que pour cela, un grand bravo ! D'autres faisaient partie du premier groupe qui s'élargit au fil des ans pour regrouper aujourd'hui ce que l'on appelait encore il y a peu « l'Europe de l'Est » et « l'Europe de l'Ouest ».

Au total, que du bon dans les intentions d'union réconciliatrice. Cependant, la phase d'idéalisme primaire, le leadership naturel qui la soutient et la motivation des troupes qui s'ensuit semblent malheureusement pour l'instant avoir fait leur temps. En absence de grands projets, le politique et ses jeux, l'immobilisme décisionnel, l'administration et ses tracasseries envahissent le terrain.

La crise financière aidant, on invoque l'idée d'abandonner l'Euro – à savoir de retourner chacun chez soi pour les questions de sous – et de demander plus ou moins poliment à certains membres de quitter le navire. Au final, la marque d'un beau manque de discipline et de respect des engagements de part et d'autre.

Et pourtant, il existe une autre voie, une solution gagnant-gagnant, où si l'on veut être meilleur que le voisin c'est par esprit de compétition positif et non pour l'anéantir à titre préventif. Une voie qui mène vraiment à un gâteau plus grand



pour tous. « Et si nous essayions la paix » est un slogan qui exprime bien cette idée.

Tomber dans le piège de la méfiance malade du voisin, c'est se couper des autres.

### 3. La peur du lendemain

Outre la méfiance du voisin, entretenir l'image générale d'un monde dangereux est une invitation de plus à se replier sur soi, à éviter le contact, les voyages, la découverte, la prise de risques inhérente à toute vie, donc toute perspective d'avenir ou d'amélioration du monde. L'envie même de procréer est menacée : « Quand on voit le monde dans lequel on vit, je n'ai pas envie d'imposer cela à un enfant de plus », se disent certains.

Tomber dans le piège de la peur du lendemain, c'est ne plus croire à l'avenir, ne plus avoir vraiment de projets et se couper de toute réelle perspective d'amélioration. Or, par définition, la vie c'est aujourd'hui et demain. Ne plus faire de projets, c'est mourir d'autant. Ne plus travailler à son avenir, c'est couper d'autant sa vie de tout sens.

Au niveau politique ou marketing par exemple, certains ne se privent nullement d'exploiter cette peur du lendemain par des slogans qui la stimulent. Créant du stress, insistant sur les dangers multiples et omniprésents, sur la nécessité de voter pour eux ou d'acheter immédiatement leur solution ou leur assurance complémentaire, sur les risques qu'il y a à ne pas le faire, sur la responsabilité personnelle de le faire tout de suite.

L'envie de réussir se transforme en peur de rater. L'horizon s'obscurcit. L'idée même de faire des projets se réduit. Et la personne d'autant. Créer, inventer, rêver, imaginer, mettre en œuvre devient très laborieux. Autant de signes de vieillissement : l'impression générale de ne rien pouvoir changer ou presque. Continuons comme cela et il n'y a plus qu'à attendre apathiquement la mort.

La méfiance malade du voisin réduit le nombre de contacts qu'une personne désire avoir, donc ce que l'on pourrait appeler son espace social. La peur du lendemain réduit son espace temporel. Et si l'on ajoute à cela le refus de la dimension spirituelle, notre Homme moderne est décidément mal embarqué !

#### 4. Le refus de la dimension spirituelle

« Dieu est mort », a dit un certain. Et plein de gens l'ont cru. Et avec lui, à l'Occident, sont mortes aussi les croyances en l'au-delà (avec le paradis pour les gentils et l'enfer pour les méchants). Beaucoup se sont du coup sentis « libérés » de l'obligation de bien agir : la peur des représailles divines avait disparu et, avec elle, la notion du bien et du mal, donc de la responsabilité. A quoi bon en effet bien agir (sinon parce que c'est normal bien entendu) si le code d'éthique a été déclaré caduque et ses juges relégués au rang de bigots passéistes, sinon d'imposteurs ?

Parler de dimension spirituelle peut sembler ésotérique. S'y intéresser doit être la manifestation probante de l'appartenance à une secte quelconque. Eh bien non. Il s'agit tout simplement de reconnaître que l'homme et la femme ont un esprit (ou en sont un tout simplement) et que le matérialisme béat ne peut mener qu'à la frustration.

Parler de dimension spirituelle revient en fait à parler de sens.

Lorsqu'un homme, un groupe ou une société en arrive à confondre avoir et être pour ensuite même en inverser l'importance, il y a péril en la demeure. Lorsque la vie se réduit pour une majorité grandissante à travailler dans le but de pouvoir consommer, cette même vie en arrive à manquer d'autant de sens.

« J'ai tout ce qu'il me faut », se dit Maxime Durant. « Un bon salaire, une super maison, plusieurs dizaines de chaînes sur ma nouvelle télé, la vidéo, le CD-ROM, le lecteur de CD dans ma voiture (plus grosse que celle du voisin d'ailleurs)... Je viens de partir en Afrique du Sud pendant 12 jours en voyage organisé. Mes enfants viennent une semaine sur deux. L'avocat de mon ex-femme me laisse presque tranquille maintenant. Comme je vis seul le reste du temps et que je travaille beaucoup, j'ai plutôt la paix. Grâce à internet, je peux faire plein de nouvelles connaissances (des femmes notamment !) que je rencontre parfois même en vrai ! »

« La vie est plutôt belle », affirme Juliette Martin. « Je suis mère célibataire comme je l'ai souhaité. Je conduis mon fils de cinq ans à l'école le matin avant de me rendre à la banque où je travaille depuis 8 ans. Ils parlent de restrictions possibles de personnel, on verra bien. Le soir je rentre vers 18 heures 30 en général, après avoir fait mes courses (sauf le mardi où je vais à l'aquagym avec une copine). C'est une voisine qui va chercher mon fiston à l'école après l'étude. Je fais aussi une partie de mes emplettes sur internet. J'en profite pour chatter avec l'une ou l'autre connaissance virtuelle (souvent vers 23 heures). »

Et il s'agit là de nantis : ils ont un boulot, un logement... et internet bien sûr. Il leur manque pourtant un petit quelque chose dont ils ont presque oublié jusqu'au goût : un sens à leur vie.

On parle ainsi par exemple de l'esprit de famille, de l'esprit d'équipe, de l'esprit de corps, de l'esprit de clan, de l'esprit d'entreprise. Tous ceux qui ont la joie d'en ressentir les effets vous diront le bien qu'ils en retirent. Une dimension, une motivation, un élan et une énergie qui font grandir l'individu et lui donne ce sentiment étrange d'être davantage vivant. Le fait d'être en communication productive avec un plus grand nombre de personnes donne un sens plus large à son existence. A contrario, lorsqu'un individu se retrouve isolé « dans les villes de grande solitude », il manque de sens et dépérit d'autant.

Et une entreprise alors ? Qu'est-ce qu'une entreprise pourrait bien avoir à faire avec une dimension spirituelle quelconque ? De même qu'un individu, tant qu'une entreprise reste en communication productive avec son entourage, produisant donc de l'utile, cette entreprise continue d'avoir du sens au sein de la société. Ses acteurs et partenaires le reconnaissent et lui en savent gré. Si vous travaillez dans une fabrique de chaussures que vous savez de bonne qualité et appréciées de ses clients, au sein de laquelle l'esprit d'équipe anime les activités, votre motivation sera grande de vous y rendre et d'y donner le meilleur de vous-même. Par contre, une entreprise produisant de l'inutile, voire du franchement nuisible, n'a peu ou pas de sens dans la société. Ses acteurs et partenaires le savent (même s'ils continuent d'y aller « parce qu'il faut bien gagner sa vie »). Si votre travail consiste à vendre des gadgets superflus ou des produits clairement nuisibles à tous, vous êtes contraints de fermer les yeux sur ce que vous faites pour y aller tous les jours.

Pour une entreprise aussi donc, la dimension spirituelle existe. Son activité contribue-t-elle au bien-être et à l'utile ? Ou bien n'existe-t-elle que pour gagner de l'argent avec ce qui se vend ? N'est-elle motivée que par les profits (et, le cas

échéant, le cours de bourse) ou la vraie qualité compte-t-elle ? Le sens de la responsabilité l'anime-t-elle, tant en interne qu'en externe, ou n'est-elle qu'un enchevêtrement de procédures, de niveaux hiérarchiques impersonnels et de parapluies ?

Tomber dans le piège du refus de la dimension spirituelle, c'est ne plus se soucier ni du bien ni du mal, donc refuser toute responsabilité qui en aurait découlé et se priver de son humanité.



## – Chapitre 4 –

### En route vers le Moyen Age

L'autre jour l'une de mes proches, me parlant d'un groupe de développement spirituel dont elle fait partie, me dit qu'on y comparait notre époque au Moyen Age. Elle ne m'en dit pas vraiment plus et nous parlâmes d'autres choses. Quelle drôle d'idée que cette comparaison ! En fait peut-être pas. Testons-la pour voir.

Comme je n'ai pas retenu grand-chose de mes trop nombreuses années d'école, je commence par vérifier ce que le Petit Robert raconte sur « Moyen Age » : « Période comprise entre l'antiquité et les temps modernes, traditionnellement limitée par la chute de l'Empire romain d'Occident (476) et la prise de Constantinople (1453) ». A la mémoire me reviennent maintenant les quelques bribes que le cours d'histoire a réveillé dans le crâne si revêché qui était le mien sur les bancs scolaires.

Le Moyen Age, je m'en souviens comme d'une époque plutôt sombre, pas très marrante, avec seulement quelques rares nantis qui avaient bien l'intention de le rester. Des châteaux aux murs très épais, des armures bien lourdes, des tournois, des croisades... Grands seigneurs, princes, rois, entourés de leurs vassaux plus ou moins bien lotis en fonction de leur degré de serviabilité, mais aussi de leur créativité, cette aptitude à faire feu de tout bois ou de mauvaise fortune bon cœur. Et puis bien sûr quelques évêques et cardinaux au pouvoir plus discret mais sans doute d'une lignée plus durable puisqu'officiellement directement connectée à l'incontestable divin et à l'autorité morale que cela confère de fait.

Statutairement loin derrière, organisés en corporations pour protéger tant leur façon de faire qu'eux-mêmes, quelques métiers vraiment utiles : tisserands, bateliers, maçons, sans oublier les brasseurs... Réglementant leur profession, ils en garantissaient la pérennité des techniques chèrement acquises et en contrôlaient l'accès. Point de revendication d'hégémonie sinon sur leurs secrets professionnels. Ils ne menaçaient donc en rien le seigneur local et payaient, aussi loyalement que le contrôle était préventivement efficace, les taxes de l'époque. Pas trop nombreux, les membres de ces corporations représentaient probablement une couche relativement fine de classe moyenne.

Parmi les autres bien lotis, en relative minorité eux aussi, quelques gros marchands, d'autant plus à l'aise dans leur richesse qu'ils n'en faisaient pas trop étalage ni ne manifestaient de velléités militaires, religieuses ou politiques. Qu'ils gagnent leurs sous, paient leur dû et n'embêtent pas les voisins d'en haut.

Probablement enfin, quelques propriétaires et notables respectés à divers titres reposant sur un savoir spécialisé et un bon réseau de contacts qui assuraient leur honorabilité (non menaçante pour le pouvoir en place).

Pour servir ceux d'en haut, une flopée de servants et de servantes, priés, comme leur nom l'indique, de servir. Et pour servir ceux d'en bas, quelques aubergistes, marâchers, artisans de ville ou de campagne.

Et puis la grande masse majoritairement campagnarde des plus ou moins serfs, taillables et corvéables à merci, labourant, plantant, cueillant, crevant aux premiers rangs des épidémies. Ce monde rural du bout de l'échelle sociale, cette race de sous-hommes avec ses sous-catégories. Ceux qui finalement nourrissent tous les autres, mais n'ont le droit d'ouvrir la bouche que pour bâiller.



En passant, quelques marginaux. Des hors-la-loi aussi, bien entendu. Les routes n'étaient pas sûres à ce qu'on dit. Des mendiants aussi, avec leur Roi Pétaud (du latin « peto » qui signifie « je demande »), titre de dérision, seigneur de ceux qui osent à peine lever les yeux. Chaque ville un rien cotée avait sa Cour des Miracles, nid de truands de toutes sortes.

Et puis quelques originaux, peintres, sculpteurs, poètes de leur état, bouffons et chansonniers, tolérés pour autant que leur art ne fasse de buée ni sur les vitres du château ni sur les vitraux de l'église. Ceux qui s'en souviennent vous le diront : Villon n'a pas ri tous les jours.

Enfin, ne les oublions pas : les valeureux soldats, pioupious et autres bidasses, protecteurs de l'ordre établi, forcés comme à toutes les époques d'être héros lorsque le devoir les appelait malgré eux. Ce n'était pas passionnant mais ils étaient du bon côté de la barrière de l'autorité. Il n'a en effet jamais fallu une personnalité débordante d'ambition existentielle pour être troufion, mais au moins on mangeait tous les jours.

En gros, il me semble, une époque de long statu quo social, d'intolérance religieuse, de peu de vrai progrès technique, de conflits et de croisades, de rare poésie, de créativité restreinte, de contraintes morales, mais de peu de vraie éthique. Sans doute, avant sa déchéance, l'Empire romain avait-il brillé pendant trop longtemps. Et les temps qui suivirent mirent près d'un millénaire pour retrouver la vraie créativité qui seule sait faire naître un nouvel élan de vie.

Mais reprenons quelques-uns de ces éléments. Le statu quo social tout d'abord. Qu'est-ce donc ? Un état dans lequel chacun ou presque est condamné à rester dans sa classe malgré tous les efforts pour en sortir par le haut. Un système dans

lequel les occasions de dégringoler dans la classe sociale inférieure sont par contre nombreuses. Où il suffit d'un rien – d'une dénonciation, d'une rumeur, d'un « on a entendu dire que... », d'un tribunal injuste, d'une excommunication abusive – pour se retrouver dans le ruisseau. D'un monde où la morale et les bonnes manières sont en béton et qu'on vous enfonce pour votre bien par tous les trous. Mais point d'éthique ni de vraies valeurs : elles ont été oubliées. Une société où les privilèges et les titres reposent sur des gloires passées sans que rien ou presque ne continue de les valider. Coincé dans sa strate, on se coupe ainsi chaque jour davantage des autres qui deviennent des inconnus, sinon des ennemis, et de la vie que l'on subit avec la frustration permanente que l'on rate quelque chose même si l'on ne sait plus quoi au juste.

L'intolérance religieuse. Voilà bien, par glissements successifs, un comble de contradiction dans les termes. Fondamentalement et étymologiquement, si l'on parle de religion, on fait référence à l'idée très simplement humaine de relier et de rassembler pour le bien du plus grand nombre. Cela implique aussi l'idée d'aspiration spirituelle, de réalisation de soi, d'entraide, d'évolution vers des états d'être supérieurs. Tout le contraire de l'intolérance !

Dès l'instant où l'on refuse le paisible dieu de l'autre, voire tout simplement sa manière de lui parler ou son interprétation des mêmes écritures, l'attitude sectaire et ses abus commencent. Est-ce par crainte que l'autre ait quand même un peu raison qu'on le déclare impur ou infidèle ? Ou par fondamental manque de confiance en son propre credo ? Dans un cas comme dans l'autre, intolérance et religion ne peuvent faire bon ménage. La seule intolérance tolérable, pour autant qu'elle soit mesurée, est celle à l'égard des intolérants.

Le peu de vrai progrès technique. Une fois inventés l'épée, la dague, la lance, les arcs et les flèches – plus quelques instruments de torture au cas où – on s'en contente pendant quelques siècles en les affinant un peu. La roue tourne, le pain se fait, rien de vraiment révolutionnaire ne se crée. Il y a bien quelques « importations » qui mettent un temps fou à venir de loin. Pour le reste, dans la plupart des domaines, n'apparaissent que de nouvelles versions de concepts existants, voire en passant quelques « upgrades » intéressants. La créativité est de fait restreinte tant parce que rien d'officiel ne l'encourage que par crainte de déplaire aux intérêts bien protégés qui sont en place. De manière générale, on préfère épaissir les murs du château qu'organiser des journées portes ouvertes.

Les conflits et les croisades. Lorsque non seulement on s'ennuie chez soi, mais qu'en plus on s'y sent à l'étroit à de multiples titres, la tendance devient forte d'aller embêter le voisin sous un prétexte quelconque. Et l'intolérance religieuse en est un bon. Si le hasard de la vie fait que le voyage est aussi l'occasion de faire un peu de commerce, tant mieux. (Décidément cette partie du monde reste le nœud de bien des affaires.)

Plus près de chez soi aussi, il est souvent facile de trouver l'un ou l'autre seigneur voisin dont on juge le sourire trop moqueur et qui mérite donc la fessée. Non seulement ça occupe, mais en plus cela donne de l'armée une image, usurpée mais réelle, de protectrice de la veuve (du soldat mort) et de l'orphelin (pas encore assez grand pour revêtir l'uniforme). Et ainsi de donner au voisin une bonne raison de vous rendre plus tard à son tour visite pour vous rendre la monnaie de votre pièce. Et le monde de s'organiser de façon autosuffisante autour de la guerre.

Et avec tout ça, très peu de poésie. Très peu d'art en général. En ces temps moyenâgeux, l'art est très répétitif il me semble. Le but n'est pas de créer pour du vrai, mais de se rassurer, d'éviter l'ennui, de meubler son salon comme le voisin, de plaire au seigneur et de flatter l'église. Pas de faire du beau en se dépassant. L'art, cette activité parfaitement inutile puisqu'elle donne un sens à tout le reste, fait partie des figurants de cette société en stagnation qui n'ose pas se regarder en face.

Alors, au bout du compte, sur base de ces quelques impressions qui me restent de ce lointain Moyen Age, peut-on valablement lui comparer notre époque ? Au moins un peu.

## – Chapitre 5 –

### **L'imagination au pouvoir**

Ce début de troisième millénaire a des odeurs de fin de règne. Les autos s'entassent dans les rues, les loisirs faciles comblent par trop le vide existentiel, la politique a perdu le sens du devoir, la consommation inutile est vantée sur des centaines de chaînes de télévision par ailleurs vidées pour la plupart de contenus sensés... *Panem et circences*. Du pain et des jeux.

Tandis qu'un côté du monde s'ennuie, l'autre partie de la planète meurt de faim, de guerres plus ou moins fratricides, de maladies.

La société des loisirs allait sauver l'homme du travail asservissant et lui redonner sa noble liberté. Au lieu de cela, elle l'a déraciné. Écrasés par leurs cartes de crédit, une multitude de pauvres hères se rendent chaque matin au turbin parce qu'il le faut, souvent hagards, sans passion ni conscience professionnelle, se demandant dans le même temps pourquoi ils se sentent vides et démotivés.

Après avoir désappris à vivre avec les autres, trop nombreux sont ceux qui ne savent plus vivre avec eux-mêmes. L'individualisme à tout crin a fait son temps et l'impasse dont il ne pouvait qu'accoucher est là. Même si la gestation fut longue, entretenant le scintillant miroir aux alouettes promotionnelles, la société occidentale est bien dans un cul-de-sac. La fuite en avant ne marchera plus qu'un court moment. Il est temps de regarder la carte et d'imaginer un autre chemin.

Le temps est venu de mettre l'imagination au pouvoir ! Il ne s'agit plus de produire plus, mais de produire mieux. Il faut réapprendre à vivre ensemble, à se parler, à s'entraider. Il ne s'agit plus de trouver un boulot mais de contribuer par son travail au bien-être des autres, en échange de quoi une rémunération vous est donnée. Il faut redécouvrir le chemin de l'utile, du travail bien fait, de la conscience professionnelle et collective. Non pas parce que cela fait bien ou pour soigner son image de marque, mais tout simplement parce que c'est normal. Et lorsque l'on fait ce qui est normal, la vie reprend peu à peu de son sens et l'on s'en sent bien.

Cela fait longtemps que l'humanité n'a pas eu autant les moyens de ses nobles intentions. Encore faut-il les utiliser à bon escient. Et ça, c'est une question d'imagination autant que d'éthique, et de la volonté de la mettre au service de l'homme :

- La médecine a fait des progrès techniques gigantesques. Il faut maintenant y réintégrer le spirituel.
- La science en général a conquis de vastes territoires. Il convient de la réconcilier avec l'homme.
- La productivité industrielle brille de performances en de nombreux endroits. Mais il est grand temps de la soumettre aux réalités écologiques.
- Le marketing fait des prouesses. Merci de le remettre au service du consommateur.
- La liberté individuelle est une réalité pour la grande majorité en Occident. Mais elle se transforme en prison si elle ne se lie pas à la morale et à sa grande sœur l'éthique.
- Le collectivisme est souffrant un peu partout. Que cela ne nous empêche pas de penser aux autres.

- L'école est obligatoire jusqu'à un jeune âge avancé. Tant mieux si ce que l'on y enseigne en vaut la peine et pour autant qu'on y apprenne aussi et surtout à vivre.
- L'Eglise n'impose plus sa loi. Profitons-en pour nous réconcilier avec Dieu, qui qu'il soit.

Les solutions existent. Notamment parce que le problème n'existe pas vraiment, sinon parce que ce sont nous, les humains, qui l'entretenons.

Comment font les jeunes enfants pour jouir de cette fraîcheur ou certains pays dits émergents pour avoir ce dynamisme ? Ils sont pourtant sur la même planète que nous. Serait-ce leur ignorance des « vrais problèmes » ou leur façon de les aborder ?

Considérons les pays du BRICS : le Brésil, la Russie, la Chine et, dernier arrivé et loin derrière, l'Afrique du Sud (South Africa) qui, en termes économiques, représentent les grandes puissances émergentes : 16 % du PIB mondial en 2001, 27 % en 2011 et 40 % de prévu en 2025. Ils regroupent environ 40 % de la population de notre planète et selon le FMI représenteront 61 % de la croissance en 2015. Vu l'importance de sa population, la Chine est de loin en tête du peloton avec, de plus, une nette croissance de sa classe moyenne – autant de consommateurs pour soutenir le développement de la nation.

Ces chiffres ne sont que des prévisions et il faudra longtemps avant que ces pays atteignent le niveau de confort moyen des pays développés. Les inégalités sociales, le manque de transparence dans la gestion politique et financière, le système éducatif... Autant d'éléments fondamentaux qui restent clairement à peaufiner. Néanmoins, la croissance y est et le potentiel encore plus.

Si ces pays sont en forte progression économique, tout n'y est cependant pas rose. Ainsi, par exemple, un ralentissement sévère de la croissance chinoise est dans l'air, avec le risque de se retrouver en surcapacité de production. Et le syndrome de l'endettement semble avoir contaminé la classe moyenne brésilienne, indienne et russe qui représente le principal moteur soutenant la croissance. Dans les pays plus développés également, cette classe moyenne est mécontente de son appauvrissement.

Néanmoins, autre facteur important, la situation budgétaire des pays du BRICS est plus saine que dans la majorité des pays occidentaux où la dette publique a atteint des sommets que les états eux-mêmes reconnaissent comme dangereux.

Et enfin, une structure démographique comptant bien plus de jeunes dont le potentiel est plus prometteur que celui de la coûteuse population vieillissante de nos pays.

Reste à savoir si ces pays auront globalement l'imagination requise pour assurer leur développement selon un nouveau modèle positivement créatif et créateur plutôt que de faire un simple copier/coller du modèle occidental. Espérons-le du fond du cœur. La question n'est en effet pas de savoir qui détruira la plus grosse quantité des ressources restant sur notre planète, mais bien comment continuer de vivre confortablement tous ensemble. Il est de fait impossible de croître à l'infini selon le modèle actuel alors que bon nombre de ressources naturelles sont limitées.

Confondre croissance, nouveauté, progrès, bien-être et bonheur pour nos enfants et nous-mêmes... est un leurre. Pour assurer notre vie sur terre dans des



conditions agréables, une série de motivations matérialistes ont bien entendu leurs fondements. Mais nous ne sommes pas que des consommateurs effrénés rêvant de leur prochain ordinateur portable à écran plat. Ce qui remplit vraiment une vie, c'est l'autre dimension, celle de l'être : la générosité, l'amitié, l'amour, l'esthétique, la création, le développement personnel, l'échange... Beaucoup de choses que trop de modèles économiques et les prestigieuses institutions qui les soutiennent n'ont pas encore incluses dans leur réflexion trop intellectuelle.

Le modèle économique mondial est de fait à réinventer. Il ne s'agit pas d'empêcher les pays émergents d'accéder eux aussi à plus de confort, à une meilleure santé et à une vie plus longue. Du côté des pays plus développés, il ne s'agit pas non plus de croire que c'est en continuant d'essayer de produire plus avec moins de gens auxquels on demande de consommer davantage que les choses s'arrangeront.

Parlera-t-on encore de croissance ou, plus simplement de développement ? Une chose est certaine, les Terriens que nous sommes ne peuvent se contenter de fermer les yeux pour maintenir la politique du « business as usual » – en se convainquant mutuellement qu'il n'y a rien de tel pour éviter le mur vers lequel on se dirige à une vitesse croissante que d'accélérer en souriant.

Un exemple parmi d'autres. Signé en 1997, le protocole de Kyoto avait pour objectif d'arriver à réduire, avant 2012, de 5,2 % par rapport à 1990 les émissions de six gaz à effets de serre. Ces gaz sont ceux dont on pense avec un degré de certitude de plus de 90 % qu'ils sont à l'origine du réchauffement de notre planète. Une valse extraordinaire d'irresponsabilités continue de rythmer les débats. On se rappellera encore longtemps les réticences des USA à mettre en œuvre ce qu'il fallait, donnant la priorité à leur croissance économique. Et, de

fait, ils n'atteindront pas leur cible pour 2012. Le Canada non plus d'ailleurs. D'autre part, la Chine et d'autres pays émergents ont refusé de signer, ne voulant pas entraver leur développement. Début décembre 2011, la Chine s'ouvre enfin à une possibilité de limiter ses émissions de gaz à effets de serre à partir de 2020, alors que le Canada annonce son refus de s'engager dans un Kyoto 2. D'autres pays développés disent ne pas voir pourquoi ils feraient des efforts si les pays à croissance rapide (la Chine en tête) ne font rien de significatif...

En tout état de cause, à force d'égoïsme et de politique de l'autruche, les choses ont plutôt mal tourné puisque les estimations sont que les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté d'environ 40 % depuis 1990 !

La procédure du divorce économie/écologie est bien entamée. Mais pourquoi s'inquiéter ? La plupart des dirigeants actuels seront probablement morts de vieillesse – sous un ciel plus gris qu'à leur naissance cependant – lorsqu'il faudra payer l'addition.

S'il y a bien un business au potentiel incommensurable, c'est celui de l'imagination. Et il est temps qu'elle prenne le pouvoir ! Tout un monde est à réinventer. Celui du développement sans gaspillage, celui du progrès sans pollution, celui du respect de nos Frères Humains et de Mère Nature, celui de l'harmonie, de la justice et de la paix, de l'épanouissement personnel, de l'entraide et du plaisir de vivre. Et bien d'autres choses encore qui n'exigent aucune rivalité destructrice. Il suffirait de se mettre d'accord sur de nouvelles règles, celles d'un jeu positif. Pourquoi pas ? On pourrait au moins essayer.

## – Chapitre 6 –

### **Moi, les autres et la valeur ajoutée – Moi et nous**

L'économique n'est pas une fin en soi. Il contribue à la vie et doit lui rester subordonné. « Qui suis-je ? », « D'où viens-je ? », « Où vais-je ? » et « Dans quel état j'erre ? » restent les questions fondamentales.

La création de valeur ajoutée, comme son nom l'indique, n'a de sens qu'en fonction des autres. S'il n'existait pas les « autres », à qui par exemple pourrait-on vendre ? Or il persiste, certainement dans notre culture occidentale, cette idée de l'individualisme forcené, cette illusion d'exister uniquement comme une entité séparée. Les autres sont vus comme un amalgame, un paquet de gens, à l'exception des quelques rares avec lesquels on entretient des rapports plus ou moins personnels et que l'on perçoit de ce fait comme des êtres individualisés.

(Il y a aussi le gravissime cas extrême de celui pour qui aucune individualité n'existe : tout le monde à ses yeux ne forme qu'une immense masse indistincte dans laquelle son seul choix est de se confondre).

En fait, il ne s'agit pas de savoir si chacun de nous existe en tant qu'individu totalement indépendant des autres ou uniquement comme membre du groupe. Il convient plutôt de constater que chacun de nous est l'un et l'autre : indépendant et interdépendant. Une fois ceci compris (et comme pour toutes les vérités simples, il faut souvent longtemps pour y arriver), il devient possible de repositionner l'économique dans son cadre, donc au service de l'homme.

Certains appellent cela « l'économie concertée » : « Système économique intermédiaire entre l'économie libérale, qui suppose l'absence de toute intervention étatique, et l'économie dirigée, qui comporte une planification autoritaire poussée ». (Petit Larousse illustré 1983).

Aux yeux du libéralisme extrême, l'individu est tout. A l'autre bout, les dirigistes de pure souche négligent toute forme d'individualisme (sauf éventuellement celle du dictateur en place) au profit de la prééminence du groupe. La vérité est au milieu.

Par le simple fait d'être, je suis en relation avec les autres. Corollaire : plus je suis en relation avec les autres (qualitativement et quantitativement), plus je suis. Vue sous cet angle, l'idée ultralibérale de la maximisation égoïste du profit perd toute justification et ne peut d'ailleurs, si elle aboutit, que mener à la folie de l'infortuné milliardaire cloîtré seul dans sa tour d'argent.

Bien entendu, l'autre extrême ne vaut guère mieux : ceux qui ont tenté l'aventure communiste extrême (et y ont survécu) en témoigneront volontiers (dans l'anonymat, bien sûr).

Une société qui pousse à l'individualisme forcené est une société qui a déjà beaucoup décliné. Et une société qui prône la suprématie intransigeante du groupe a encore plus décliné.

La solution est dans l'équilibre : une société vraiment solidaire (pas une qui s'en donne le nom pour pomper plus d'impôts !) et qui respecte l'individu. Une société qui donne à chacun sa chance et soutient ceux qui en ont moins en les aidant à prendre leurs responsabilités (et non en les assistant ad vitam aeternam).

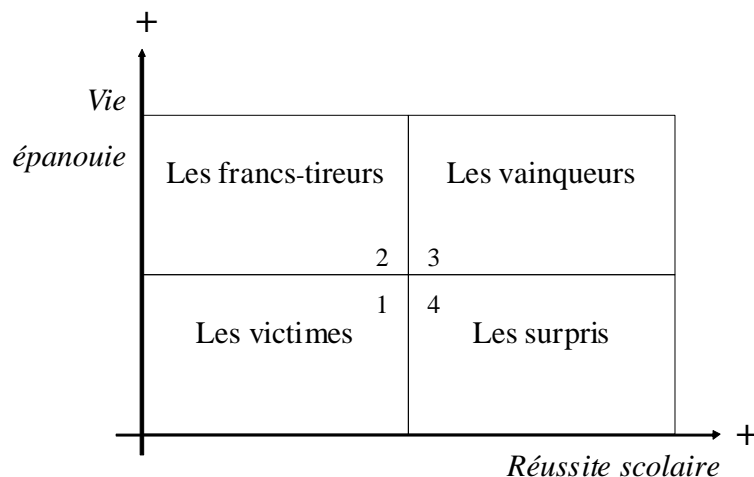
## – Chapitre 7 –

### De la séparation d'avec les autres à la frustration dans l'abondance solitaire

Croire qu'il suffit de satisfaire ses propres besoins pour être heureux ou, de manière plus restrictive encore, de posséder une série de choses pour réussir fait partie des grands mensonges des temps modernes.

Entre autres choses, ici aussi on joue dangereusement avec le sens des mots.

Ainsi par exemple, dès l'enfance, on nous le dit clairement à l'école : « Si tu veux réussir dans la vie, il te faut avoir des bons points ». Dans trop de cas, la compréhension en devient : « Si j'ai des bons points, je ne peux que réussir dans la vie ». Mais aussi : « Si je ne réussis pas bien à l'école, je ne pourrai pas réussir dans la vie ». Et les frustrations qui en découlent sont nombreuses, notamment parce que la définition de « réussite » ne fait pas partie des programmes scolaires !



## 1. Les victimes

Tout d'abord ceux qui n'ont pas eu de bons points et ne jouissent pas d'une vie épanouie. Tout le monde (à commencer par eux) comprend la logique de leur sort. Puisqu'ils ont à des degrés divers raté l'école, cette antichambre de la vie sociale et professionnelle, il est normal qu'ils échouent à récolter les fruits de l'étape suivante.

Censée nous apprendre à vivre et à nous armer pour l'avenir, l'école se transforme trop souvent en arène compétitive et en tribunal. Beaucoup d'appelés et très peu de vrais élus, de vainqueurs durables. Tribunal aussi par les sanctions souvent définitives et sans appel qui y sont prononcées : il y a ceux qui réussissent et ceux qui ratent. Démunis du diplôme ad hoc – ce ticket d'entrée magique – les portes se ferment à eux.

Souvent discrètement mais sûrement, ils ont été déclarés perdants. Aux yeux de la société et du monde du travail. Mais surtout, et c'est plus grave et plus définitif, à leurs propres yeux.

## 2. Les francs-tireurs

Un groupe surprenant ces francs-tireurs, hors normes. Ils n'ont pas ce qu'on appelle « réussi à l'école » et pourtant la vie leur réussit. Ils s'y sentent bien, il y en a même qui sont franchement heureux et ça se voit. Cela se nomme l'épanouissement.

« Ils ont de la chance », diront certains. D'autres iront même jusqu'à prétendre, incrédules, que « ce n'est pas juste ! ».

Comment font-ils ?

Par définition, les francs-tireurs sont peu nombreux, plus imaginatifs et plus brillants que la multitude de la grise majorité de l'armée régulière. Ils ont gardé et nourri en eux de façon naturelle ce que l'école et les diplômes n'ont jamais pu apporter ou ont carrément annihilé chez beaucoup d'autres : la confiance en eux et la détermination d'en faire quelque chose.

L'initiative, l'enthousiasme, le droit à l'erreur et bien sûr aussi la persistance les animent. Leur manque de qualifications standard (celles sanctionnées par les diplômes) leur bloque l'accès à pas mal de professions. Qu'importe, ils réussiront là où aucun diplôme (ou presque) n'est attendu, là où la créativité, le dynamisme et la débrouillardise paient : la vente, les arts, l'immobilier, la publicité, la création d'entreprises en tout genre, le journalisme, la télévision, l'écriture, voire la politique ou le cinéma (deux domaines plus proches qu'on ne le pense).

Cette énergie qui les propulse est la même que celle que l'école tue trop souvent à force de calibrages intempestifs, du mythe de la réponse juste et du culte de la pensée unique.

Trop de ces francs-tireurs garderont cependant malgré eux une amertume vis-à-vis du système scolaire. Eux qui aiment tant réussir, vingt ou trente ans après l'avoir quitté à jamais, regretteront encore secrètement de ne pas y avoir réussi.

Ils sont bien dans leur peau et dans la vie, « les pieds sur terre et la tête dans les étoiles » (Paul Valéry). Armés de leur liberté, ils font ce qu'il faut pour vivre leurs rêves.

### 3. Les vainqueurs

Les vrais vainqueurs sont rares. Pour en être un, il faut en gros être un franc-tireur avec les diplômes en plus. Peu nombreux sont ceux qui ont vraiment réussi l'école tout en préservant leurs qualités d'enchantement, de liberté, d'entreprise et de simplicité.

Plus nombreux sont les vainqueurs diplômés qui se sont adaptés à la norme professionnelle, au carcan social auxquels leurs responsabilités et leur statut les ont amené à devoir se soumettre. La petite étoile brille toujours au fond de leurs yeux, mais elle peut rarement s'exprimer. Une frustration les titille de ne pouvoir être réellement eux-mêmes, de ne pas faire ce qu'ils aimeraient vraiment, mais ils la contrôlent.

Certains vainqueurs peuvent être imbus de leur réussite. Les plus intelligents bien entendu ne le sont pas. Ils cherchent à continuer d'apprendre et, dans la mesure où ils sont bien dans leur peau, prendront plaisir à aider les autres.

### 4. Les surpris

« Je ne comprends pas ». Ainsi pourrait-on résumer leur réponse à la trop cruelle question : « Que vous est-il arrivé ? ».

Le stéréotype du surpris (ou de la surprise) pourrait se résumer ainsi : il a bien écouté à l'école, possède tous les diplômes qu'il faut, a fait tout ce qu'il fallait pour décrocher le bon boulot et, souvent aussi, épouser quelqu'un de presque aussi bien que lui.



L'illusion de la vie parfaite a survécu un temps, puis la toile s'est effritée, le puzzle soigneusement assemblé s'est décomposé. Il n'y a pas compris grand-chose. « J'ai pourtant tout fait comme il faut », se dit-il de plus en plus éberlué, avant de tomber dans la grisaille d'une douce déprime et à en arriver à trouver cela normal.

Ce que Mr. Surpris n'a jamais compris, c'est que rien de sa réussite apparente, de sa brillance extérieure, n'émanait vraiment de lui. La seule chose qu'il ait vraiment réussie, c'est à singer un stéréotype. Il s'est oublié dans l'histoire, au point de se perdre. Il ne lui reste plus – sauf éclair et revirement subits toujours possibles – qu'à continuer d'aller au bureau avec son costume gris en attendant de retourner en vacances au même endroit que l'année passée. Si vous décidez de tenter d'en réveiller un de sa torpeur, allez-y progressivement jusqu'à ce qu'il puisse à nouveau penser suffisamment par lui-même.

### Le bon moment d'agir est maintenant !

Les quatre profils types qui précèdent sont par nature caricaturaux. D'autre part, il est toujours possible bien entendu, avec la clairvoyance et la persistance qui conviennent, voire un peu d'éducation ou un choc brutal, de changer de catégorie. Par exemple, rien n'interdit à une victime de se ressaisir, d'acquérir finalement un diplôme sur le tard ou, grâce à quelques bonnes rencontres, de se muer en franc-tireur.

Mais le plus souvent, plus les années passent, plus l'inertie devient pesante. Et pourtant, quel que soit notre lot, il n'y a pas d'autre issue que celle de persévérer toujours et encore. C'est vrai : le meilleur moment pour planter un arbre, c'est il y a 20 ans. Il est vrai aussi que le deuxième meilleur moment, c'est maintenant !



## – Chapitre 8 –

### **Le problème vient du traitement**

Au technocrate borné, l'on pourrait dire : « La logique est une méthode systématique pour arriver en toute confiance à des conclusions fausses ». D'un auteur qui m'est inconnu – peut-être un surréaliste suisse – cette déclaration qualifie malheureusement trop souvent bien la réalité.

En effet, bâtissant en toute confiance sur des hypothèses non éprouvées, on n'arrive en fin de compte, et au grand étonnement officiel, qu'à faire croître le problème. Parmi les manières traditionnelles de prendre la mauvaise voie (sciemment ou non), voici quelques grands gagnants, avec à chaque fois un exemple qui, s'il est parfois peu nuancé, n'en reste pas moins une bonne illustration d'un trop grand nombre de réalités :

#### 1. Les problèmes liés au remède

- Tenter de soigner avec un remède qui ne convient pas : ratisser trop large politiquement afin d'attirer un plus grand nombre d'électeurs et en arriver à perdre tout positionnement (et la crédibilité qui l'accompagne) avec en prime une croissance « inexplicable », voire « intolérable » des partis extrémistes.
  
- Vouloir résoudre un problème avec un remède qui l'aggrave : envahir un pays avec une force de coalition internationale (que personne localement n'avait semble-t-il invitée) et y lâcher un paquet de bombes afin d'y établir la démocratie (favorable à l'extraction du pétrole) en passant par la recherche de dangereuses armes introuvables.

- Donner trop du bon remède : inviter les jeunes diplômés à s'inscrire au chômage avant même de commencer à chercher du boulot n'a pas tendance à développer les bonnes attitudes éthiques, ni le goût du travail.
- Administrer trop peu du bon remède : les budgets pour l'environnement, l'enseignement et la culture sont appelés à témoigner !

## 2. Les problèmes dus à un mauvais diagnostic

- Attaquer la question au mauvais niveau : vouloir simplifier des procédures administratives alors qu'elles devraient tout simplement être éliminées (mais ceci ne peut être décidé que par un niveau supérieur qui n'en a nulle envie ou aucune conscience).
- Se tromper de problème : offrir une Ferrari au fiston afin de le consoler d'avoir raté ses examens pour la troisième fois pourrait lui donner l'envie de continuer de rater.
- Attribuer la crise à des raisons économiques (ce qui est vrai en surface), alors qu'elle est certainement davantage de nature financière sur une trame de jeux de pouvoirs.
- « Quand un honnête homme réalise qu'il a commis une erreur, soit il arrêtera de faire des erreurs, soit il arrêtera d'être honnête » – Anonyme.

## 3. Adopter la mauvaise attitude

- Attendre trop longtemps : bien des pays développés (européens notamment, avec la Belgique et la France dans le peloton de tête) ont trop attendu avant de penser à réfléchir à la possibilité de contrôler la dette publique.

- Vouloir aller trop vite : intégrer d'un coup 10 nouveaux pays dans une Europe dont l'administration trop politisée doit encore démontrer sa performance opérationnelle.
- Faire payer trop cher : beaucoup de pays du tiers-monde paient bien trop cher leur immense dette. Certains prétendent que cela permet de garder le contact et d'entretenir une saine dépendance.
- Ne pas faire payer du tout : très souvent la première dose est gratuite.
- Tout (ou trop) attaquer de front : c'est probablement souvent le lot d'un nombre d'institutions européennes qui tentent de régir de vastes domaines sur un grand territoire avec des ressources qui ne lui permettent malheureusement, dans pas mal de cas, que de recommander en vain des généralités à des états qui, malgré des sourires encourageants, n'ont pas l'intention de laisser d'autres qu'eux gérer leur déficit.

Dans la réalité, la cause est le plus souvent multiple, avec cependant une raison majeure à laquelle s'ajoute un savant cocktail de causes mineures.

En fin de compte, la bêtise n'a qu'une seule cause : l'ignorance. De celle-ci découlent de multiples maux annexes : l'envie, la jalousie, la méchanceté, l'obscurantisme, la prétention, l'aveuglement...

- A la base de tout, il y a simplement la vie et ses lois. A nous de les (re)découvrir et de les respecter puisque, tout bonnement, nous y sommes

soumis. C'est probablement pour l'avoir négligé que nous avons fini ainsi sur terre.

- Vient ensuite la dimension spirituelle qui nous lie le plus directement à la vie dont nous sommes des émanations.
- Puis l'éthique ou encore les principes naturels à garder vivaces si nous désirons survivre, individuellement ou en groupe. Un être en parfaite santé en a une compréhension spontanée naturelle et immédiate. L'éthique, par nature, est simple. Il faut être complexe, à savoir tordu, pour ne pas la percevoir.
- Il en découle la morale, une codification plus terrestre, une traduction pragmatique de l'éthique en règles. Elle est nécessaire à tous ceux qui ont peu ou prou perdu leur sens de l'éthique. Elle peut varier d'une culture à l'autre, mais sa valeur à terme dépendra toujours de la mesure dans laquelle elle se fonde sur l'éthique. Ceux qui ne respectent pas les bases morales se voient d'abord plus ou moins exclus socialement. S'ils persistent, la justice s'en mêle.
- La justice suit en effet pour ceux qui ont des difficultés à agir moralement. Distancée plus encore de l'éthique que la morale, la justice des hommes (celle de l'appareil judiciaire) se manifeste en de (très) nombreuses lois de toutes sortes, bien supérieures en nombre aux règles de la morale. Les sanctions ici deviennent nettement moins drôles : policières, punitives, en espèces sonnantes et trébuchantes, voire en privation de liberté. Et la justice des hommes n'a pas forcément toujours un rapport évident avec ce qui serait juste : compromis de l'éthique et de la morale, cent fois revue en fonction des influences et des intérêts les plus divers, trop souvent coincée dans une

lourdeur administrative, elle est devenue au moins autant une profession qu'un remède aux maux humains.

- Viennent ensuite méli-mélo la politique, l'économique, l'administration... d'autant plus réglementés que l'on s'est éloigné de la logique même de la Vie, puis des principes éthiques, des règles morales et des lois.

Et l'on en est souvent là aujourd'hui : « Ayant perdu de vue notre objectif, nous doublâmes nos efforts. ». Jusqu'à ce que, pas trop tard je l'espère, la Vie reprenne ses droits.





## – Chapitre 9 –

### **Différents types de valeur ajoutée**

Pour la plupart d’entre nous, la notion de valeur ajoutée a intuitivement une connotation positive. Ces deux mots – « valeur » et « ajoutée » – nous y invitent autant qu’ils sont trompeurs par les manipulations dont ils sont l’objet.

Mais nous avons des excuses : pendant très longtemps maintenant, produire plus a signifié progresser, même si c’était n’importe quoi. Et nous continuons de mesurer nos avancées et nos reculs dans les mêmes termes malgré le cul-de-sac évident dans lequel notre belle planète bleue se trouve aujourd’hui.

Ainsi, si nous sommes en crise, c’est par absence de croissance. La solution est donc de relancer la croissance ! Peut-être, mais la croissance de quoi ? De la production, même si c’est de n’importe quoi tant du point de vue de sa réelle utilité que de sa durabilité ou du gaspillage de ressources naturelles que cela implique ? Ou du bien-être, auquel cas l’étalon de mesure devrait être largement adapté et le mode de fonctionnement transformé d’autant ?

Une petite clarification s’impose.

- La valeur ajoutée au sens économique (ou fiscal) habituelle

Au sens économique pur et simple, il y a valeur ajoutée pour une entreprise lorsque ses revenus totaux excèdent le coût total de ses achats (en matériaux, matières premières et autres, main d’œuvre et services divers). Bref, et en gros, quand une entreprise arrive à facturer davantage que ce qu’elle a dû payer à

l'ensemble de ses fournisseurs au sens large, on considère que sa production a généré une valeur ajoutée.

La logique fiscale suit de près l'économique puisque la taxe sur la valeur ajoutée consiste en fait à percevoir – à chaque stade du circuit de production jusqu'à la vente à l'utilisateur final – un certain pourcentage de la différence entre le prix de vente du bien ou du service et le prix d'achat de tous les éléments qui ont été nécessaires à sa production.

De plus, le profit est taxé par l'autorité publique qui perçoit ainsi sa part du produit du travail afin de le redistribuer. Ce faisant, elle cautionne l'activité dont elle ponctionne une partie du résultat. Une forme de légitimation permanente de l'ensemble de l'activité économique par l'autorité fiscale, ou les pouvoirs publics tout court.

On dira d'un secteur économique qu'il est à haute valeur ajoutée si la différence entre son prix de revient et le revenu de ses ventes est grande. A peu de choses près, plus une entreprise réalise un profit d'exploitation, plus la valeur ajoutée qu'elle génère sera considérée comme importante.

Globalement, une région, un pays ou un continent sera dit en croissance dans la mesure où la valeur ajoutée économique qu'elle ou il dégage sera considérable. En résumé, plus on vend à profit et à grande échelle, plus la valeur ajoutée économique est grande.

Tout cela est aussi simple que logique. Rien de mal en effet à faire du profit. Et, comme disait Coluche : « Mieux vaut rire en Rolls que pleurer dans le métro ». En effet.

Et pourtant, ô combien est grand et pervers le péché d'incomplétude de ce raisonnement d'apparence si simple et cohérente.

▪ Un dangereux abus de langage !

Tant qu'il ne servait que de mesure quantitative des progrès réalisés dans une économie en réelle croissance (sur une planète aux ressources supposées infinies), le raisonnement de la valeur ajoutée au sens économique pouvait suffire. Par contre, dès le moment où, par un dangereux abus de langage, on confond valeur ajoutée au sens économique avec valeur ajoutée tout court, le vers s'insinue très vicieusement dans la pomme.

Il existe en effet des tas de valeurs ajoutées qui n'ont rien d'économique et des valeurs ajoutées économiques qui n'apportent rien à personne.

Lorsque là où il n'y a rien, on voit apparaître des routes, des écoles, des hôpitaux, mais aussi de la nourriture pour un nombre sans cesse croissant de personnes, de l'éducation, de la sécurité, du chauffage pour ceux qui ont froid et des lessives qui lavent vraiment plus blanc, on peut effectivement dire que la valeur ajoutée économique a correspondu à un accroissement du bien-être de la majorité. Le quantitatif s'est accompagné de fait du qualitatif.

Lorsque, à l'autre extrême, on en arrive à bombarder pour le plaisir de pouvoir reconstruire, à rendre malade afin de disposer de personnes à guérir, à produire une moindre qualité pour que les remplacements doivent se faire plus rapidement (cela se nomme l'obsolescence programmée), à faire de la gonflette publicitaire pour écouler l'autrement invendable, à promouvoir (et vendre à

profit) les gadgets les plus inutiles qui soient... on peut dire que le quantitatif s'est pour le moins départagé du qualitatif.

Malgré ces évidences, la valeur ajoutée économique reste aujourd'hui, sans nuance ni discernement, la grande prêtresse des mesures de progrès.

Il est temps de faire preuve de plus de subtilité si l'on désire garder un sens à la vie et préserver comme il se doit les ressources de notre belle planète.

- L'activité économique est un moyen sans plus

A force d'y passer tant de temps et d'y consacrer tant d'efforts, trop d'individus et de pays ont la fâcheuse tendance à oublier que l'activité économique, la croissance et l'argent ne sont que des moyens pour arriver à vivre le plus longtemps possible (en ce compris les générations futures !) dans le confort et l'harmonie.

Le confort a bien entendu des composantes quantitatives et matérielles mais aussi un optimum au-delà duquel cela ne vaut littéralement plus la dépense :

- Posséder une voiture est le plus souvent nécessaire, parfois deux s'avèrent utiles, rarement trois et probablement jamais quatre. Et si votre véhicule consomme deux fois plus de carburant que celui du voisin, cela ajoute-t-il vraiment à votre confort ? Si l'on décidait de ne plus traire la vache à lait de l'or noir et de produire des voitures qui ne pollueraient pas, ne serait-ce pas là une réelle valeur ajoutée ?
- Manger à sa faim contribue bien sûr au bien-être. Dans trop de pays dits civilisés, l'optimum est de loin dépassé avec un nombre important de gens souffrant des excès de nourritures trop riches (obésité, problèmes

cardiaques...) tandis que dans trop d'autres la malnutrition continue de faire des ravages.

- Assez paradoxalement, la même conclusion peut dans une certaine mesure être tirée en matière d'éducation. Alors que trop de centaines de millions de gens sur terre ne savent toujours pas lire et écrire, dans les pays d'abondance trop d'étudiants frustrés et démotivés font une course aux diplômes afin d'être « les mieux armés » pour entrer sur le marché du travail. Le plaisir et la raison d'apprendre sont absents. Seul subsiste, ou presque, l'obtention d'un passeport pour l'emploi, n'importe lequel pourvu que cela paie bien. Il ne s'agit plus de s'éduquer ou d'acquérir une culture, mais trop souvent de quelque chose que l'on fait entre six et 20 ans (ou plus). L'école a gardé sa fonction, mais a trop perdu de son sens. Quant à ceux qui n'y réussissent pas, on sait ce que la société bien pensante en dit.

Il en va autrement de l'harmonie. Qualitative par nature, elle ne peut cependant s'envisager valablement sans un confort minimum. Passé ce seuil, son importance prend le pas sur celle des aspects strictement matériels :

- L'environnement, la préservation de la nature, le plaisir de laisser en héritage un monde meilleur.
- Le développement personnel, spirituel ou éducatif, l'acquisition de nouvelles connaissances, l'apprentissage des arts, le plaisir de créer.
- La simple joie de vivre, fruit d'un bon équilibre entre le travail et les loisirs, l'utile et l'agréable, soi et les autres.

- L'éducation des enfants, l'attention donnée aux plus âgés, l'aide apportée à ceux qui en ont besoin...

Cette dimension de l'harmonie a trop disparu de l'agenda officiel de nos sociétés au point que, sauf en rêve ou après une trop bonne bouteille lors d'une soirée entre amis, il nous est difficile d'imaginer possible de l'intégrer tout naturellement dans notre vision de la vie. Nous savons pourtant tous que cela lui donnerait un sens totalement nouveau, ou en tout cas oublié depuis trop longtemps. Et pourtant nous n'osons pas faire le pas. Lorsque quelqu'un a dit « J'ai choisi le bonheur », ou qu'un slogan provoque notre inertie par un « Et si nous essayions la paix », nous restons interpellés, malheureusement ou béatement muets, sans même l'idée d'une réplique sinon de dérision fataliste.

Confucius, qui a dit tant de choses, annonce la couleur : « L'homme supérieur sait ce qui est juste, l'homme inférieur sait ce qui se vendra ».

De son côté, interrogé par le Professeur Jean Hamburger, André Malraux nous avertit : « L'homme doit être fondé à nouveau, sinon il nous restera l'honneur d'avoir conquis la Lune pour aller nous y suicider ». Bien d'autres le crient : rien ne sert de perdre sa vie pour la gagner !

Le 18 mars 1968 – trois mois avant son assassinat – alors qu'il était candidat à l'élection présidentielle américaine, Robert Kennedy le précisait déjà : « Il est évident que depuis trop longtemps nous avons sacrifié les qualités personnelles et les valeurs de la communauté dans le seul but d'accumuler toujours plus de biens matériels. Notre PIB est maintenant estimé à 800 milliards de dollars par an. Mais ce PIB, si nous évaluons les Etats-Unis d'Amérique sur cette base..., alors notre PIB doit aussi comprendre, et l'empoisonnement de l'air, et la

publicité des cigarettes, et les ambulances pour nettoyer nos autoroutes des carnages. Il comprend aussi les serrures spéciales de nos portes de maison, et les prisons pour ceux qui les forcent. Il comprend l'abattage des séquoias et la disparition de nos beautés naturelles dans le chaos urbanistique. Il tient compte de la production de napalm et des missiles à tête nucléaire et des blindés que la police utilise pour réprimer les soulèvements dans nos villes. Il comprend les fusils et couteaux utilisés par les assassins, et les programmes télévisés célébrant la violence... pour vendre les jouets à nos enfants. Le PIB ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur éducation et du bonheur de leurs jeux. Il ne considère pas la beauté de notre poésie ou la solidité des liens familiaux ou l'intelligence de nos discussions publiques par rapport à nos représentants. Il ne mesure ni notre subtilité ni notre courage, ni notre sagesse, ni notre connaissance, ni notre compassion, ni notre dévotion à notre pays. En clair, il tient compte de tout sauf de ce qui rend la vie vraiment digne d'être vécue. Il peut tout dire sur l'Amérique, excepté ce pourquoi nous nous sentons fiers d'être Américains. »

Or, aujourd'hui, les principaux indicateurs officiels du bien-être, ceux qui sont les plus médiatisés, sont ceux du baromètre économique. La croissance à tout prix ! Qu'elle soit due à la vente de bombes afin de pouvoir, dans une deuxième vague, reconstruire avec profit dans les territoires décimés (sur base de contrats conclus avant le bombardement) ou qu'on la doive à l'alphabétisation d'une région, les chiffres sont indifférents à ce qui se cache derrière eux. A notre grand malheur ! Bien des choses utiles en effet ne peuvent pas être valorisées dans les statistiques nationales et aucun profit ni pouvoir personnel ne peut en être extrait. Le plus souvent, ces choses n'attirent donc qu'au compte-gouttes les talents et l'intérêt des médias. Quant à la reconnaissance de telles actions, elle est pour le moins discrète, tardive sinon posthume.

- Sortir du cercle vicieux de la poursuite aveugle de l'inutile rassurant

Cessons d'avoir peur et choisissons d'ouvrir enfin les yeux. Cessons en effet de craindre de tout perdre si nous changeons la règle du jeu.

Le modèle industriel, celui qui prône la croissance des quantités, a fait son temps et apporté sa contribution au confort. Dans de plus en plus de domaines, il est déjà arrivé au stade des rendements nets décroissants malgré les efforts de coûteuse cosmétique. Internet et des centaines de canaux de télévision inondés de publicité, des gadgets un peu partout, des concurrences effrénées (à grands coups de promotion) entre produits qui se valent. Trop souvent une obligation économique d'innover facticement pour avoir quelque chose à dire au marché et à la distribution (même si l'on n'a rien de neuf à déclarer au consommateur), des cycles de vies (voir la haute technologie par exemple) volontairement de plus en plus courts pour multiplier les occasions de se tailler des parts de marché, des échos dans la presse, une place dans les rayons trop encombrés...

Autant de manœuvres tactiques globalement fructueuses à court terme localement, mais sans vision stratégique de société, donc désastreuses à un peu plus long terme. C'est aussi autant de ressources gaspillées par peur de changer de point de vue, de cadre de référence, de modèle de pensée. Le long du chemin, l'illusion est entretenue par la création d'une série de métiers annexes qui permettent à la société de consommation malade de prolonger son agonie façon soirée dansante sur le Titanic :

- Une bonne partie des dépenses de publicité et de promotion : toute la partie « gonflette », celle qui va au-delà de la simple annonce d'une nouveauté ou d'une offre réellement exceptionnelle. Toutes ces dépenses qui promeuvent



l'inutile, créant des envies pour des produits ou services sans valeur ni utilité, qui abêtissent trop de monde et détournent de l'essentiel.

- La fiscalité, moyenâgeuse par bien des aspects dans sa conception actuelle, en est un autre exemple flagrant dans bien des pays « développés ». Le code TVA par exemple pourrait réellement tenir en une dizaine de pages. Au lieu de cela, il s'étale sur des centaines d'articles décrivant dans un langage abscons les méandres des exceptions à une règle pourtant simple au départ. Il s'ensuit une flopée de contrôleurs, des millions d'heures perdues en administration et comptabilité, un rendement fiscal amoindri et de la complexité pour toutes les entreprises.
- Plus récemment, mais à pas de géant, le business très lucratif de la sécurité et donc de la peur, fondé sur une mauvaise gestion des risques au départ, voire sur une tolérance irresponsable, sinon, pour une minorité trop active, sur une réelle volonté de nuire. Pour les citoyens et les entreprises : systèmes d'alarme et de surveillance pour maisons, bureaux et voitures, assurances en tous genres... Au niveau international, le prospère marché des armes.
- Bien d'autres métiers entretenus par les artifices de l'inutile complexité croissante de la vie économique et des marchés : la comptabilité, le système judiciaire avec sa trop grosse machine et ses nombreux avocats, la sécurité sociale, l'administration publique nationale et internationale... Autant de domaines envahis, sinon paralysés, par une pléthore de règles, lois, directives et procédures qui prétendent tout prévoir et structurer. Trop occupés par leur propre fonctionnement, détournés de leur raison d'être, ces métiers pourtant nécessaires se suicident peu à peu par étouffement progressif. Il est urgent de

penser une refonte complète du système afin de redonner à la simplicité et à la vraie efficacité leurs légitimes prérogatives.

Plus la course illusoire vers l'inutile perdure, plus le cercle vicieux et la vitesse du tourbillon s'accroissent. Grand temps donc de se focaliser à nouveau sur l'essentiel : le bien-être au singulier et au pluriel.

▪ Changer la définition des mots « progrès » et « croissance »

Il est bon de repartir du vrai sens des mots. Concernant le mot « progrès », le Petit Robert nous dit entre autres : « Changement d'état qui consiste en un passage à un degré supérieur » et aussi « Développement en bien », « Changement en mieux par lequel on approche d'un but, d'un résultat », « L'évolution de l'humanité, de la civilisation (vers un terme idéal) ». Avec comme antonymes : « Recul, régression, décadence ».

Le progrès dans le sens où l'on en a besoin n'est pas simplement « avancer », mais « avancer dans la bonne direction ». Et s'il a effectivement été nécessaire de créer puis de développer la quantité disponible de bon nombre de produits et services, nous sommes allés trop loin au point de nous retrouver inondés par ces mêmes quantités. Globalement, il s'agit bien moins de créer la richesse que de la répartir. Le temps est vraiment venu de ne plus confondre la fin et les moyens, donc de mettre l'accent sur la qualité et le partage équitable.

Et si, dans le même esprit, l'on ne donne aujourd'hui au mot « croissance » que celui de « accroissement » ou de « augmentation », on en oublie aussi la composante qualitative implicite de son vrai sens sans laquelle le concept devient indéfendable. La croissance pour la croissance, c'est littéralement la ruine de l'âme.

Si le but se résume à faire monter les statistiques de production, il suffit de travailler dans tous les domaines systématiquement en deux équipes. La première aurait la responsabilité de produire (par exemple des voitures). La deuxième aurait pour mission de détruire la production. Tout le monde serait très occupé dans le secteur, l'argent tournerait, les statistiques de valeur ajoutée seraient en forte hausse. Le bonheur ! Le progrès pourrait alors consister à introduire une troisième équipe chargée du recyclage des matériaux volontairement détruits.

« Là, vous êtes dans l'irréalisme absolu ! », me dira-t-on. En fait, pas vraiment :

- N'est-ce pas ce que l'on fait lorsque d'une main l'on détruit volontairement certains « surplus » agricoles tandis que de l'autre on octroie des subsides pour leur production ou organise des collectes pour combattre la faim dans le monde ?
- N'est-ce pas ce que l'on soutient quand d'un côté on déplore à grands cris le déficit abyssal de la sécurité sociale et que de l'autre on empêche des traitements alternatifs, éprouvés et bien meilleur marché, d'être utilisés à grande échelle ?
- Ou encore le moteur à essence, grand pollueur s'il en est, que l'on se refuse (discrètement) de remplacer par d'autres sources d'énergie propres (probablement parce qu'une minorité n'y retrouverait pas son compte) ?
- Ou enfin (mais la liste pourrait aisément et tristement s'allonger de beaucoup), de quoi s'agit-il lorsque consciemment l'on produit des articles

afin qu'ils n'excèdent pas une longévité donnée : programme informatique dont la nouvelle version rend obsolète la précédente (sortie un an avant), le lave-vaisselle à remplacer parce que le joint en caoutchouc lâche au bout de trois ans (et n'est plus disponible), sans parler des innombrables gadgets totalement inutiles ou de l'ampoule électrique ?

Un des fléaux sociaux de trop de nations est le chômage, défini dans le Petit Robert comme une « inactivité forcée due au manque de travail, d'emploi ».

Intéressante cette distinction entre le travail et l'emploi... Ce n'est en effet absolument pas le travail qui manque, mais bien les emplois, à savoir l'accès au travail rémunéré et dans les normes !

Paradoxe apparent bien vite démystifié si l'on gratte un tantinet la surface du problème et réalise que le modèle du raisonnement est fondé sur des hypothèses fausses :

- La notion même de travail : « Ensemble des activités humaines coordonnées en vue de produire ou de contribuer à produire ce qui est utile », précise le Petit Robert. Ce sens fondamental et noble s'est perdu dans un fatras de considérations d'ordre purement économique et mercantile qui ont permis au travail de devenir aussi n'importe quelle activité rémunérée légalement. Par manque de vision, de conscience ou d'éducation, trop de gens considèrent malheureusement aujourd'hui le travail comme cette activité à laquelle il faut bien s'adonner pour gagner de l'argent. Seule une minorité y cherche activement un sens et malheureusement rares en effet sont ceux qui y arrivent. Le plus souvent il s'agit tout simplement de gagner de l'argent « parce qu'il faut bien vivre » et le métier exercé est cautionné de fait pour

beaucoup par la légalité de la rémunération perçue, la taxation qui la grève et l'absence de punition pour son exercice.

Le travail est aussi une activité qui prend beaucoup de temps et qui, trop souvent, est tellement réglementée en amont (droit d'accès, diplômes requis...), en aval (impôt sur le revenu...) et durant son exercice (toutes les obligations professionnelles), que l'on en arrive à oublier qu'il est censé avoir d'abord et avant tout un sens. Tout est en place, ou presque, pour légitimer pour ainsi dire toute forme de travail que la loi n'interdit pas. Coincé dans ce fatras d'artifices, on en arrive à oublier la nature et la raison même du travail pour ne plus l'identifier qu'aux contraintes qui l'enserrent. Conséquence regrettable, tout travail qui ne répond pas à ces contraintes en arrive à ne plus être reconnu comme tel : donc, pas de rémunération, voire pas d'autorisation de le faire. Pour être reconnu comme un « vrai travail » (donnant accès à une rémunération...), il faut que l'activité soit reconnue comme tel, avec un contrat et le respect de règles en tous genres.

Si l'intention était pieuse au départ, la situation aujourd'hui a tourné à l'absurde pour beaucoup : des millions de gens obligés de ne rien faire parce qu'ils ont le « statut » de chômeur, ou obligés d'aller au turbin même il n'y a momentanément rien à y faire parce que le contrat de travail manque de flexibilité. Sans parler de la multitude dont le travail n'apporte rien de bien à personne. Ou encore de ceux auxquels le chômage rapporte plus que le travail.

A titre anecdotique, même si elle ne sert pas mon propos, l'étymologie du mot travail vaut le détour : du bas latin *trepalium*, un instrument de torture à

trois pieux. En bonne logique, *travailler* signifie donc torturer avec le *trepalium*.

- Le droit au travail : pour ceux qui en furent les courageux promoteurs, ce « droit au travail » signifiait à l'origine que chacun avait le droit de travailler, de créer une valeur, de l'échanger, de contribuer à la marche du monde, d'obtenir ainsi les moyens de sa subsistance et de sa dignité. Par glissements successifs, ce droit au travail est par trop d'aspects devenu un droit qu'il faut acquérir, l'obligation de remplir toute une série de conditions avant d'accéder à la possibilité de jouer un rôle potentiellement productif dans la société.

Ce droit au travail fait partie des libertés. Et « La liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent », a écrit Montesquieu. Rien de plus logique a priori pour autant que les lois ne deviennent pas si contraignantes qu'elles en arrivent à trop rogner cette chère liberté qu'elles sont censées défendre et organiser. Et on en est là. Trop de barrières à l'accès au travail. Trop de permis de travail, de diplômes requis, de droit d'accès à la profession (souvent de nature corporatiste et protectionniste), mais aussi, à l'autre bout, de droit au chômage (et son institutionnalisation progressive), de droit (transformé en obligation) à la retraite...

Chacune de ces contraintes partait sans doute au départ d'une pieuse intention, mais leur développement, leur combinaison, leur mauvais usage par certains et leur multiplication en ont fait des murs de plus en plus épais voire infranchissables.

Grand temps de remettre de l'ordre dans tout cela, de simplifier afin de permettre à nouveau au plus grand nombre de contribuer au mieux de leurs capacités à la création de la valeur ajoutée utile.

Grand temps de redonner aux mots « progrès » et « croissance » leur sens créateur dont notre monde a tant besoin.

▪ Valeur ajoutée, éthique de société et création de valeur

Plus un pays est « civilisé », plus les métiers qui y sont exercés sont l'objet d'une rémunération permettant de survivre confortablement. Néanmoins, même dans les pays les plus civilisés, le lien est loin d'être direct entre la valeur ajoutée réelle d'un métier et la rémunération :

- Bien des professions réellement utiles sont pauvrement rémunérées par rapport à leur contribution : enseignants, médecins et infirmières, assistants sociaux...
- Il y a également malheureusement des activités professionnelles grassement payées dont l'utilité est douteuse voire négative : spéculation financière pure et dure, armement, production d'aliments toxiques, tabac, alcool et drogues en tous genres, médicaments douteux...
- Pire encore, il existe des activités très bénéfiques qui se retrouvent punies, attaquées, interdites : remèdes « non reconnus » relevant de la médecine « parallèle » mais permettant pourtant de sauver bien des vies (du cancer par exemple), légumes 100 % bio à des prix séduisants dont l'exploitation se retrouve fermée par la police... (cf. l'interpellant ouvrage de Me Jean-Pierre Joseph, avocat au barreau de Grenoble, repris en bibliographie : « Les radis de la colère »).

- Il y a aussi enfin, et fort heureusement pour la logique, des métiers à haute valeur très bien rémunérés et d'autres nettement moins utiles qui paient mal.

Le thème des rémunérations, de la répartition des richesses et de l'argent en général a été au centre de moult débats politiques plus ou moins intelligents et honnêtes ainsi qu'à la racine de bien des conflits dans notre monde où la recherche du pouvoir et de son arme – l'argent – reste pour beaucoup le moteur principal. Le but n'est pas ici de les raviver.

L'ambition est plutôt d'aller au-delà de ces superficialités pour se focaliser sur ce qui serait une base saine et logique de répartition de la valeur ajoutée générée par tout un chacun.

Un tel système équitable respecterait probablement la plupart des principes suivants :

- La valeur ajoutée d'un métier ou d'une activité se mesurerait directement en fonction de l'utilité relative de cette activité, pour un grand nombre de personnes, durant une période longue, avec des effets induits positifs, sans effets secondaires négatifs.
- Plus cette utilité serait grande, plus la rémunération serait importante.
- Toute activité jugée suffisamment utile pour être exercée permettrait à celui qui en ferait son métier de gagner suffisamment pour vivre décemment.
- Il y aurait, de manière naturelle et par simple éthique, un plafond pour les rémunérations les plus hautes (par exemple 10 fois la rémunération la plus basse), afin d'éviter les extrêmes injustifiables (stars du sport, du show



business ou de la bourse par exemple pour lesquelles la renommée constitue déjà en soi une forme de rémunération complémentaire).

- Pour les performances réellement hors du commun, d'autres reconnaissances plus symboliques prévaudraient (trophées et autres signes honorifiques).
- Une activité inutile ou purement destructrice ne serait tout simplement pas exercée.

L'argent redeviendrait bien davantage un moyen d'échange fondé sur la reconnaissance des valeurs ajoutées par chacun et bien moins une fin en soi. Il ne s'agirait pas d'un système économique centralisé dont l'état serait le seul garant du bon fonctionnement (on a pu se rendre compte à loisir et à grande échelle de l'inefficacité, des abus et de l'improductivité d'un tel système). Il s'agirait simplement des règles du jeu, naturellement respectées par les acteurs économiques, comme le font bien volontiers les joueurs d'un match de football amical.

Dans l'état actuel des choses, un tel système semble malheureusement relever de l'utopie. Ceci ne signifie nullement qu'il faille accepter comme une fatalité les illogismes flagrants et grandissants de la logique du pouvoir par trop financière et de la globalisation si souvent à l'aveugle qui dominant les développements économiques actuels.

Cela signifie au contraire la nécessité de refuser le fatalisme, le repli, l'égoïsme, le cocooning à outrance et reconnaître les vraies causes des glissements successifs, progressifs, pervers et meurtriers qui font de plus en plus de notre belle planète une pétaudière.

Pour nous en sortir, il nous faut changer de paradigme, remettre en place une réelle éthique de société, redéfinir les notions de progrès et de croissance. Passer à un niveau de conscience supérieur. Oui, passer à un niveau de conscience supérieur. Et cela est aussi indispensable que réalisable. Le Moyen Age n'est-il pas un jour devenu la Renaissance ?

## – Chapitre 10 –

### **Deux mythes à la peau dure**

Des mythes, il y en a beaucoup, notamment autour de l'argent, source supposée de (presque) tous les maux et de (presque) tous les bonheurs. Dans nos sociétés où l'économique a pris les rennes de tant de choses, s'enrichir est plutôt un signe de réussite et s'appauvrir ressort comme l'indication d'un échec.

Corollairement, pour faire quoi que ce soit (ou presque), il faut de l'argent. Ce satané argent devient la mesure et le droit d'entrée d'énormément de choses.

Du moyen qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, il est devenu une fin en soi.

Comme déjà souligné ailleurs, d'énormes aberrations à l'échelle planétaire en ont découlé : mourir de faim d'un côté et d'obésité de l'autre, crever sous le boulot pour certains et d'ennui au chômage pour d'autres (tandis que tant de travail utile reste à accomplir), dépenser des fortunes pour des gadgets nuisibles d'une part et manquer de l'essentiel ailleurs...

Derrière tout cela, l'argent : un système d'échange pratique bien sûr. Mais aussi, par manque d'éthique, un moyen pour une minorité avide, peu scrupuleuse et pas trop créative de contrôler abusivement une majorité trop soumise et manquant de l'imagination requise pour mettre en place le nouveau monde dont nous avons urgemment besoin.

Avec cette quasi déification de l'argent, deux mythes ont la peau dure.

### 1. La génération spontanée de l'argent à grande échelle

Selon ce mythe, flou comme il se doit afin de permettre à tout un chacun d'en rêver à l'aise, on peut en relativement grand nombre faire de l'argent avec de l'argent de façon durable. Selon une formule magique dont le secret le restera encore longtemps, l'argent posséderait cette faculté de se reproduire spontanément pourvu qu'on ait eu le nez de le mettre dans une terre suffisamment fertile sur le bon marché.

Le mensonge consiste ici à refuser de voir que pour que ceci puisse être, il faut que d'autres fassent du vrai boulot afin de permettre à quelques malins singes de vivre des placements de leur petite fortune. Le marché des placements financiers et de la spéculation ne peut exister que s'il y a derrière des entreprises de biens ou de services produisant effectivement une valeur ajoutée que le client est prêt à payer à un prix permettant à ladite entreprise de dégager un profit.

Il ne faut bien sûr pas perdre de vue qu'une des ressources dont les entreprises ont besoin pour assurer leur activité (et ce d'autant plus qu'elles ont des investissements lourds à consentir sur des termes longs) est l'argent. Nécessaire donc d'avoir sur le marché des acteurs dont le métier est de fournir de l'argent à ceux qui en ont besoin, moyennant une rétribution honnête, et de se le procurer auprès d'autres qui en ont, momentanément ou plus durablement, trop (en échange d'une rétribution inférieure à celle perçue en prêtant bien entendu). Il s'agit bien là littéralement d'intermédiaires financiers.

Cependant, ici comme souvent ailleurs, l'abus nuit. Ainsi, si le métier de faire de l'argent avec de l'argent dépasse certaines bornes vite franchies, il devient malheureusement plus rentable à un trop grand nombre de vivre de placements

financiers et de spéculations que de contribuer à l'ensemble de la société par la création d'une vraie valeur ajoutée. De moyen légitime et complémentaire, l'argent devient une fin dangereuse. Le rôle de l'artificiel et du nébuleux s'accroît... La bulle gonfle, gonfle... de plus en plus fine, vouée à exploser un jour.

L'actualité récente en fait de plus en plus la démonstration. Espérons que la lumière en sorte rapidement pour le bien-être du plus grand nombre.

La tentation reste cependant forte de faire de l'argent avec de l'argent à une échelle de plus en plus grande, comme l'illustre aussi le mythe suivant.

## 2. Le mythe de la création de valeur pour l'actionnaire

Ici encore l'idée de base est simple et non dénuée de bon sens ou de fondements. Il est en effet logique de considérer que l'actionnaire devrait pouvoir raisonnablement s'attendre à un rendement de ses actions équivalant à ce qu'il toucherait en plaçant son argent sans risque, augmenté d'une prime plus ou moins forte selon le « risque moyen » assumé par l'entreprise dont il possède des parts.

En première analyse, il s'agit en effet d'un raisonnement plutôt sain et d'une référence intéressante à garder à l'esprit par tout investisseur. Mais ici aussi, l'abus nuit gravement à la santé du raisonnement.

Tout d'abord, une des raisons pour lesquelles un placement en action devrait *en moyenne* rapporter davantage qu'une obligation ou un carnet de dépôt est justement le risque associé à l'action en question. Si *en moyenne* les actions devraient rapporter globalement plus sur une longue période, c'est aussi parce

que certaines se cassent tout bonnement la figure, que d'autres se portent bien et que les actions vedettes produisent des performances record (pendant un temps limité par définition).

De base de travail et d'analyse saine, le seul raisonnement de la création de valeur pour l'actionnaire devient malhonnête voire dangereux lorsqu'il devient le seul guide à court terme de l'évaluation de la performance de l'entreprise. Ainsi, entre autres effets pervers, de preneurs de risques plus ou moins prudents selon leur tempérament et le secteur où ils ont choisi d'investir, les actionnaires en arrivent à *exiger* une rentabilité minimum déraisonnable sous peine de retirer leurs billes du jeu. Particulièrement vrai pour les gros investisseurs institutionnels ou privés actifs au niveau international. Vrai aussi malheureusement, même si c'est dans une moindre mesure, pour de plus petits investisseurs qui, lisant trop la presse, en viennent à suivre le même cheminement.

Parmi les conséquences au niveau de l'entreprise sous la lorgnette de la « création de valeur », il y a la tendance des gestionnaires à prêter trop attention aux « exigences » du marché et à l'« obligation » de dégager une rentabilité minimum en dessous de laquelle les actionnaires risqueraient de vendre en masse, les cours de baisser et l'entreprise de devenir la risée de sa classe. Et l'ego joue un rôle dans les affaires !

Il y a aussi la crainte de se transformer en proie facile pour les prédateurs et spéculateurs en tout genre. Pour limiter ce risque, et la mauvaise presse qui ne manquerait pas, l'entreprise en arrive trop souvent à élaguer tout ce qui ne rapporte pas ou pas assez à court terme, à refuser des prises de risques pourtant économiquement raisonnables, à se spécialiser exagérément, à hypothéquer son

futur, à postposer des investissements nécessaires, à freiner sa croissance (non linéaire par essence) ou à se spécialiser à outrance dans ce qui paraît le plus immédiatement et irrécusablement rentable dans les délais les plus courts.

L'entreprise en ressort fragilisée par une trop grande concentration de ses activités sur les quelques spécialités de ce qu'on appelle par un intéressant abus de langage son « métier de base ». Fragilisée aussi par la perte d'une part considérable de son savoir-faire (qui reste pourtant la base de tout). Fragilisée enfin par le transfert de pouvoir diabolique qui en découle : le pouvoir de décision effectif est subtilement mais bel et bien passé des gestionnaires de l'entreprise aux financiers internes, pour finir dans les mains des financiers extérieurs.

Et lorsque, tout simplement parce que les meilleures choses n'ont qu'un temps, la rentabilité de son « métier de base » (abusivement défini) en arrive à baisser (voire à s'écrouler comme dans certains domaines de haute technologie par exemple), l'entreprise n'a plus en interne les moyens, la force, la flexibilité et le savoir-faire nécessaires pour une reconversion qui aurait pu sans cela s'opérer dans la douceur et l'harmonie.

Enfin, si en passant, par inconscience, aveuglement ou malice, on a profité du recentrage sur le « métier de base » pour convaincre un nombre important de salariés de devenir actionnaires de l'entreprise, les dégâts peuvent être ravageurs.

Et il paraît que c'est normal.





## – Chapitre 11 –

### **La création d'une réelle valeur ajoutée**

La critique est aisée, mais l'art est difficile. D'accord. Grand temps donc de regarder de plus près les conditions à remplir pour que l'on puisse parler d'une réelle valeur ajoutée, ainsi que la façon d'organiser le travail autour de ladite valeur ajoutée.

Ce qui suit ne sont bien entendu que les très, très grandes lignes de ce qui pourrait remplir des livres entiers. Et rien de complexe en plus.

Le problème n'est en effet pas intellectuel, mais éthique : fondamentalement l'idée défensive, aussi fausse que bien ancrée, que l'on ne peut gagner qu'aux dépens des autres.

#### ▪ Que faut-il pour créer une réelle valeur ajoutée ?

Très peu de choses en fait :

1. Il faut identifier un besoin, que ce soit une personne qui l'exprime ou simplement quelque chose d'améliorable dans l'environnement.
2. Il faut agir et créer ce qui va permettre de répondre à ce besoin.

Cette valeur ajoutée sera d'autant plus positive qu'elle correspondra effectivement à une amélioration réelle du bien-être et/ou de l'environnement.

En théorie donc, rien de plus simple que de créer de la valeur ajoutée : les possibilités d'amélioration du bien-être ou de l'environnement abondent. Où est alors le problème en pratique ? Et quelle est sa nature ?

Le problème est d'abord et avant tout éthique :

1. Le système actuel, le fonctionnement de notre société repose très largement sur l'argent. (L'illusion étant probablement que l'argent peut tout acheter).
2. Bien des projets de développement utiles ne peuvent être réalisés parce qu'ils ne sont pas valorisables en espèces sonnantes et trébuchantes (en argent donc). Ainsi, l'environnement, la santé et l'éducation par exemple, parce que souvent non directement rentables, sont régulièrement relégués au second plan, ou plutôt mal gérés par les pouvoirs publics.
3. Par contre, trop de projets sans utilité ou purement destructeurs sont malheureusement très rentables à court terme. Un cas extrême est sans aucun doute la guerre qui fait souffrir et périr les uns au trop grand bénéfice de quelques autres.
4. Et dans cette équation, Mère Nature est oubliée : ses fruits sont considérés comme illimités, éternels et gratuits, sa contribution comme naturelle et donc ne devant faire l'objet d'aucune reconnaissance ni entretien.

Le problème est bien éthique par nature. Il s'agit de remettre en place les bonnes valeurs, celles qui permettent au bien-être, à l'environnement et à la vie d'être améliorés. Il convient aussi d'éradiquer les mauvaises valeurs, celles qui génèrent la détérioration rentable de l'environnement et du bien-être.

Derrière cela se cachent aussi, entre autres, les idées fausses, le manque de connaissances, les aberrations de tous ordres, la peur de manquer, la croyance

qu'on ne peut acquérir quoi que ce soit sans léser quelqu'un d'autre, les préjugés qui justifient tant de choses, la certitude que ce qui n'est pas matériel n'a pas vraiment de sens, l'individualisme exacerbé.

Pour redonner un sens à tout cela, il faut sortir de la boîte dans laquelle on s'agite en vain, identifier les hypothèses de travail qui sont les nôtres (et dont on n'a que peu ou pas conscience) afin de mettre en place de nouvelles fondations.

On peut en faire une recherche spirituelle – individuelle ou collective. Elle est certainement utile. On peut aussi y répondre de façon plus directe et pragmatique à tous les niveaux (planétaire, national, entreprise, famille, individuel...) et remettre en place ce que l'on peut littéralement nommer un système de valeurs.

- Que valorise-t-on pour l'instant dans les faits (par l'argent et ses cousins : la reconnaissance sociale et le pouvoir) ? Et avec quels effets ?
- Quels effets désire-t-on renforcer, restreindre, supprimer, créer ou encourager ? Et donc que convient-il de valoriser ou non ?

Deux séries de questions simples qu'il est grand temps de se poser vraiment.

- Comment définir la valeur ajoutée d'un projet ?

Toute activité a pour objectif de fournir un ou plusieurs biens ou services utiles à une ou plusieurs personnes désireuses d'en bénéficier, et ce de manière directement ou indirectement rémunérée ou reconnue.

1. La première étape consiste donc à connaître les attentes (ou à les générer).

2. Il convient ensuite d'en vérifier la relative légitimité. (C'est vrai qu'il existe une demande pour la bombe atomique, mais ne devrait-on pas alors parler de valeur soustraite plutôt que de valeur ajoutée ?).

3. L'objectif est de satisfaire ces attentes de manière économique au sens large (incluant donc l'aspect écologique). Dans le cas d'une entreprise commerciale travaillant pour un client extérieur, il s'agit de réaliser le projet de façon rentable. Pour une organisation publique (ou un projet interne dans une entreprise commerciale), il faut veiller à l'utilisation des ressources la meilleure qui soit.

4. Les priorités sont définies comme les activités qui contribuent le plus à la réalisation de l'objectif.

5. Pour assurer l'efficacité de la mise en œuvre et de l'exécution du projet, acquérir et/ou renforcer les éléments favorables à la réalisation de l'objectif. Ceci inclut rassembler les compétences nécessaires, motiver, former et guider.

6. Pour éviter les gaspillages de travail et de ressources, éliminer autant que possible les activités qui s'opposent de face ou de profil à la poursuite ou à la réalisation de l'objectif. Donc, par exemple, se séparer rapidement de ceux qui n'ont pas ou plus l'envie, la motivation, la compétence ou l'intégrité requise pour contribuer fructueusement à l'objectif.

7. Communiquer à tous ceux devant contribuer à la valeur ajoutée attendue :

- l'objectif et les priorités
- la contribution attendue de chacun.

8. Identifier les résistances passives et actives afin de :

- les désamorcer autant que possible
- prier les instigateurs de corriger leur attitude ou de quitter le navire.

9. Disposer d'un système de suivi de la performance. Corriger ce qui doit l'être pour réaligner les énergies.

10. Et bien sûr reconnaître les contributions et célébrer les victoires !

▪ L'analyse de la valeur ajoutée et l'organisation du travail

Le travail n'a de sens que s'il contribue à la réalisation d'un résultat souhaité, d'une valeur ajoutée. Rien n'est a priori plus évident. Trop nombreux sont malheureusement les cas où cette évidence a été oubliée et où, conséquemment, le travail a perdu son sens (même s'il continue à être rémunéré).

Et pourtant, les principes fondamentaux de l'organisation du travail à partir de la valeur ajoutée sont d'une simplicité enfantine :

1. Définir le résultat général attendu, de l'ensemble du groupe et de chacun.

2. Analyser les activités de chacun en termes de contribution au résultat général attendu :

- + + + : Contribution indispensable pour arriver au résultat attendu.
- + + : Contribution importante dont il serait très difficile ou coûteux de se passer.
- + : Contribution positive appréciée mais dont le coût de substitution est bas.

- 0 : Contribution nulle (dont on pourrait se passer sans rien changer au résultat attendu).
- - : Contribution à éviter (qui nuit superficiellement à la réalisation du résultat attendu).
- -- : Contribution nuisible (qui nuit activement à la réalisation du résultat attendu sans le remettre cependant en cause).
- --- : Contribution destructive (qui nuit activement à la réalisation du résultat attendu, de manière profonde et durable pouvant même mener à sa destruction).

Attention : Il importe aussi de faire en passant la distinction entre :

- les activités directement productives (qui engendrent une contribution directe à la réalisation du résultat général)
  - les activités d'entretien (nécessaires au maintien de l'efficacité des activités directement productives).
3. Renforcer autant que possible et nécessaire les contributions positives, en commençant par les + + +, puis les + + et les +.
  4. Eliminer autant que possible les contributions négatives :
    - en commençant par les ---, puis les -- et enfin les -
    - en contrôlant les éventuels effets négatifs induits.
  5. Ensuite, se débarrasser des activités à contribution nulle (toujours en contrôlant les éventuels effets négatifs induits).

Rien de plus simple, n'est-ce pas ? Résumé ainsi, oui. Mais mettre cela en place dans une société ou une organisation (et le maintenir en place) demande par

contre beaucoup de professionnalisme, un suivi rigoureux, des remises en cause régulières, une communication franche et bien d'autres qualités.

La première chose requise reste une définition claire du résultat souhaité. Et c'est là que le bât blesse aujourd'hui. Notre monde est devenu global par bien des aspects-clés, mais notre planète manque d'un projet fédérateur. Ce qui est considéré comme une valeur ajoutée est défini localement alors que les impacts sont souvent globaux. Il en naît un énorme conflit d'intérêt entre le local et le global. Se déresponsabiliser à Copenhague n'empêche pas de gagner de l'argent à New York et de noyer peu à peu quelques îles loin de tout (ou presque).

Un jour de plus en plus proche viendra où, de gré ou force, la solidarité de fait des humains que nous sommes s'imposera à nouveau de manière très naturelle.





## – Chapitre 12 –

### **Ce qui limite la création la de vraie valeur ajoutée**

D'une manière générale, ce qui limite ou empêche la création de vraie valeur ajoutée, c'est tout ce qui consomme des ressources sans en créer au moins autant en retour.

Dans les économies des pays développés, presque comme si on l'avait fait exprès, quelques facteurs plutôt évidents créent dans ce domaine des pressions énormes simplement parce qu'ils ont été poussés trop loin. L'intention de départ était probablement bonne, l'idée ne s'en est que mieux vendue, mais ici aussi l'abus nuit.

Voici quelques-uns de ces facteurs.

#### 1. Le rôle exorbitant de l'Etat

Dans la majorité des économies des pays riches, le poids de l'Etat dans l'économie est de 50 à 60%, voire plus. Le problème n'est pas en soi qu'il s'agisse de l'autorité publique – ce qui suit vaudrait pour n'importe quel autre acteur aussi dominant – mais bien le fait de la plutôt mauvaise et trop coûteuse utilisation que fait trop souvent l'Etat des ressources mises à sa disposition en si grandes quantités.

Les critères ultimes de gestion des autorités publiques ne sont ni économiques ni écologiques, même si ceux-ci jouent évidemment un rôle. Et ce tout simplement parce que ceux qui en ont la responsabilité ne sont pas non plus en finale jugés sur ces critères. Les décideurs publics sont le plus souvent liés au politique, à

l'envie de se faire réélire, à la démagogie et au clientélisme forcené qui en découlent, à l'absence de professionnalisme du processus, à l'envie de marquer des points à court terme, à l'absence de vision, que ce soit par opportunisme ou par incapacité d'en développer une.

De l'autre côté de la barrière, les citoyens n'y comprennent pas grand-chose et continuent pour beaucoup à ne voir que trop peu de liens et de logique entre les impôts qu'ils paient et les services publics qu'ils devraient être en droit d'exiger. Selon les bords, les pays et les modes, c'est tantôt « la faute des riches qui pompent tout » (malgré qu'ils ne soient pas si nombreux que ça) tantôt celle de ceux qui ne le sont pas parce qu'ils exigent trop de salaire.

Et dans beaucoup de cas, tout le monde s'entend pour dire aussi que « c'est la faute du gouvernement ! ».

Le problème n'est donc pas tant l'impôt que la qualité de l'utilisation qui en est faite. La faillite virtuelle d'un nombre croissant de pays officiellement démocratiques – après avoir cependant renfloué plus ou moins en vain les banques – en est une récente manifestation excessivement claire.

## 2. La dénaturation du rôle de l'Etat

Il est urgent de redonner un sens et de l'efficacité au rôle de l'Etat dont la fonction première est de veiller en bon père de famille à l'intérêt général, donc aussi de recueillir les moyens de ces ambitions légitimes.

Grand temps par exemple de faire du social bien géré, intelligent et dépolitisé :

- un enseignement de qualité (pas forcément entièrement gratuit) animé par des enseignants qualifiés et motivés par un système qui le leur permette,

- des soins de santé accessibles à ceux qui en ont besoin, mais aussi gérés efficacement,
- l'encouragement et la promotion des médecines éprouvées que l'on continue de nommer « parallèles » ou « alternatives »,
- des routes en bon état, des transports publics performants,
- un système judiciaire ouvert, compréhensible et accessible, qui fonctionne dans des délais réalistes avec le souci de la justice comme priorité,
- des parcs publics, des espaces verts agréables, sûrs et bien entretenus,
- une gestion de l'écologie, des déchets, de la pollution, des énergies renouvelables et propres,
- des villes où il fait bon vivre, où la sécurité va de soi parce que chacun s'y sent bien,
- une réelle intégration des « minorités »,
- le respect mutuel : une vie en commun fondée sur le respect des groupes et de l'individu, la famille, les associations constructives de toutes les sortes.

Grand temps aussi de cesser de faire l'inverse :

- un enseignement trop vidé de son contenu, de ses valeurs, de sa raison d'être et d'un personnel motivé,
- des soins de santé à deux vitesses où les « compléments de frais » (à payer au-dessus ou en dessous de la table selon les cas) font trop souvent la différence entre la vraie qualité et son absence,
- le refus, voire la condamnation des pratiques médicales « non officielles » parce qu'elles ne rapportent pas à tout le monde même si leur efficacité est démontrée,

- des routes encombrées par manque de réelle gestion, des véhicules inutilement trop gros et en trop grand nombre, des transports publics chers et mal pensés, un transport routier démesurément développé,
- une justice lente, à l'accès ardu, au vocabulaire opaque, au coût social prohibitif, où le nombre de lois et de réglementations se multiplie comme des lapins,
- trop peu de parcs et d'espaces verts : ils ne rapportent rien, alors pourquoi ne pas y mettre des bureaux à la place ?
- une gestion de l'écologie, des déchets, de la pollution qui ne dispose pas des moyens de ses ambitions vitales,
- des villes où l'on survit tant bien que mal, où la violence se multiplie, où l'appareil de sécurité est oppressant, où il devient normal de ne plus se sentir à l'aise,
- un relatif mépris, comme le nom qu'on leur donne l'indique, des « minorités » (et il y en a tellement que je me demande comment définir la « majorité » sinon par différence),
- le rejet mutuel : où l'autre devient l'étranger, celui dont il faut se méfier, craindre tout. Et l'on termine seul à avoir toujours raison sur tout !

En d'autres termes, grand temps de focaliser à nouveau l'Etat sur son rôle de gardien, promoteur et gestionnaire responsable des biens et de l'intérêt publics. Ceci suppose un Etat plus efficace et éthique. Mais cela demande aussi une autorité publique largement dépolitisée : où la politique n'est plus une fin en soi, mais un moyen d'assurer la gestion des intérêts de tous par ceux auxquels les citoyens auront accordé leur préférence par le processus démocratique du vote.

Ainsi, le débat gauche-droite qui domine en trop d'endroits encore la scène et la gestion publiques est non seulement suranné, mais aussi dangereux comme

cadre de réflexion. Il laisse en effet sous-entendre qu'il y a les bons d'un côté et les méchants de l'autre. A gauche les « travailleurs » (comme si les autres ne faisaient rien ou presque), à droite les « patrons » et autres capitalistes. D'un côté les pauvres, de l'autre les nantis. Ceux qui se soucient des gens opposés à ceux qui ne rêvent que d'argent. Ceux qui dirigent tout contre ceux qui n'ont rien sauf le devoir prudent de courber l'échine.

Ce débat est dépassé. Quelle que soit la couleur de prédilection que l'on choisit d'arborer plus ou moins ostensiblement à la boutonnière ou au fond de son cœur, il faut du social, de l'écologie, de la gestion publique, de la croissance intelligente au service des gens.

Il faut, et vite, sortir de la dichotomie aveuglante du libéralisme à tout crin face à l'Etat mange-tout. Il ne s'agit pas de choisir l'un ou l'autre, il faut appliquer l'un et l'autre. Entre le libéralisme sauvage et dévastateur (où tout va bien tant que vous êtes riche et en bonne santé) et l'Etat « providence » (qui veille sur tout avec une qualité très moyenne à un coût total hors proportion), il existe la voie du milieu. A nous de la découvrir avant que l'un des deux extrêmes ne prennent les commandes pour trop longtemps !

### 3. La financiarisation de la vie économique

Qu'est-ce donc que la « financiarisation » ? Ce néologisme barbare, introuvable dans mon Petit Robert, qualifie tout simplement la croissance du rôle de la finance jusqu'à devenir le caractère dominant du système.

Et c'est bien l'impression que j'ai de plus en plus aujourd'hui.

Qu'il existe des banques permettant notamment aux entrepreneurs de trouver les fonds qui leur permettront (si tout se déroule normalement) de mener leur projet à bien, cela n'est certes pas un mal en soi. La banque agit comme fournisseur de ressources financières et se rémunère sous la forme d'intérêts qui sont fonction du montant du prêt et du risque pris.

Mais il ne faut pas perdre de vue que le prêt d'argent ne crée pas directement de valeur ajoutée. Il permet simplement, si l'activité de l'entrepreneur est jugée utile par la communauté, de financer ce qui va permettre de créer une valeur ajoutée.

L'argent est donc un des moyens à mettre en œuvre. Lorsqu'il devient une fin en soi, la nuisance et la folie s'installent peu à peu.

Faire de l'argent avec de l'argent, dans une grande mesure, ne crée pas de vraie valeur ajoutée. Bien entendu, entre le financement d'investissements utiles et la spéculation pure, il existe tout un monde de nuances. Et malheureusement aujourd'hui, l'argent pour l'argent et par l'argent occupe une position trop dominante dans nos économies.

Quelques exemples :

- Maximiser la rentabilité des actionnaires

Dans trop de grosses entreprises cotées en bourse, le mot d'ordre officiel est de maximiser la rentabilité des actionnaires (le rendement des fonds propres), souvent au détriment de la saine gestion, d'une vision ou d'une stratégie saine, de la diversification intelligente, de l'utilité des produits et services délivrés, de la pérennité même parfois. Le principe consiste à dire que l'actionnaire est « en

droit » d'attendre une rémunération de son placement en actions équivalant à la somme de deux éléments :

- Une rémunération de base correspondant à ce qu'il toucherait s'il plaçait son argent sans prendre aucun risque
- Une prime de risque (variant selon les secteurs et les pays) pour l'inciter à tenter sa chance dans l'aventure de l'entreprise.

Fondamentalement, le raisonnement est relativement sain (du point de vue de l'actionnaire du moins), sauf s'il est poussé trop loin :

- Si l'attente de l'actionnaire devient une exigence, la prime de risque ne mérite plus son nom. Et si les importants actionnaires – dits de référence (les fonds de pensions par exemple) – sont purement motivés par la rentabilité en se fichant totalement de l'activité même de l'entreprise, ils représentent par leur importance une source de pression qui peut arriver à déstabiliser l'entreprise en focalisant sa conduite sur la garantie d'une rentabilité régulière aussi haute que possible au point de mettre en danger la saine gestion, les perspectives à plus long terme, la répartition des risques industriels et le souci de la vraie qualité (pas uniquement celle qui répond aux normes). Le contrôle des coûts devient une fin en soi, la satisfaction du client se limite à être un thème pour publicités rabatteuses, le cours de bourse fait la loi, la spécialisation (si rentable à court terme) s'installe, le vrai métier de base se perd à force d'être marchandé. Poussé jusqu'au bout, cette motivation de rentabilité financière « garantie » prive l'entreprise de son âme, après avoir vidé trop de ses acteurs (du manager à l'ouvrier) de leur envie de bien faire.
- De plus, si dans une telle entreprise, sujette de fait à la spéculation possible de quelques actionnaires-clés, il est apparu « social » ou

« fédérateur » de motiver les salariés de tous niveaux à devenir actionnaires, l'esclandre n'en est que plus fort dans le cas probable de déconfiture subite (par exemple suite à une spécialisation trop pointue dans un secteur plus risqué que prévu). Ceux qui ont cru à l'entreprise sans avoir les moyens des plus grands qu'eux qui n'y travaillaient pas (et n'y avaient pour la majorité jamais mis les pieds notamment parce qu'ils ne savaient même pas où elle se trouvait) se retrouvent doublement assénés : moralement et, bien sûr, financièrement. C'est cela aussi la démocratie !

- En passant, à propos des fonds de pensions, en poussant trop loin leur rêve de rentabilité, certains en arrivent à prendre des risques exorbitants et à mettre en péril leur responsabilité sociale vis-à-vis des retraités effectifs ou en puissance dont ils sont censés représentés les intérêts. Et la boucle est bouclée. Avec quelques victimes en passant.
- Il ne serait pas étonnant de voir se multiplier dans les années à venir les entreprises qui refuseront de passer par la bourse et choisiront de limiter leurs rêves de croissance afin de garder le contrôle de leur gestion.

- La spéculation pure

Comme son nom l'indique, elle s'apparente plus aux jeux de hasard, à la loterie et au casino qu'à la création de quoi que ce soit d'utile et de pérenne. Elle a malheureusement pris une ampleur d'autant plus démesurée qu'elle s'est internationalisée dans un monde où l'informatisation des réseaux d'information financière mène trop souvent à de fâcheuses réactions en chaîne. Or, fondamentalement, la spéculation pure vit aux dépens de ceux qui font le vrai boulot et créent une valeur ajoutée réelle.



Tant que cette spéculation reste un petit monde à part (un peu comme les casinos) et réservé à quelques maniaques, les dégâts restent limités. Dès le moment où elle devient une fin en soi pour un nombre croissant d'acteurs économiques et qu'elle met en danger la stabilité d'entreprises, voire d'états, ou tout simplement d'épargnants trop crédules ou avides d'argent vite fait bien fait, il est temps de remettre de l'ordre dans la pétaudière.

L'internationalisation et l'automatisation informatique de la finance, des placements boursiers, donc de la spéculation, entraîne de plus en plus souvent des crises « soudaines et inattendues » aux réactions en chaînes aussi rapides que dévastatrices. Autant de distance supplémentaire entre l'entreprise créatrice de valeur ajoutée (on espère aussi vraie que possible) et la « logique » des marchés purement financiers.

Il est grand temps de revenir à des marchés financiers plus locaux, au service des investisseurs, entreprises et institutions qui leur font confiance.

#### 4. Trop de dettes

S'il faut se prononcer par oui ou par non, il faut dire haut et fort que l'endettement n'est pas en soi une bonne chose. Il peut cependant être nécessaire voire utile si on l'utilise à bon escient dans des limites qui permettent de le garder sous contrôle. Dans tous les cas, au-delà d'un certain seuil, l'endettement devient contre-productif.

Pour une entreprise par exemple (mais la même logique s'applique mutatis mutandis à une famille, une nation...), il s'agit de voir si la dette contractée vise

à couvrir un investissement ou des frais généraux. Ainsi l'endettement pourra être justifiable, nécessaire et utile s'il sert à financer :

- un investissement (achat d'une machine ou d'un bâtiment par exemple)
- requis pour le bon fonctionnement ou la croissance de l'entreprise
- à un taux d'intérêt inférieur à la rentabilité raisonnablement escomptable de l'investissement en question.

Les banques, d'ailleurs, dans leur souci de ne prêter que si des garanties suffisantes sont présentes, reflètent bien cette même logique. Elles accepteront de financer l'acquisition d'un bâtiment payé à un prix normal à condition d'avoir sur lui une hypothèque en contrepartie. Et le taux pour d'autres financements sera d'autant plus élevé que les garanties offertes seront moins directement monnayables.

A contrario, un endettement est injustifiable du point de vue de la saine gestion s'il sert à financer des frais généraux (frais de téléphone, publicité, voitures...). Plus généralement, si une entreprise se met à emprunter pour financer ses besoins en fonds de roulement (en gros l'argent nécessaire pour payer ce qui doit l'être en attendant d'avoir encaissé le produit des ventes), la précarité de sa situation financière, donc sa dépendance des financiers extérieurs, augmente. On peut dire qu'elle vit au dessus de ses moyens ou qu'elle n'a pas vraiment les moyens de ses ambitions. En d'autres termes qu'elle est sous-capitalisée. Elle ne dispose pas des ressources qui lui permettent de faire face aux accidents qui malheureusement n'arrivent pas qu'aux autres. Et si la croissance du marché est inférieure aux espoirs souvent trop optimistes, ou si un client important n'honore pas ses factures, sa survie même est remise en jeu.

Or, la tendance actuelle est trop souvent de pousser le taux d'endettement bien au-delà du raisonnable. Que les banques fassent un marketing souriant qui pousse à l'excès et banalise la prise de dettes est une chose. Que les familles, les entreprises ou les états ne s'en rendent pas compte en est une autre plus attristante et lourde de conséquences.

Pour un état, il en va en effet de même : un niveau d'endettement un peu trop élevé le met sous une forte pression créant une dépendance exagérée qui hypothèque l'avenir et la possibilité d'une croissance saine et harmonieuse. Malgré tout ce que l'on peut dire de fadaïses sur les bienfaits supposés de la dette publique et de son action bénéfique sur l'économie (via par exemple ce que l'on appelle le multiplicateur), celle-ci ne peut se justifier que dans des limites bien précises. De même que pour une famille ou une entreprise, un Etat bien géré ne devrait recourir à l'emprunt que pour financer des dépenses d'investissement :

- Avec un bon rapport qualité/prix : donc une bonne qualité à un prix « normal ». Or l'Etat a trop souvent comme politique d'opter automatiquement pour le moins cher (ce qui peut s'avérer onéreux) ou, à l'autre extrême, d'opter pour le plus somptueux, pour des raisons de prestige principalement motivées par l'orgueil de quelques-uns et le mépris des biens publics qui en résulte.
- Qui ont un réel sens pour le pays : les traditionnels bâtiments publics, routes, hôpitaux, écoles..., par opposition aux dépenses somptuaires et autres travaux inutiles.
- Bien gérés : en bon père de famille, de façon réellement responsable, par du personnel qualifié et motivé.

- A des conditions correctes : taux, durée du crédit et échelonnement des remboursements.
- Et sans excéder un taux d'endettement total « raisonnable ». Comme pour un individu, une famille ou une entreprise, ce taux « raisonnable » varie en fonction directe de la richesse de l'état en question : plus l'Etat est riche, plus le montant absolu qu'il pourra emprunter sans se mettre en péril sera élevé.

Par contre, lorsqu'un état en arrive à s'endetter pour financer ses frais de fonctionnement courant (salaires des fonctionnaires, entretiens des routes ...), le péril est vraiment entré dans la demeure publique.

Et quand la nouvelle dette sert surtout à financer les intérêts de l'ancienne, le problème est plus grave encore.

Tout cela n'est que très logique. Et pourtant, la très grande majorité des états les plus développés du monde sont sous le poids de dettes bien trop élevées, à des taux et des conditions générales étrangement défavorables, pour financer des investissements, mais aussi des dépenses courantes globalement mal gérés.

Il paraît que certains pays « développés » en sont à devoir continuer d'emprunter pour rembourser en partie seulement l'intérêt de leurs dettes existantes...

Où est la faute ? A qui profite-t-elle ? A court terme, à la démagogie (personne n'est vraiment directement responsable des dépenses publiques) et à ses

prosélytes. A plus long terme, aux financiers qui en retirent le profit en espèces sonnantes et trébuchantes, mais aussi en contrôle politique.

#### 5. Le stress de la « croissance »

Qu'il s'agisse d'une famille, d'une entreprise, d'un état, d'un ensemble de nations ou de tout un système économique (ou d'un système tout court, tel qu'un moteur par exemple), il suffit d'un peu trop de pression pour que beaucoup d'inconfort et de pertes de régime s'installent en lieu et place du rendement en vue duquel on a tant investi.

Pour une famille, il suffit parfois d'une maison ou d'une voiture un rien au dessus de ses moyens pour que la contrainte financière qui en découle réduise à néant ou transforme en déplaisir la satisfaction de posséder le bien.

Et pourtant, il lui aurait suffi d'acheter une télévision un peu plus petite, de partir en vacances un rien moins loin, d'acquérir une voiture de la gamme juste en dessous, d'attendre un an de plus avant d'acheter le nouveau salon en chêne qui va si bien avec le lustre en cristal (à crédit lui aussi) pour continuer à vivre sans stress. Au lieu de cela, c'est la pression permanente, la peur de griffer la voiture (on n'a plus de quoi la réparer), la crainte que les enfants ne demandent des cours de piano et l'obligation de manger des pâtes presque tous les jours.

En d'autres termes, la leçon ici est que, une fois dans la zone rouge, l'inconfort, le risque et la dépendance augmentent de façon exponentielle. Et la difficulté de sortir du rouge croît de même ! Qu'il s'agisse d'une famille, d'une entreprise ou d'un pays, un rien de dettes en trop pendant un temps relativement court peut déclencher le cercle vicieux et infernal de la dépendance, financière et autre, pour un terme très long !

Le principe est le même en matière de stress, et ici plus particulièrement du stress de la croissance. Maintenir la pression – la bonne, celle qui motive et donne des idées – est une très bonne chose qui pousse à l’inventivité, à la meilleure utilisation des ressources, aux associations créatives, à la productivité. Cette pression-là, elle est source de vie, une vie plus ou moins intense selon les préférences et les ambitions de chacun : pays, entreprise ou individu. Puis, au-delà d’un certain seuil, la loi des rendements décroissants commence à battre son plein. Souvent d’abord d’un point de vue purement économique : il faut travailler bien plus, et à des coûts bien supérieurs, pour produire relativement peu. Ensuite, d’un point de vue psychologique : l’enthousiasme se transforme en effort, le plaisir d’entreprendre en contrainte au labeur, la motivation pour la qualité en obligation de quantité. L’envie de croître se meut en besoin, puis en must. Pour faire face aux engagements excessifs du passé, répondre à tout prix aux « attentes légitimes » des actionnaires, ou tout simplement faire face aux remboursements obligés de la dette, la famille, l’entreprise ou l’état se retrouve contraint d’augmenter la cadence, de rogner sur la qualité, de « jouer un peu » sur la quantité et de faire par exemple passer les bouteilles de 25 à 20 centilitres (sans trop toucher au prix).

Bref, la dimension financière du travail prend de plus en plus le dessus : la gestion des coûts et des marges n’est désormais plus un moyen de remettre de l’ordre de temps à autre, mais une obligation et une fin en soi. De même, l’actionnaire n’est plus un preneur de risques plus ou moins éclairé qui tente une aventure plus ou moins risquée selon ses moyens et son tempérament, mais quelqu’un (surtout s’il s’agit d’un investisseur institutionnel, d’un gros holding...) qui exige un rendement. La gestion de l’entreprise vise plus à le satisfaire qu’à assurer une saine pérennité des opérations.

Les rapports de force s'en trouvent également modifiés dans la relation client-fournisseur. Dans trop de cas, elle devient bien trop axée sur l'argent, le profit et la gestion des flux financiers, comme une fin en soi, au lieu d'être la conséquence du travail bien fait. Que ceux qui en doutent interrogent les entreprises qui dépendent d'une très grosse entreprise-cliente pour une part trop grande de leur chiffre d'affaires ! Dans trop de cas, les conditions financières, les exigences en matière de qualité, le ton même des relations sont bien largement sortis de la zone du raisonnable. Les délais de paiement par exemple sont dans trop de cas de trois à six mois, ce qui pousse le fournisseur relativement petit (qui se trouve en début de chaîne ou ne peut tout simplement pas agir de même avec ses propres fournisseurs) à dépendre de lignes de crédit exorbitantes pour continuer de fonctionner malgré tout. Au moindre couac un peu sérieux, le rapport de force et la dépendance financière (lorsque les délais de paiement s'allongent, les montants dus s'accumulent) sont tels que le « petit » fournisseur n'a souvent plus d'autre option que de plier. Et ce n'est pas la lenteur et le coût (en temps et en argent) de la justice qui vont l'aider dans sa démarche !

En ce qui concerne les pays moins développés ou, en termes relatifs, pas développés du tout, les données de base sont fondamentalement les mêmes. Ce qui limite ou empêche la création de valeur ajoutée, c'est ici aussi tout ce qui consomme des ressources sans en créer au moins autant en retour.

### 1. Au niveau national des pays en question

Avec ce que l'on appelle avec tant de pudeur la « mondialisation », il n'y a plus à proprement parlé de pays « indépendant ». Les économies s'entremêlent chaque jour davantage.

En soi, ce n'est pas un mal. Après tout, nous sommes tous des terriens avec bon nombre d'intérêts effectivement en commun. Nous avons aussi, j'en suis persuadé, une envie égale de vivre plutôt bien qui anime la majorité d'entre nous : manger à sa faim, aimer, élever nos enfants hors du besoin, prospérer paisiblement, être utile, apprendre, rire, progresser, s'épanouir seul et au travers des groupes auxquels nous appartenons, créer, améliorer notre quotidien, bâtir un avenir meilleur...

Et puis il y a aussi, comme dans les pays développés, les quelques-uns qui pensent différemment, dont certains malheureusement dans des positions dominantes. Ceux qui considèrent que le voisin d'en face est un ennemi, ceux qui ne vivent que des problèmes et qui s'arment jusqu'aux dents pour détruire et avoir raison, pour prouver leur force alors même que personne ne pensait à en douter. De quoi ont-ils peur ?

On voit ainsi quelques pays vraiment pauvres dépenser l'argent qu'ils n'ont pas pour annihiler celui d'en face qui s'empresse lui aussi de trouver parmi ses amis ceux qui l'aideront à faire de même. Et le tout mystérieusement financé et fourni en armes.

On voit aussi plus souvent encore des dominations par l'argent, des dominations sans nom, une société à deux étages partageant les maîtres des esclaves. Histoire banale tant de fois répétée depuis la nuit des temps.

Malheureusement, les tyrans et les fous de ces pays ne sont plus seuls aujourd'hui. Pour peu que leur pays ait un tantinet de ressources à exploiter ou



occupe une position jugée stratégique, les convoitises sont aussi nombreuses que les occasions de se faire exploiter par l'extérieur.

## 2. Les grandes organisations internationales et autres envahisseurs potentiels

Qu'il s'agisse des institutions internationales, des autres nations ou des grosses entreprises avides de nouvelles conquêtes, il y a, comme dirait l'autre, des bons et des mauvais partout. Tout n'est au fond qu'une question d'intention.

Il en est ainsi au niveau international, avec la mauvaise répartition des ressources et la dimension politique (voire militaire) des instances financières et autres qui sont censées assurer une meilleure distribution des richesses. Un peu trop de pression financière via l'endettement, ou de pression politique ou militaire, et le pays est de fait sous la tutelle de protecteurs magnanimes qui ont vite fait de se remplir l'escarcelle ou d'installer une succursale de leur ministère sur place. Rien de plus simple le plus souvent en effet que d'y trouver les collaborateurs prêts à tout sacrifier, sauf eux-mêmes.

Il est devenu presque une mode de prendre le contrôle d'un pays pour le « protéger ». Il n'y a plus rien d'extraordinaire aujourd'hui à voir une grande puissance mentir ouvertement pour envahir militairement un pays afin de contrôler une région, voire des ressources pétrolières, pour reconnaître ensuite qu'il s'agissait effectivement de gros mensonges depuis le départ.

Si ce combat entre les bons et les méchants est plus que séculaire, les moyens dont disposent aujourd'hui les protagonistes ont une autre dimension. Nucléaire, tout simplement. Le club s'élargit et le nombre de menaces, d'accidents ou de conflits potentiels aussi. Il suffirait d'un rien. Il y a bien sûr des cibles privilégiées. Le Moyen-Orient, et Israël en particulier, semble en être une. La

relation difficile, tant pour des raisons politiques que religieuses entre l'Inde et le Pakistan en est une autre. Il s'agit de folie tout simplement. D'une telle ampleur que très rares sont ceux qui osent la regarder en face et y faire quelque chose.

Plus nombreux par contre sont ceux qui y travaillent dans l'ombre sans prendre la responsabilité de leur contribution à ce séisme en préparation. Ils font leurs essais nucléaires – loin de chez eux. Vendent leur technologie – uniquement à des fins défensives bien sûr. Justifient leur ouvrage par la menace que « certains autres » représentent.

Et puis, tout en haut de la pyramide de l'irresponsabilité, les quelques vrais tordus psychotiques qui vivent dans la peur constante et pensent vraiment que « tout le monde » est à leurs trousses. Disons cependant pour leur défense qu'ils ne pourraient continuer longtemps leur œuvre sans l'acceptation béate d'un troupeau suffisamment grand. Et nous partageons tous cette responsabilité d'inaction relative.

A un niveau de moindre agressivité, la même logique prévaut en matière financière, économique ou politique. Créer une dépendance, l'entretenir et en tirer profit. Sans oublier bien entendu de justifier la démarche par des arguments plus ou moins fondés, mais relevant tous du passé.

Grand temps de réaliser que ce passé, comme son nom l'indique, n'est plus là, que la vie c'est maintenant et que si les Terriens que nous sommes veulent un futur, il est plus qu'urgent de faire quelque chose de mieux de notre planète.

## – Chapitre 13 –

### **Pour une gestion efficace de l'Etat**

L'Etat a réellement un rôle à jouer que les autres acteurs économiques ne peuvent assumer. Mais il s'agit de bien le faire.

D'une manière générale, l'Etat représente l'intérêt collectif et n'a pas le profit en point de mire, ce qui est une bonne chose à condition d'avoir d'autres garde-fous. En effet :

- L'ensemble des interventions de l'Etat est la résultante d'un processus décisionnel au moins indirectement et partiellement politique. La politisation de la gestion de l'Etat n'a malheureusement fait que croître.
- L'eupéanisation, voire la mondialisation d'une série de domaines jadis réservés à l'Etat national lui a fait perdre une belle marge de manœuvre sans toujours lui donner une compensation équitable.
- De plus, dans pas mal de pays, les fonctionnaires sont nommés, souvent à vie, donc pratiquement inamovibles. Alors qu'il y a quelques décennies seulement, être fonctionnaire était très souvent un statut social respecté, il est aujourd'hui trop souvent considéré comme une planque avec sécurité d'emploi à la clé.
- La progression professionnelle des fonctionnaires dépend de plusieurs facteurs (grade, diplôme, âge, ancienneté, affiliation politique...), mais leur productivité en fait (très et trop) rarement partie. Même les plus motivés et compétents en arrivent à se demander pourquoi se fatiguer. Et ce n'est pas la

grande complexité des règles de gestion interne de l'Etat qui arrange les choses.

- Par le nombre de ses représentants, l'amplitude de ses moyens d'intervention, l'inertie trop souvent constatée dans son attitude, son caractère impersonnel, la multiplicité des lois et règlements, son pouvoir de police, de justice et de contrôle fiscal, l'Etat est d'un poids démesuré face au citoyen, aux associations et aux entreprises.
- Aux plus hauts niveaux de responsabilités, on trouve malheureusement trop souvent dans les institutions publiques du personnel dont la motivation est majoritairement politique : gagner les prochaines élections, conserver les faveurs d'Un Tel, voire marquer en permanence son opposition à Machin.
- Les critères de gestion et de décision sont également compliqués par le fait que trop de responsables à tous les niveaux manquent de formation pour les fonctions qu'ils occupent (pour des raisons trop souvent politiques), même s'ils pourraient être très compétents ailleurs.
- La part des impôts en tous genres dans le produit national brut a atteint des niveaux insoutenables pour beaucoup de citoyens, mais aussi surtout hors proportion par rapport à ce que l'Etat fournit en échange.
- La part des charges « sociales » est telle que beaucoup d'entreprises ne peuvent se permettre d'engager le personnel dont elles ont pourtant grand besoin. D'autre part, le chômage croît. Epidémique de naissance, il est devenu endémique dans trop d'endroits. Certains arrivent déjà dans nos pays privilégiés à y faire une carrière complète. La paupérisation s'installe aussi

doucement que sûrement. Le nombre de « sans statut social » et de sans-papiers augmente. Celui des personnes dormant dans la rue aussi.

- Enfin, l'Etat n'a pas de réelle concurrence. En d'autres termes, l'Etat et les fonctions qui l'animent sont loin d'avoir la pression de la rentabilité, de la concurrence et de la performance qui empêche les entreprises privées de faire trop longtemps trop de bêtises et les pousse à se remettre en question.

Cependant, l'Etat national et les institutions publiques internationales ont de réelles, nobles et importantes responsabilités à assumer efficacement.

Cette obligation morale et financière de performance repose sur le respect dû au citoyen qui assure la réalisation des programmes publics via les lourdes taxes et impôts qu'il paye.

Pour que les états reprennent leur place de gestionnaire efficace des intérêts collectifs du pays, deux conditions de base doivent être mises ou remises en place : le sens des responsabilités et la compétence. Et ce tant pour l'Etat dans son ensemble que pour chacun de ses représentants.

Une fois encore, (que pourrait-ce être d'autre ?), il s'agit fondamentalement d'abord d'une question d'éthique :

- Redonner à l'Etat son rôle de leader naturel du pays, fondé sur le profond respect du citoyen.
- Veiller à ce que chaque fonctionnaire s'en sente le représentant, avec les droits ET les devoirs que cela comporte.

- Diminuer très fortement ses frais de fonctionnement (l'équivalent des frais généraux pour une entreprise) afin de focaliser ses ressources sur la production d'une réelle valeur ajoutée utile pour le pays.

Personne ne se sent bien sans être productif, en d'autres termes sans être utile. Il en va de même pour chacun des fonctionnaires et politiques, ainsi que pour l'ensemble qu'ils forment et que l'on nomme l'Etat. Ceci est d'autant plus vrai que l'on sait (même si l'on tente de se voiler la face) la profonde utilité d'un Etat bien géré.

Redonner à l'Etat la conscience de son rôle et le lui faire jouer, c'est animer à nouveau chacun de ses acteurs de l'enthousiasme qui naît de l'utile et de l'éthique. C'est aussi redonner aux citoyens la confiance légitime dans ses élus et l'acceptation volontaire des nécessaires contributions fiscales.

Imaginez une charge fiscale diminuée d'un tiers, des institutions publiques efficaces animées par des fonctionnaires motivés et des citoyens fiers de la gestion de leur pays...

Et si on essayait de remettre cela en place ? Que du bonheur !

Le défi n'est pas mince. Il doit être relevé. Le contraire n'est plus tenable.

## – Chapitre 14 –

### Le paradoxe du chômage

En 1577, dans « De la République », un certain Jean Bodin écrivait très à propos : « Il ne faut jamais craindre qu'il y ait trop de sujets, trop de citoyens vu qu'il n'y a de richesse, ni force que d'hommes ».

Réfléchissez-y un instant. Cette déclaration ne peut être que vraie. Sauf bien entendu si l'on confond de façon extrêmement aveugle la fin et les moyens. Que cet aveuglement soit dû à une infirmité naturelle, une tare de naissance, au stress de la haute technologie, à la multiplication des règlements en tout genre, au manque d'organisation ou, qui sait, à la méchanceté volontaire d'une minorité peureuse et avide, peu importe. Aveuglement il y a.

- Il s'agit vraiment d'un paradoxe

Parmi les définitions que donne le Petit Robert du mot « paradoxe », il y a celles-ci : « Etre, chose, fait qui heurte le bon sens » mais aussi « Opinion qui va à l'encontre de l'opinion communément admise ».

Toujours selon le même Petit Robert, le chômage est le temps passé sans travailler, l'interruption de travail, mais aussi l'inactivité forcée due au manque de travail.

Alors pourquoi parler ici de paradoxe du chômage ?

D'une part :

1. L'humanité dans son ensemble compte un nombre incommensurable de besoins réels insatisfaits : alimentation, santé, logement, éducation, développement personnel, écologie...
2. Même dans les pays les plus développés, ces besoins insatisfaits sont légion.
3. La main d'œuvre et la technologie existent pour répondre à ces besoins. De plus, l'envie de contribuer à quelque chose d'utile anime tout être sain.

D'autre part :

1. Une partie de cette main d'œuvre est chroniquement inactive alors qu'elle aimerait ne pas l'être. (Et, soit dit en passant, une autre partie plus importante est mal occupée).
2. La technologie est loin d'être uniquement utilisée uniquement à des fins utiles.
3. Même dans les pays développés, la récession économique fait régulièrement son apparition sous une forme ou une autre.

Paradoxe n'est-il pas ? D'un côté, une myriade de choses à faire, de besoins insatisfaits, dont des besoins primaires de nourriture, de santé, d'éducation et de logement pour quelques milliards d'humains. De l'autre, une myriade de chômeurs dans le monde, autant de personnes pourtant suffisamment qualifiées pour être productives et répondre, chacun selon ses aptitudes, à ces besoins.

La croissance économique, quant à elle, se définit comme l'augmentation du volume ou de la valeur des activités de création de valeur (utiles si possible !).



Assez logiquement, il est donc bien paradoxal de souffrir de chômage et de manque de croissance alors que les besoins insatisfaits se pressent au portillon.

Le chômage est bien un problème mal posé. Peut-être la bonne question est-elle tout simplement : Qu'est-ce qui empêche le travail nécessaire d'être fait ?

- Quelques piliers du paradoxe du chômage

Un peu partout dans les pays développés, des hommes et des femmes en pleine force de l'âge, compétents, parfois même bardés de diplômes, passent leurs journées à attendre le lendemain, avec pour beaucoup seulement un espoir faible et décroissant d'être à nouveau utiles un jour. A l'autre bout, l'augmentation de la longévité aidant, des millions de retraités (ou préretraités) en forme et tout aussi qualifiés, riches d'une grande expérience, contraints de ne plus rien faire du tout. Le « droit à la retraite » s'est trop transformé en obligation de retraite, une condamnation à l'inutilité sociale, une mise au ban des « trop vieux » pour être encore reconnus d'une quelconque valeur aux yeux de la société et des proches.

Et puis, il y a aussi l'école et l'obligation de scolarité, la prolongation des études, la multiplication des diplômés de haut vol et toutes les pieuses et fondamentalement respectueuses intentions d'éduquer. Là aussi, les décalages et inadéquations sont légion. Trop de bourrage de crâne et pas assez d'éducation, la triste démotivation des étudiants, la séparation d'avec la « vraie » vie, la confusion entre « diplôme » et « compétence », l'absence de réelle formation. L'école s'est dans trop d'endroits départie du reste de la société, les valeurs n'y trouvent que rarement leur place, l'idée de contribuer un jour à la bonne marche du monde n'y est pour ainsi dire jamais évoquée. Il y a ceux qui réussissent à

terminer leur scolarité avec le diplôme qu'ils visaient. Il y a surtout les trop nombreux qui ratent.

Mais qu'ils réussissent ou non, la plupart des jeunes qui sortent de l'école n'ont jamais eu l'occasion d'apprendre l'essentiel : la force de l'enthousiasme et comment la réveiller en eux, l'envie de bien faire, de choisir par plaisir son instrument et de jouer au mieux sa partition dans le grand orchestre du monde. L'école n'apprend que rarement à réussir et à contribuer. Cela, on l'apprend ailleurs, et trop rares sont ceux qui y parviennent. Tout cela ne fait que grossir tôt ou tard les rangs des frustrés, dépressifs, chômeurs et assistés.

Au milieu, paradoxe éclatant, des millions d'entreprises de toutes les tailles, en concurrence de plus en plus serrée, manquant régulièrement de main d'œuvre, mais incapables d'en engager pour des raisons financières ou paperassières, s'évertuent à produire un peu moins bien pour être un peu moins cher des produits trop souvent inadaptés voire inutiles. Le goût du travail bien fait, la motivation d'être utile et de mériter sa paie fait défaut à trop d'étages. L'argent et la carrière occupent le premier rang. Le travail s'est dénaturé, mécanisé. La législation sociale (conçue initialement dans un louable souci de justice) a oublié sa raison d'être. Ainsi, dans certains pays, ne pas s'inscrire au chômage lorsque l'on est sans emploi fait perdre le droit aux « avantages sociaux ».

Dans le même temps, aux mêmes endroits, des milliers de gens, dans le fond de leur cœur, ne demandent qu'à sortir du chômage afin de restaurer leur dignité en contribuant à la satisfaction de réels besoins par la production de biens et services de qualité.

Le chômage s'est institutionnalisé, normalisé et politisé.

L'absurde n'en est pas à un exploit près dans notre monde. Le même illogisme flagrant se constate avec les « surplus » agricoles ou la production de lait. En Europe notamment, quelques millions d'agriculteurs produisent à grands renforts de subsides (ainsi que de pesticides et engrais chimiques nocifs en tous genres) des céréales et autres denrées alimentaires qui finiront trop souvent par être stockées longuement, voire parfois détruites. Dans le même temps, comme déjà souligné, quelques milliards d'individus ne mangent pas à leur faim. Qu'importe, la logique est sauve puisqu'on leur enverra à eux aussi quelques subsides (ainsi qu'un éventail de pesticides ...).

▪ Les sources du paradoxe

Contrairement à ce que, sciemment ou non, un nombre d'auteurs et de politiciens tentent bon an mal an d'expliquer, le chômage n'est pas un « machin » qui frappe soudainement ou sans raison une société pour y prendre une place plus ou moins grande selon les saisons. De plus, pour qu'un problème comme le chômage persiste aussi longtemps à autant d'endroits, la volonté de le restreindre et/ou la compétence pour y arriver doivent être faibles.

Parmi les sources principales du paradoxe :

1. L'esprit trop souvent tordu de l'Homme qui le pousse – sous pression – à l'égoïsme dévastateur, à l'appât du gain, donc à la compulsion de s'approprier autant que possible, en ce compris le travail des autres, au moindre coût. Je ne remets nullement en cause le fait que les plus entrepreneurs et la prise de risque – la compétence et sa mise en œuvre ainsi que d'autres indéniables qualités telles que le leadership – méritent une rémunération supérieure à la « moyenne ». Par contre, ici aussi, l'abus nuit en tout. Un échange éthique doit animer la relation entre le pourvoyeur de travail et celui qui le preste. De la même manière, entre les

impôts payés et les services publics rendus, un échange éthique doit être en place. Dès que l'équitable cesse peu ou prou de motiver la relation, la spirale descendante commence dangereusement avec sa tendance naturelle à s'accélérer au fil des justifications de toutes sortes.

2. Plus spécifiquement, dans nos pays, le coût exorbitant du travail. Très nombreuses sont en effet les entreprises petites ou grandes qui engageraient très volontiers de la main-d'œuvre (elles en manquent !), mais ne peuvent se le permettre à cause des coûts (autres que la rémunération) qui y sont liés : sécurité sociale bien entendu, mais aussi les coûteuses contraintes administratives, les inflexibilités de toutes sortes (la liste est trop longue, trop triste et trop connue pour qu'il soit nécessaire de la répéter ici). Pas question ici non plus de remettre en question l'utilité indéniable de la sécurité sociale... Mais l'abus nuit ici aussi. Dans le même temps, le même Etat dépense des fortunes en mauvaise gestion publique et... en indemnités de chômage.
3. Au niveau international, des différences énormes de compétence, de niveaux de rémunération, de protection sociale... sont autant d'incitants à jouer le jeu à grande échelle, à délocaliser, à faire produire ailleurs à moindre coût et avec bien moins de contraintes ce qu'ils pourraient faire chez eux. C'est bien là un signe de saine gestion. En effet, mais là encore, pour les friands d'abus, un énorme potentiel d'action. Petit exemple presque drôle parmi tant d'autres : on importe des haricots du Kenya. Aurait-on chez nous perdu le savoir-faire requis pour sa culture ?
4. Enfin, à force de rémunérer l'inactivité, pourquoi s'étonner que certains se demandent vraiment pourquoi se fatiguer à travailler ?

A tout cela, pas de solution magique, bien entendu. Le problème est complexe, tout le monde vous le dira. Cependant, ce n'est pas en se réfugiant derrière cette complexité pour prétendre que toute réelle solution est impossible que les choses vont s'améliorer. Ce n'est pas non plus en se focalisant sur le traitement plastique des conséquences, en éludant les causes, que les choses iront mieux.

En d'autres termes, le problème est profondément structurel et ce n'est pas en le traitant de manière répétitive et vaine comme un accident conjoncturel momentané qu'on le résoudra.

Et derrière cette structure qui ne s'est pas faite toute seule, il y a des hommes dont le sens de l'éthique doit être urgemment remis à niveau. Encore du travail en perspective !

Il y a aussi enfin – il faut le redire fort et haut – un grand nombre de femmes et d'hommes de très bonne volonté qui piétinent d'impatience et de frustration, et n'attendent pour agir que l'espace et le leadership pour le faire.



## – Chapitre 15 –

### **De la séparation d'avec Dieu au refus du divin**

Durant les deux derniers siècles, nos sociétés occidentales se sont progressivement et drastiquement séparées non seulement de Dieu, mais aussi de l'idée même du divin.

Selon moi (et la suite de ce chapitre n'a pour seule ambition que d'exposer mon point de vue sur cette question délicate), parmi les raisons majeures derrière cette métamorphose, il y en a deux qui dominent la scène :

1. La déception du manque de résultats probants de la croyance en Dieu ou de la confiance longtemps trop aveugle en ses représentants pas toujours fidèles.
2. Les promesses du progrès technique, de la science et du matérialisme.

La conjugaison de ces deux facteurs a provoqué pour une bonne part l'évincement de Dieu et de la spiritualité. « Dieu est mort ! », a dit Nietzsche. On le clame haut et fort depuis longtemps et pourtant la société d'hommes que nous sommes ne parvient pas à l'oublier vraiment.

Pourquoi ? Peut-être tout simplement parce qu'Il est vraiment par nature omniprésent, donc inoubliable. Parce qu'Il fait intrinsèquement partie de chacun d'entre nous.

Qu'a-t-il bien pu se passer pour en arriver à une telle confusion entre la fin et les moyens ?

L'histoire pourrait ressembler à la suivante. Pour l'une ou l'autre raison qui dépasse la plupart d'entre nous, des hommes et des femmes arrivent sur terre, il y a bien longtemps, sans l'avoir réellement choisi. Tombés du ciel, ils se retrouvent sur notre belle planète bleue à devoir survivre dans des conditions précaires, avec pour seul réel soutien un très vague et diffus souvenir de leurs origines célestes et plus glorieuses.

Forcés de s'adapter à leur nouvel environnement très contraignant, ils découvrent à tâtons comment se nourrir, se chauffer, se vêtir, se protéger des prédateurs, se soigner.

Dans le même temps, ils se tournent régulièrement et tout naturellement vers le ciel pour implorer la protection de leurs frères et pères d'en haut qui les ont abandonnés ici-bas. Et cette relation avec l'autre monde fait pleinement partie de leur quotidien. Rien de surnaturel là-dedans. La croyance est fondée sur une réciprocité relationnelle éprouvée.

Ils ont en gros compris que tant qu'ils respectaient les injonctions plus ou moins claires de ceux d'en haut, leur sort ici-bas avait une chance de s'améliorer sensiblement.

Peut-être même, ce faisant, ont-ils une chance d'échapper ainsi un jour à leur fatalité de Terriens pour retourner dans la dimension supérieure qu'ils sentent encore vibrer en eux sans pouvoir malheureusement en maîtriser l'accès.

Ils ont aussi compris que c'est là leur seule chance de réel salut et qu'il leur faut persévérer jusqu'au bout.



La vie humaine étant fort courte, face à une tâche d'aussi longue haleine, il convient de se reproduire pour assurer la pérennité de l'action (et aider en passant aux tâches du quotidien).

La population terrestre s'accroît en nombre et en diversité. Les besoins d'organisation aussi. La relation avec l'au-delà se fait plus floue, moins directe.

De temps à autre, un Messie apparaît, apportant effectivement la bonne parole. Plus ou moins talentueux, plus ou moins efficace, plus ou moins bien compris selon les cas, il laisse après son départ un monde plutôt meilleur, mieux inspiré et organisé pour s'en sortir un jour.

Lorsque son passage a été assez marquant (comme dans le cas successivement du Bouddhisme, du Christianisme et de l'Islam par exemple), il laisse aussi derrière lui une structure religieuse chargée de continuer son œuvre.

Cela redevient alors l'affaire des hommes qui, malgré la très bonne volonté de certains, restent globalement fort imparfaits.

Les religions ainsi créées voient le message originel de leur Messie se déformer peu à peu, d'abord insensiblement, puis bien plus drastiquement jusqu'à ne plus que très vaguement refléter l'intention de base.

Certains en passant comprennent aussi le pouvoir qu'il y a à gagner à se prétendre efficacement les représentants légitimes uniques de Dieu. Ce statut enviable permet en effet de décider de ce qui est bien et mal, donc des sanctions et récompenses.

Si les croyances fondées ont tendance à fortement unir (pour la bonne raison que nous sommes de fait unis), le doute quant à lui sépare.

Et plus l'état est grave dans lequel ils errent, plus ils sont nombreux dans cet état, plus le message vrai du Messie est déformé, plus l'homme se replie sur le peu qu'il lui semble encore véridique : lui.

Du même coup, il s'éloigne d'autant de la lumière et de la vérité qui pourraient le sauver. Un vrai traquenard. Mais il lui faut malgré tout survivre au quotidien. Son inventivité, mue par un mélange d'égoïsme et de restes d'altruisme, continue d'être en éveil. On se console comme on peut. Et il invente de tout. Tantôt pour se faciliter la vie (la paresse reste un moteur puissant), tantôt pour se défendre, conquérir, voire nuire sciemment par faiblesse, parfois aussi poussé par la trop rare envie de simplement bien faire, il crée des techniques de plus en plus sophistiquées. Il lui faut du temps, mais il avance : de guerre en guerre et de paix en paix. Pendant longtemps, la plupart gardent dans un coin de leur cœur que tout cela n'a pu se faire que grâce à Dieu dont ils gardent quelque compréhension intuitive.

Même si on le marchande et l'utilise à diverses sauces – pourvu qu'elles soient propices au pouvoir, à la sécurité ou au réconfort – le divin reste présent et globalement respecté.

Pendant des millénaires, pour survivre au quotidien, la lutte est dure et constante. Il faut se nourrir, se vêtir (un peu ou beaucoup selon les régions), veiller sur les enfants, les vieillards, se loger aussi. Et puis, il y a les autres, pas toujours bienveillants, qui attaquent pour se saisir du peu que l'on possède (ou que l'on attaque par représailles, ce qui leur donnera une raison de revenir pour

se venger). Au fil du temps, une minorité tend à mieux vivre que les autres : les seigneurs et autres autorités religieuses.

Hormis quelques marchands, il n'y a globalement pas de classe moyenne. Soit on fait partie des quelques gagnants, soit on trime toute sa vie (trop souvent très courte) juste pour s'assurer de quoi survivre en évitant les coups divers.

Globalement, la production est manuelle, qu'il s'agisse de l'agriculture, des meubles, des armes, des ustensiles de cuisine ou des charrettes. Le travail est abondant mais la paie est faible. Il faut beaucoup travailler pour vivre !

Arrive ensuite le moment, courant 19e siècle, où le progrès technique s'emballe positivement et où certains hommes, armés de machines de plus en plus performantes, développent une puissance personnelle telle qu'ils se déconnectent de la vie qui les a fait grandir.

Certains s'enivrent de puissance industrielle ou financière, d'autres de l'ambition de tuer Dieu une fois pour toutes afin de n'avoir, espèrent-ils, plus de comptes à rendre à personne. Le raisonnement global devient en tout cas profondément factuel, matérialiste et scientifique.

On en arrive notamment à croire que si une chose ne peut être démontrée, elle n'est tout simplement pas vraie. Scientifique devient synonyme de vérifiable, puis, par glissements successifs, de vrai (même si parfois rien n'a été vérifié).

Le méconnu, l'inconnu et certainement l'inconnaissable sont classés au rang des balivernes.

L'Homme sait tout. Et ce qu'il ne sait pas, et qui en vaut la peine, il est persuadé qu'il va le découvrir bientôt.

Rien de tel que quelques bonnes certitudes bien ancrées pour se couper de la vie.

Confondant ainsi la fin et les moyens, l'Homme se retrouve éminemment seul, loin des autres, entouré des gadgets les plus divers, contraint à s'agiter sans arrêt pour les produire et les payer.

Bercé par l'illusion de sa prison dorée qu'il veut toujours plus étincelante (et dont il refuse de voir les barreaux), il s'éreinte à faire pour avoir toujours plus et il en oublie d'être.

Aveuglé, déconnecté du ciel et de la terre, l'Homme se sent mal. Il convient qu'il se réinvente.

## – Chapitre 16 –

### **L'obsolescence programmée et le manque de créativité**

Un concept dont les balbutiements datent des années 1920, (donc du début de la production en masse qui eut aussi l'avantage de rendre bien des produits plus abordables) : celui d'obsolescence (à savoir le fait d'être périmé) programmée.

Le premier livre sur l'obsolescence programmée est probablement « The waste makers », publié en 1960 et écrit par Vance Packard, un journaliste américain.

Il s'agit donc, pour des producteurs, de veiller à ce que leurs produits meurent prématurément, ou doivent être remplacés avant l'heure, pour l'une ou l'autre raison.

Parmi ces « raisons » et leurs multiples déclinaisons :

- Obsolescence technique : l'ordinateur dont la technologie (les standards, les pièces de rechange...) change si vite qu'on doit en acheter un nouveau, même si la partie qui a vraiment changé est minuscule.
- Obsolescence économique : le coût de réparation ou d'entretien est trop élevé par rapport au prix d'achat d'un nouveau modèle. Pourquoi même penser à réparer son téléphone portable alors qu'on peut en acheter un nouveau, avec plein de fonctions nouvelles (et superflues pour beaucoup) pour 29 euros ? Dans beaucoup de cas, il a de toute façon été conçu pour être irréparable.

- Obsolescence du look : mode vestimentaire changeante, design du téléphone portable ou de l'ordinateur, voire de la voiture, de l'équipement moto... et de plein d'autres choses qui pourraient faire sourire les collègues et voisins.
- Obsolescence « lifestyle » : le marketing et la publicité qu'il génère a conditionné la majorité d'entre nous – USA, Japon, Australie, Europe... – à associer abusivement surconsommation et bien-être. Et le même modèle semble faire bien des émules dans les économies dites émergentes : Chine, Inde, Brésil...

Ceci ne signifie pas qu'il existerait un immense complot de l'ensemble des industriels au niveau planétaire – même s'il y a plus que probablement des ententes plus ou moins tacites dans différents secteurs – mais plutôt une économie qui est devenue extrêmement efficace pour ce qui est de la production de biens à des prix très bas, avec une concurrence forte entre producteurs et des consommateurs exigeants en matière de prix, de nouveauté et de qualité.

Très certainement, au dessus de tout ça, un état d'esprit aberré, une façon de vivre, aussi biscornue que plus ou moins inconsciemment bien ancrée, fondée sur l'idée que plus égal mieux et que croissance égal progrès quels que soient le gaspillage et les dégâts écologiques.

Ici non plus, il n'y a pas que des méchants d'un côté et des gentils de l'autre, mais une logique de production et de commercialisation qui s'est imposée peu à peu avec succès depuis des décennies et qui a très certainement fait son temps.

Pour ce qui est des gentils, on constate par exemple que pour bon nombre de biens industriels, les exigences de qualité ainsi que les rapports de force entre clients et fournisseurs sont tels que cette obsolescence n'est pas un problème pour beaucoup de machines par exemple : leur entretien est aisé et elles sont faites pour durer. Autre exemple : les camions qui sont conçus pour rouler un million de kilomètres avant d'être revendus sur le marché de l'occasion. Pourquoi alors ne pas avoir des voitures qui durent aussi longtemps ? Parmi les « raisons », je suppose que la guerre des prix l'a emporté sur la guerre de la qualité.

S'il existait encore en 2010 dans une caserne de pompiers de Californie une ampoule électrique brûlant depuis 1901, ce n'est pas un accident, mais bien parce qu'elle a été conçue pour rayonner pendant un siècle. Pour l'anecdote, environ 800 personnes étaient présentes pour la célébration de son centenaire !

La première ampoule d'Edison avait une durée de vie estimée à 1500 heures. En 1924, il était courant qu'une durée de vie de 2500 heures soit mise en avant. Il semble que ce soit cette même année que le premier cartel, Phoebus, fut secrètement formé dans le but notamment de réduire cette longévité à 1000 heures afin de soutenir les ventes. Des amendes étaient prévues pour les éventuels réfractaires. En 1942, le cartel fut découvert (et condamné 11 ans plus tard seulement), mais les ampoules continuèrent de vivre 1000 heures environ. D'autres brevets ont été déposés, en ce compris pour une lampe pouvant briller 100.000 heures, une invention lumineuse qui n'arriva curieusement jamais sur le marché.

La même histoire arriva au bas nylon par exemple dont la résistance est bien inférieure aujourd'hui que lorsque DuPont lança ses modèles révolutionnaires il y a plus de 50 ans.

Et il paraît que certaines imprimantes comprennent une puce qui en régit la durée de vie en la limitant à X milliers d'impressions, moment où l'imprimante se bloque mystérieusement. Le programme pour déprogrammer cette puce serait disponible sur internet.

▪ Nous finirons par payer nos erreurs de calcul

« Où est l'éthique quand on conçoit un produit pour qu'il tombe en panne ? », nous demande la présentatrice d'un très intéressant reportage sur l'obsolescence programmée disponible sur You Tube. Imaginer un dentiste qui, volontairement, veille à ne pas nettoyer convenablement la carie avant de vous mettre le plombage afin d'avoir le plaisir de vous revoir quelques mois plus tard. Je doute que cela fasse partie de son cours de déontologie.

Il est illusoire de croire que le modèle actuel de surconsommation aux prix les plus bas possibles prend en compte l'ensemble des coûts réels de production. Si ces coûts réels – notamment ceux du recyclage et du transport – étaient payés par les producteurs et les consommateurs à un tarif réellement « fair trade », un tel prix serait impossible.

Selon Serge Latouche, économiste de la décroissance et professeur émérite d'université, si l'on prenait en compte tous les coûts (environnementaux...) générés par le transport, le prix du kilomètre devrait être multiplié par 20 ou 30, ce qui changerait pas mal de pratiques.



Ces coûts réels sont aujourd'hui supportés par la collectivité et par Mère Nature. Bien des déchets électroniques par exemple sont ainsi déversés en Afrique, au Ghana notamment, en étant déclarés comme des articles d'occasion afin de contourner la législation internationale qui interdit de telles pratiques. Plus important encore, l'accélération de l'épuisement d'un nombre croissant de ressources naturelles dont la réalité et les conséquences n'ont pas encore été intégrés dans notre logique de production.

Notre modèle actuel et l'illusion qui lui sert de fondation ne pourront plus durer bien longtemps pour des raisons littéralement naturelles, donc écologiques.

Et puis aussi, le point de vue du comportement, du style de vie, de l'éthique : pourquoi continuer de croire que nous pourrions longtemps encore vivre d'un système qui pousse à emprunter de l'argent pour acheter des produits et services dont nous n'avons que marginalement ou pas du tout besoin ? Par définition, cela ne peut pas durer. Ceci s'applique aussi bien aux individus qu'aux pays, comme les dernières décennies nous le montrent à loisir.

- Le manque de créativité

Il est faux de croire, comme certains persistent à le prétendre, que sans obsolescence programmée une énorme quantité d'emplois disparaîtrait, donc que la situation économique empirerait abruptement. Selon cette hypothèse, nous serions condamnés à consommer toujours plus.

Il est également faux et illusoire de croire que les générations futures – dont nos enfants – nous pardonneront d'avoir gaspillé aussi ostensiblement autant de ressources naturelles. Ils ne comprendront pas non plus quelle satisfaction nous pouvions avoir de consommer autant ou d'avoir laissé dépendre notre identité

des produits que nous possédions – pas plus que nous ne comprenons le plaisir qu'aient pu avoir certains seigneurs des décadences passées à se goinfrer, au point de devoir vomir, avant de se remettre à manger de plus belle.

Et pourtant, faire fructifier l'économie, répondre aux besoins, n'est pas incompatible du tout avec le respect de l'environnement. Derrière tout cela, il y a surtout un grand manque d'imagination qui empêche la société que nous sommes de casser ce paradigme et d'établir de nouvelles fondations.

Notre modèle actuel est bâti sur la consommation, les possessions, l'avoir... L'hypothèse de travail officielle, l'axiome, est que cela rendra bien entendu heureux. Or, l'évidence est de plus en plus flagrante : dès qu'un certain niveau de confort matériel est atteint, ce n'est pas la quantité de possessions supplémentaires qui apportent davantage de bonheur, mais bien la qualité de vie. Ce n'est plus le bien-avoir, mais le bien-être. Et là, il n'y a pas de limites ni de coût écologique ou presque. Le potentiel de croissance du bien-être est quasi infini.

De plus, même si l'on considère la notion de croissance dans le sens économique traditionnel du terme, l'équation peut être révisée aisément pourvu qu'un peu de bon vouloir et de créativité s'en mêlent.

Pour qu'il y ait croissance économique, il suffit qu'il y ait augmentation du PIB (produit intérieur brut) calculé à prix constant pour en soustraire l'inflation. Cette croissance implique donc la production d'une quantité supplémentaire de biens et de services, ce qui est supposé faire reculer la pauvreté et augmenter le niveau de vie, lui-même associé abusivement au bien-être. Selon cette logique qui, répétons-le, a fait son temps, plus égal mieux.

Eh bien, même de ce point de vue là, il y a au moins trois bonnes nouvelles :

- Tout d'abord, plus n'égalise pas mieux. Nous pouvons donc vivre tout aussi bien, voire mieux, sans devoir nous casser les méninges à produire plus.
  
- D'autre part, il reste une foultitude de besoins insatisfaits autour desquels une nouvelle vision économique pourrait se structurer et fructifier. Pensez à l'éducation, à l'expression artistique, au développement spirituel... Mais aussi au développement de technologies propres et de l'agriculture bio, au nettoyage de la planète...
  
- Et enfin, l'argent qui est la source de bien des soucis pourrait être remplacé par d'autres moyens pour pas mal de transactions. L'argent comme mesure du succès privilégié et comme moyen d'échange quasi unique a fait son temps. La complexité du système financier qu'il a générée pas à pas au fil des siècles et, plus récemment, de façon exponentielle a atteint son paroxysme et a son avenir derrière elle. Le temps est venu de revenir à des façons beaucoup plus simples d'échanger les biens et les services : le troc par exemple.

Mais, plus important encore, la croissance économique telle que nous la concevons aujourd'hui n'est absolument pas une obligation incontournable, un destin auquel nous ne pourrions nous soustraire. Décider de se focaliser sur la qualité de vie plutôt que sur la quantité des possessions est un changement de point de vue indispensable tant au niveau des individus/consommateurs que des nations.

En dehors même des impératifs écologiques, ceci est d'autant plus vrai que, paradoxalement aujourd'hui, les consommateurs que nous sommes dépensent beaucoup pour des biens et services dont ils ne retirent aucune réelle satisfaction tout en souffrant d'un nombre croissant de frustrations en termes de bien-être.

Continuer d'entretenir notre logique économique actuelle alors qu'elle est épuisée ne pourra se faire que pour un temps et à coup de subsides de plus en plus massifs (augmentation des dettes personnelles et nationales, faire tourner la planche à billets...). Pendant ce temps d'aveuglement, l'addition s'alourdira et la chute n'en deviendra que plus pénible.

Toute une nouvelle économie et une croissance réelle et heureuse pourraient assez aisément se développer pourvu que la volonté y soit et que la créativité s'y mette davantage encore.

## – Chapitre 17 –

### **Malbouffe, Monsanto et OGM – L’art de se planter**

Qui n’aime pas bien manger ? C’est plutôt un signe de bonne santé. Cela ne veut pas dire avaler n’importe quoi en trop grandes quantités, mais simplement prendre plaisir à se nourrir, si possible en compagnie de gens que l’on apprécie. Et si Mère Nature a fait de l’appétit une fonction naturelle et de la bonne chère un plaisir, c’est parce qu’il importe vraiment que notre corps reçoivent les quantités requises des différents types de nutriments aux bons moments et dans le respect des normes de qualité.

Il y a bien sûr une certaine tolérance. Un peu trop de vin, de viande rouge, de sel sur ses frites, de sucre ou de chocolat de temps en temps rend la vie de certains plus douce. Mais l’abus nuit en tout et semble faire disparaître le plaisir en transformant la chose en intoxication contraignante et malsaine.

L’abus nuit aussi en matière de qualité et il y a depuis une quinzaine d’années un débat important sur ce que l’on appelle les OGM : les Organismes Génétiquement Modifiés.

#### ▪ Qu’entend-t-on par OGM ?

Tout le monde en a au moins entendu parler, mais qui sait ce que sont vraiment ces organismes génétiquement modifiés ?

Depuis les milliers d’années que l’Homme élève des animaux et cultivent des plantes, une sélection plus ou moins intentionnelle s’est opérée. Une des motivations a été d’obtenir de meilleurs rendements en privilégiant les plus

grosses graines, les meilleurs goûts, les pépins les plus petits, les fruits les plus appétissants... De plus, qui dit Vie dit changement et des mutations génétiques spontanées ont lieu en permanence qu'il s'agisse des plantes, des animaux ou des êtres humains.

Le croisement de deux variétés de plantes ou d'espèces d'animaux peut se produire naturellement tout comme il peut être orchestré par l'Homme – on appelle cela l'hybridation : la fécondation croisée de l'ovule d'une plante par du pollen d'une autre plante. Au fil des siècles, les exemples en furent nombreux afin d'augmenter la productivité, d'améliorer le goût, d'adapter davantage la plante au terroir...

Ce qui est très récent par contre, c'est la création et l'utilisation par l'Homme de techniques de modification du patrimoine génétique permettant de créer des espèces végétales ou animales avec de nouvelles propriétés et qui n'auraient jamais vu spontanément le jour dans la nature. C'est ce que l'on entend par OGM.

Ce qui est également très nouveau, c'est l'idée de s'approprier des espèces animales ou végétales en brevetant le produit de ces manipulations génétiques.

Enfin, avec les OGM, un autre changement majeur est l'intention clairement exprimée de remplacer d'une façon ou d'une autre les organismes naturels – végétaux et animaux que Mère Nature met gracieusement à la disposition de tous – par ces organismes génétiquement modifiés et de les protéger comme des inventions par des brevets voulus incontournables et payants.

Notons que des animaux transgéniques sont pour le moment plus difficiles à obtenir, même si les recherches vont bon train pour obtenir un poulet à quatre cuisses ou des porcs à quatre jambons, donc plus rentables !

La prochaine étape pourrait-elle être des humains transgéniques ? Des hommes toujours paisibles, des femmes toujours charmantes, des enfants toujours obéissants ?

Les preuves s'accumulent plus qu'abondamment depuis plusieurs décennies maintenant sur les nuisances des OGM – Organismes Génétiquement Modifiés – tant sur la santé des consommateurs que sur l'environnement et la sérénité du monde agricole. Et qui parle d'OGM, parle de Monsanto, leader incontesté...

- Quelques mots sur Monsanto

Je savais peu de cette très grande entreprise sinon qu'une de mes amies d'université y avait débuté sa vie professionnelle. Et puis, récemment, j'en ai entendu dire beaucoup de mal. Curieux de nature, je me suis donc renseigné plus avant. La principale chose qui m'ait frappé est la grosse différence entre ce que la firme Monsanto dit d'elle-même et ce qu'un nombre important de détracteurs affirment avec véhémence et, semble-t-il, preuves à l'appui.

Commençons par les présentations générales. Tout d'abord, pour 2011, Monsanto, c'est 21.000 employés, une présence dans 66 pays et un chiffre d'affaires d'environ 12 milliards de dollars.

Sur son site français, la firme dit ceci : « Monsanto Company est une société relativement nouvelle. Bien que son nom et son histoire soient partagés avec ceux d'une compagnie créée en 1901, le Monsanto d'aujourd'hui est

exclusivement dédié à l'agriculture et aux agriculteurs du monde entier, qui ont pour mission de nourrir, habiller, et fournir de l'énergie à une population toujours croissante. Monsanto donc est une compagnie à vocation exclusivement agricole. (...) Monsanto est une société consacrée à l'agriculture. Nos innovations et notre technologie aident les agriculteurs du monde entier à produire plus en préservant plus. Nous aidons les agriculteurs à réussir de manière durable, en produisant une alimentation humaine et animale plus saine et des fibres textiles, tout en réduisant l'impact sur notre environnement. »

Sur ce même site, on peut lire que les valeurs de l'entreprise sont : intégrité, dialogue, transparence, partage, utilité, respect, s'impliquer pour atteindre les résultats, créer un espace de travail épanouissant. Rien que du bon !

Ensuite, il y a ce que les diverses sources détractrices indépendantes et particulièrement abondantes en disent sur un ton d'accord plutôt surprenant. Monsanto est en effet sur le podium des entreprises les plus controversées de l'histoire industrielle et se retrouve peut-être dans le Guinness Book pour le nombre de procès accumulés pour la toxicité de ses produits.

Monsanto se présente néanmoins aujourd'hui en nuances de vert : une entreprise convertie aux sciences de la vie et au développement durable.

Dans le même temps, les enquêtes et actions en justice continuent de fleurir naturellement contre Monsanto, que ce soit contre ses produits chimiques, ses OGM ou – assez curieusement – ses méthodes de lobbying et une tendance, selon certains, à falsifier les résultats d'enquêtes supposées scientifiques.



L'hormone de croissance bovine par exemple : injectée pour augmenter la production de lait des vaches de 20 % et commercialisé sous le nom de Posilac depuis 1994. Il semble que son approbation par la FDA (Food and Drug Administration) ait été facilitée par la suppression de quelques données clés sur les effets secondaires pour les consommateurs (augmentation des risques de cancer, perturbation des hormones sexuelles, QI réduit pour les enfants naissant de femmes avec un taux élevé de PCB, thyroïde au fonctionnement réduit...), ainsi que pour les vaches (inflammations des mamelles, graves problèmes de reproduction...). Ceci rend nécessaire de traiter ces mêmes vaches à l'aide d'antibiotiques qui se retrouvent ensuite dans le lait. Cette hormone de croissance Posilac fut largement controversée à partir de 2008 tant dans l'Union européenne qu'en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Canada au point d'y finir interdite. Les éleveurs américains jouissent toujours de la liberté de l'injecter à loisir.

Malgré un savoir-faire reconnu en matière de relations publiques, Monsanto n'a pas que des émules.

- Monsanto et les PCB

Créée en 1901 par John Francis Queeny dans le Missouri aux USA, Monsanto fut d'abord une des plus grandes compagnies chimiques du 20ème siècle. Parmi ses produits vedettes depuis 1930 environ, les célèbrissimes PCB (une grande famille de composés aromatiques) : des isolants électriques et conducteurs thermiques pratiquement ininflammables. Notamment utilisé pour la fabrication de condensateurs, de transformateurs électriques, d'isolateurs dans des environnements à très haute tension, mais aussi comme fluide caloporteur dans les environnements à risque d'incendie, ou encore comme fluide hydraulique là où existent des contraintes thermiques, les PCB furent aussi utilisés comme

additifs d'huile ou de produits de soudure, ainsi que dans des peintures, des adhésifs...

Comme les PCB sont peu solubles dans l'eau et surtout véhiculés par l'eau, ils se retrouvent rapidement stockés dans les sédiments. D'autre part, comme ils sont liposolubles – à savoir solubles dans les graisses – ils se concentrent aisément dans la biomasse. On en retrouve dans l'air comme sur les feuillages : l'alimentation est ainsi de loin la première source d'exposition aux PCB et ce principalement via le poisson, les œufs, les produits laitiers et la viande.

Utilisé en quantités massives de 1930 aux années 1970, leur production fut arrêtée au début des années 1980, une décision de l'industrie elle-même. En 1985, l'Union européenne interdit la production et la vente des PCB et des entreprises spécialisées agréées doivent veiller à leur destruction contrôlée (les PCB sont malheureusement difficilement biodégradables).

Parmi les affaires portées en justice, citons les 20.000 habitants d'Anniston (Alabama) qui portèrent plainte contre les ravages environnementaux et les graves problèmes de santé générés par le site de Monsanto. Après une longue procédure, la firme et sa filiale Solutia Inc. furent condamnés en 2001 à payer 700 millions de dollars pour indemniser les victimes du PCB, décontaminer le site et construire un hôpital spécialisé. Néanmoins, aucun dirigeant de la firme ne fut poursuivi. Il est rare en effet aux USA que des cadres soient pénalement responsables. D'autres exemples similaires sont largement disponibles sur internet notamment.

Parmi les points saillants de leur passif, soulignons que les PCB sont très fortement suspects d'être cancérigènes ainsi qu'à la base de problèmes de fertilité, de maux de tête, d'irritation des voies respiratoires...

Tout indique que Monsanto préféra mettre l'accent sur le profit plutôt que sur les effets secondaires du PCB dont ils avaient parfaitement conscience. Un document interne précise : « We can't afford to lose one dollar of business », à savoir « Nous ne pouvons nous permettre de perdre un dollar de vente » (cité dans le film « Le monde selon Monsanto » – voir bibliographie). Pas que du bon !

- Monsanto et l'agent orange

Qu'est-ce que l'agent orange ? Un défoliant, contenant de la dioxine, créé par Monsanto qui fut tout d'abord utilisé intensivement dans l'agriculture durant les années 1960 alors que l'on n'en soupçonnait probablement pas toute la toxicité. Son nom provient des bandes oranges figurant sur ses fûts.

De 1961 à 1971, l'agent orange fut aussi très abondamment épandu sur le Sud-Vietnam afin de défolier les forêts et d'empêcher les maquisards vietnamiens de s'y cacher, mais aussi pour détruire les récoltes, empoisonner l'eau et élaguer les environs des bases militaires américaines pour des raisons de sécurité. L'estimation est que 80 millions de litres de défoliants toxiques ont été ainsi répandus, dont l'agent orange a représenté 60 %.

Plus de 300 villages ont été contaminés et l'on estime à 400.000 hectares la quantité de terres agricoles contaminées. Selon l'ONU, tel qu'écrit dans le « Courrier de l'Unesco » de mai 2000, 20 % des forêts sud-vietnamiennes ont été détruites. Un désastre sanitaire et écologique surréaliste.

Parmi les victimes, beaucoup de Vietnamiens bien entendu, mais également des vétérans US qui, après avoir poursuivi sans succès l'état américain, se sont retourné contre Monsanto qui refusa tout d'abord d'indemniser les victimes. Depuis, différentes compensations ont été versées, notamment 62 millions de dollars à des vétérans sud-coréens par Monsanto et Dow Chemical.

Cela ne compensera jamais les cancers et les malformations congénitales qui continuent aujourd'hui encore de rappeler cette guerre.

▪ Monsanto et le Roundup

C'est aux environs des années 1840 que le chimiste et professeur allemand Justus von Liebig crée les premiers engrais dits chimiques (tous les engrais sont en fait chimiques puisque l'absorption des éléments nutritifs par les plantes est un phénomène chimique).

Il y a tout d'abord les engrais que nous fournit gracieusement Mère Nature, comme le fumier. Et puis ceux produits industriellement (par synthèse chimique par exemple) – dont l'origine remonte donc au 19<sup>e</sup> siècle – et qui, depuis leur lancement, ne se font pas que des amis.

Dans l'histoire plus récente, il y a le Roundup : un herbicide total lancé en 1974 par Monsanto avec un succès gigantesque (environ neuf millions de litres vendus par an à travers le monde), notamment parce que son promoteur a toujours affirmé qu'il était biodégradable et favorable à l'environnement.

Pourquoi la firme Monsanto a-t-elle alors été condamnée deux fois pour publicité mensongère (à New-York en 1996 et en France en 2011) ? La mention « biodégradable » fut ainsi récemment enlevée des bidons.

Bien des études on ne peut plus scientifiques semblent démontrer la toxicité du Roundup, dont celle du professeur Robert Bellé (CNRS – France) – « Le Roundup et les mécanismes moléculaires à l’origine des cancers » – qui explique en quoi ce produit induit les premières étapes qui conduisent au cancer.

Il y a aussi l’étude menée par Gilles Eric Seralini, biochimiste de l’université de Caen, qui montre que le principe actif du Roundup peut tuer des cellules humaines, même à des doses infinitésimales. Il souligne également, entre autres, les nuisances causées à la vie aquatique des rivières dans lesquelles s’écoule le fameux produit.

Parmi les autres blessures constatées : l’érosion et l’asphyxie des sols, la monoculture qui vide le sol de sa diversité, donc de sa richesse, et une dépendance malsaine des exploitants agricoles vis-à-vis de Monsanto.

De plus, sa toxicité pour l’agriculteur n’est pas contestée puisque, lors de l’épandage, il lui faut porter une tenue complète imperméable, des gants, un masque... Il semblerait étonnant que les plantes sur lesquelles le Roundup est répandu en ressortent indemnes et que leurs consommateurs n’aient rien à craindre (là, c’est juste mon bon sens qui s’exprime).

Fort heureusement, la reconnaissance de la toxicité du Roundup remporte un succès grandissant.

Enfin, Mère Nature s'est également rebellée en développant des mauvaises herbes qui lui résistent. Une plante sauvage comme l'adventice est ainsi devenue bien plus résistante aux désherbants après avoir partagé le voisinage des OGM.

Néanmoins, comme on dit en langage business, « a problem is an opportunity ». Monsanto a reconnu le problème et l'a transformé en opportunité en mettant en place un système de primes pour prendre en charge le coût de l'épandage d'herbicide supplémentaire. Une petite compensation pour entretenir une logique grandiose : l'utilisation de produits chimiques ne peut aller qu'en s'accroissant !

▪ Quelques dates et chiffres concernant les OGM et Monsanto

- 1969 : Monsanto lance le Lasso, désherbant sélectif du maïs.
- 1972 : la Convention de l'UNESCO déclare les ressources génétiques végétales parties du « patrimoine commun de l'humanité ».
- 1974 : homologation de l'herbicide foliaire non sélectif Roundup, un produit de Monsanto.
- 1980 : première mondiale avec l'admission par la Cour Suprême des Etats-Unis du principe de brevetabilité du vivant.
- 1982 : le gène de l'hormone de croissance d'un rat a été transféré à une souris qui devient géante : le premier animal génétiquement modifié.
- 1983 : premier végétal – un plant de tabac – génétiquement modifié pour résister à un antibiotique.
- 1985 : un plant de tabac est génétiquement modifié avec succès pour résister à un insecte.
- 1992 : l'Union européenne accorde un brevet pour la création d'une souris transgénique.

- 1993 : l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) lance le très important principe d'équivalence en substance signifiant qu'un aliment ou un composé alimentaire essentiellement semblable à un aliment ou à un composé alimentaire existant peut être traité de la même manière en ce qui concerne la santé et la sécurité. Appliqué notamment par la FDA (Food and Drug Administration américaine), cela permet de déclarer l'innocuité d'OGM.
- 1993 : MONSANTO lance le Roundup Bioforce, formulation prête à l'emploi et non classée sur le plan toxicologique.
- 1995-1996 : Monsanto est autorisé à lancer trois OGM aux USA, à savoir le soja « Roundup Ready » (qui résiste à son herbicide non sélectif Roundup), le maïs « Yield Gard » et le coton « Bollgard ».
- Dans le même temps, Greenpeace réagit avec une campagne internationale contre les OGM, leur commercialisation dans l'alimentation et leur dissémination dans l'environnement.
- 1998 : adoption par l'Europe d'une directive fondamentale stipulant que les inventions sur des animaux et des végétaux, de même que les séquences sur les gènes, sont brevetables.
- 2004 : environ 81 millions d'hectares sont consacrés aux OGM.
- 2011 : la revue américaine Science relate la création de poulets génétiquement modifiés pour inhiber l'activité de la grippe aviaire (ce qui veut dire relatif aux oiseaux).
- 2011 : environ 160 millions d'hectares d'OGM répartis dans le monde, soit 12 millions de plus qu'en 2010.
- 2011 : selon un rapport de l'ISAAA (International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications – Service International pour l'Acquisition d'Applications Agricoles Biotechnologiques), la hausse

est de 26 % en Europe par rapport à 2010 – avec un total de 114.490 hectares (dont 85 % en Espagne).

- 2011 : Les Amis de la Terre Europe soulignent avec plaisir que seulement 0,1 % des terres arables européennes ont servi la cause OGM alors que 4 % ont été dévoué à l’agriculture biologique.
- 2012 : environ 90 % de la superficie totale d’OGM cultivée dans le monde l’est dans seulement cinq pays – USA (43 %), Brésil (19 %), Argentine (15 %), Inde (7 %), Canada (6 %).
- 2012 : les cultures OGM concernent environ 17 millions d’agriculteurs dont 90 % vivent dans des pays en voie de développement avec peu de ressources.
- 2012 : en tête de file des cultures OGM, le soja qui sert beaucoup à l’alimentation du bétail (47 %), le maïs (32 %), le coton (15 %) et le colza (5 %).
- 18 mars 2012 : le gouvernement français prend un arrêté contre la mise en culture de l’OGM de maïs MON810 produit par Monsanto...
- 4 avril 2012 : pour non respect de la loi sur les variétés, le tribunal de l’état du Rio Grande do Sul au Brésil ordonne à Monsanto de suspendre la collecte des redevances sur les OGM de soja, ainsi que de rembourser les frais de licence payés depuis la campagne culturelle 2003/2004. Soit plus de six milliards d’euros pour plus de cinq millions de paysans. Une pénalité de 400.000 euros par jour est prévue en cas de non respect du jugement.
- 27 juin 2012 : Monsanto annonce un bénéfice trimestriel de 937 millions de dollars – une hausse de 35 % – ainsi qu’une augmentation de 17 % de son chiffre d’affaires.
- 22 août 2012 : au Brésil, un tribunal de Porto Alegre condamne Monsanto à payer une amende de 250.000 dollars pour publicité



mensongère sur le soja transgénique : « ...publicité abusive et mensongère en faisant l'éloge d'un produit (soja transgénique) dont la vente était interdite au Brésil et n'a pas dit que ses prétendus bénéfices étaient remis en question par la communauté scientifique. »

- 19 septembre 2012 : publication des résultats de l'étude du Professeur français Gilles-Eric Séralini et de ses collègues : même à faible dose, la consommation de maïs NK603 augmente les risques de cancer ainsi que le taux de mortalité chez les rats. La controverse fait rage...
- 22 octobre 2012 : L'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) et le Haut conseil des biotechnologies (HCB) annoncent que les conclusions de l'étude du Professeur Séralini ne justifient pas une interdiction du NK603 ou de l'herbicide Roundup. Dans un communiqué de presse, le gouvernement assure «il n'y a donc pas lieu de revenir sur les autorisations accordées au maïs NK603 et à l'herbicide Roundup»...

Certains de ces chiffres sont à considérer comme des ordres de grandeur et non comme des mesures précises. En effet, mis à part les Etats-Unis et quelques pays d'Europe, très peu de pays tiennent une comptabilité exacte des terres cultivées avec des OGM.

La tendance à la forte hausse reste cependant claire et le marché potentiel se chiffre en centaines de milliards de dollars : de quoi motiver l'industrie concernée et oublier parfois quelques soucis éthiques ou sanitaires.

- OGM – Enjeux éthiques, sanitaires et financiers

Nous sommes à un tournant dans l'histoire de la vie sur terre, une planète où le Mal et le Bien ont toujours eu fort à faire avec l'autre. A la liste déjà trop longue des menaces sont venus s'ajouter les OGM – la mainmise sur l'alimentation tant

du point de vue qualitatif que quantitatif – afin d’asseoir davantage encore la domination de quelques psychotiques dans une guerre commerciale et financière sans fin.

Pour ceux que les intrigues intéressent, il y a l’achat en 2010 de 500.000 actions Monsanto par la Fondation Bill & Melinda Gates pour la somme de 23 millions de dollars. Cette fondation gère un capital de plusieurs dizaines de milliards de dollars pour financer des projets philanthropiques... Un terme à redevenir probablement.

Il pourrait aussi y avoir un lien entre la conclusion de l’étude conduite pendant deux ans sur les pommes de terre transgéniques par le professeur Arpad Pusztai en Grande-Bretagne, les réponses un peu trop franches qu’il donna lors d’une interview à la BBC en 1998 et son licenciement, ainsi que celui de son équipe, juste après celle-ci.

Déjà en 1994, l’activiste et chercheuse américaine Susan Wright – Ph.D Harvard University – soulignait que : « Quand le génie génétique a été perçu comme une opportunité d’investissement, il s’est produit une adaptation des normes et des pratiques scientifiques au standard des entreprises. L’éveil du génie génétique coïncide avec l’émergence d’une nouvelle éthique, radicalement définie par le commerce. »

Lorsque les OGM furent lancés, la Food and Drug Administration décida de les traiter comme les autres plantes – une décision reposant bien davantage sur des pressions politiques que sur des faits scientifiques qui auraient clairement mis en avant la nécessité impérative de regarder plus loin que le bout de son nez. Beaucoup de blé était en jeu.

Comme leur nom l'indique, les OGM sont des organismes modifiés. Et ils l'ont été par l'Homme. Personne ne sait au juste aujourd'hui quels en sont les effets ni comment ils pourraient évoluer. Par définition, nul ne peut d'ailleurs prétendre connaître les évolutions possibles d'un système évolutif par nature. Seule une recherche réellement indépendante permettrait d'aborder la question sous un angle rassurant.

Les enjeux sont aujourd'hui d'envergure planétaire. Un flou artistique continue cependant de régner : méconnaissance de l'impact réel des OGM sur la santé, réglementations très variables selon les pays, pression contractuelle sur les exploitants agricoles, multiplication hors contrôle réel du nombre de plantes OGM et d'aliments transformés à base d'OGM (farines, huiles...). Mais aussi – question essentielle – la progression de la brevetabilité du vivant !

Même si les OGM sont présentés par leurs promoteurs comme la solution miracle au problème d'alimentation de la population mondiale croissante (meilleurs rendements, moins de pesticides...), ces arguments sont loin d'être validés par tout le monde. Le risque de mainmise de quelques grands de l'industrie agro-alimentaire sur le bien commun universel est par contre réel.

En matière de dépendance des agriculteurs, soulignons le principe de base des semences OGM Monsanto : seule la première génération est fertile, les champs ne peuvent pas être ensemencés à nouveau à partir de ces graines et ce qu'il reste des achats de l'année précédente ne peut pas être utilisé !

Aux USA par exemple, les agriculteurs clients du soja Roundup Ready doivent signer avec Monsanto un contrat autorisant l'inspection de leur ferme à tout

moment pendant trois ans afin de vérifier, entre autres, que seul l'herbicide Roundup Ready est utilisé.

Greenpeace considère que les manipulations génétiques – comme les engrais chimiques d'ailleurs – ne sont pas compatibles avec une agriculture durable, respectueuse de l'Homme et de l'environnement. Parmi les raisons, la possibilité que des semences de plantes OGM se retrouvent dans le champ de l'agriculteur voisin qui n'a rien demandé est réelle.

Plus largement, les risques de ces plantes ne sont pas du tout maîtrisés et la supériorité de rendement des plantes OGM n'est pas du tout établie avec certitude.

Greenpeace souligne sur son site : « Par contre, la dépendance économique des agriculteurs vis-à-vis de leur fournisseur est bien réelle puisqu'ils doivent racheter chaque année de nouvelles semences OGM et sont tenus par un contrat très contraignant. Les cultures d'OGM servent surtout à nourrir les animaux d'élevage. Le problème de la faim dans le monde tient plus à une répartition des ressources alimentaires, aux modes de consommation, à la surconsommation de la production de viande, à l'élimination du gaspillage... »

Sur ce même site, Greenpeace qualifie les OGM de fausse solution : « Présentés à tort comme la solution au problème de la faim dans le monde, les OGM ne présentent aucun avantage pour les pays du Sud, les consommateurs et la majorité des agriculteurs. La commercialisation d'OGM résistants à la sécheresse par exemple reste une vaine promesse tandis que les avantages économiques tirés des brevets profitent surtout à une seule entreprise, Monsanto. »

- Pourquoi avoir pris Monsanto pour cible ?

J'ai n'ai personnellement rien contre les grandes, voire les énormes entreprises en tant que telles. Je m'inquiète par contre lorsque celles-ci développent un projet hégémonique qui met davantage encore en danger notre planète. Et cela me semble tristement le cas pour Monsanto.

Par exemple, pour ceux qui veulent plus d'infos sur les relations troublantes entre Monsanto et les ravages de la dioxine, internet fournit des milliers de pages. De même, malheureusement, pour ce qui est du stress que la firme a créé par ses contrats avec les agriculteurs, ainsi qu'entre voisins cultivateurs.

Qu'il s'agisse de la santé des hommes ou de la terre, des considérations éthiques ou de la rentabilité pour les agriculteurs, tout en souffre. Le deal ne profite en fin de compte qu'aux producteurs d'OGM dont Monsanto occupe de loin la première place.

L'objectif serait-il se s'approprier l'agriculture ? De contaminer accidentellement les champs voisins qui ne veulent pas se convertir ? De rendre obligatoires et payant des semences jadis libres et gratuites ? D'éliminer les semences traditionnelles et de vendre quatre fois plus cher les semences transgéniques ? D'endetter les paysans et de les rendre totalement dépendants du marché ? D'arriver à la disparition de toute semence non transgénique afin de contrôler la nourriture et sa qualité ?

Outre un manque d'éthique dont les preuves abondent, une toxicité des produits démontrée, des victimes économiques et environnementales qui ne se comptent plus, il y a plus que l'ambition de breveter les produits de la terre (tels le maïs et

le soja pour commencer) qui par définition appartiennent à tous. Derrière cela, une soif de pouvoir et l'appât du gain, l'ambition d'établir une domination incontournable, un contrôle dictatorial grâce à une mainmise sur la nourriture, mais aussi sur le monde agricole par l'endettement auquel il ne pourra échapper.

Cette quête de pouvoir absolu par une minorité mal intentionnée fait partie des grandes menaces de notre temps. Ne pas réagir, ne pas informer, ne pas s'opposer par les moyens dont on dispose, c'est accepter le joug.

Même si ce sont les pays en développement qui sont le plus touchés, la question des OGM, et de la faim dans le monde que ses promoteurs prétendent résoudre, ne connaît pas de frontière. Le fait que dans nos pays aussi certains connaissent la faim alors qu'aucune pénurie d'alimentation n'y sévise montre à quiconque ne l'avait pas encore compris que les pénuries alimentaires sont avant tout dues aux inégalités économiques outrancières. Nous continuons de vivre dans un monde où certains meurent de faim alors que d'autres meurent de trop manger.

L'estimation est qu'environ un milliard et demi d'habitants de la planète sont considérés comme obèses tandis que plus de 900 millions se couchent la faim au ventre et que trois millions d'enfants meurent chaque année de sous-nutrition.

Monsanto est un excellent exemple d'activité que les Hommes que nous sommes devons cesser très rapidement si nous souhaitons continuer de vivre sur cette planète : au total, les OGM détruisent.

Il est d'autres domaines dans lesquels l'Homme s'est investi et dont il ferait mieux de réaliser qu'ils le mènent droit dans le mur : l'énergie nucléaire par exemple ou la course aux armements.

D'une manière plus large, se rendre compte de l'urgence qu'il y a à redéfinir le modèle économique, le rôle du profit, la notion de développement, le style de vie considéré comme bien... est impératif. Notamment parce que, comme déjà souligné, notre belle planète n'a pas de quoi supporter nos gaspillages encore longtemps et certainement pas si des pays comme le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie (soit près de trois milliards de frères humains) copient aveuglément ce qui fit la grandeur, mais aujourd'hui la décadence, du monde occidental.

L'argent pour l'argent a largement fait son temps. Les visions à court terme aussi. L'Homme a la capacité de rebondir. L'heure est venue de réaliser qu'il ne faut pas qu'un autre perde pour que l'on gagne. Nous pouvons inventer une foule de jeux guidés par le principe de gagner tous ensemble.





## – Chapitre 18 –

### **La responsabilité personnelle et l'état du monde**

Plus un homme, ou une femme bien entendu, va bien, plus il est ouvert sur le monde, en contact avec ses semblables, les autres. Tout naturellement, il s'intéresse à son entourage, veille à la qualité de son environnement, s'assure de vivre en harmonie avec le monde qui l'entoure. Bref, il se sent spontanément responsable des effets de tout ce qu'il entreprend et conjointement responsable de tout ce que ses semblables font.

Poétiquement dit, le monde est sa maison et il veut en être pleinement le maître, avec tous les droits et les obligations que cela comporte.

A contrario, moins un homme se porte bien, moins il se sent lié à son environnement et aux autres. Ainsi par exemple, une personne en dépression aura tendance à se retirer du monde et de la vie, à refuser le contact, à préférer ne pas communiquer avec ses semblables, même les plus proches. Ce faisant, ce qu'elle sent être sa responsabilité se restreindra peu à peu, parfois jusqu'au point où le dépressif n'arrive plus à s'assumer lui-même. Et s'il s'enfonce encore dans la déprime – parfois après avoir en vain tenté de blâmer les autres pour sa détresse – il en arrive à ne plus pouvoir du tout se regarder dans le miroir, même de profil, et peut en venir à se suicider.

A quel moment un homme commence-t-il à aller mal ? En fait, dès le moment où il cesse de se sentir pleinement responsable de quelque chose ou de quelqu'un. Comme dirait avec raison le philosophe : « Tout est dans tout ! ».

Pour arriver à se déresponsabiliser, l'homme doit d'une façon ou d'une autre se convaincre qu'il n'a rien à voir avec les autres ou avec les choses en question. Rien à voir avec la pollution du Pôle Sud, rien à voir avec l'Amazonie. Rien à voir avec les Juifs, les Japonais, les cancéreux ou les mal nourris. Dès l'instant où il s'en est suffisamment convaincu, il se désolidarise. Cela n'est plus son problème et certainement pas sa « faute » ou sa responsabilité.

Du même coup, si cela l'arrange, il peut soudainement décider que l'autre est assez différent de lui pour en faire même un ennemi. Et s'il s'agit de l'environnement, qu'il a le droit de l'exploiter sans rendre de comptes à personne. Avec un peu de créativité (et Dieu sait qu'il en a !), il en arrive à justifier à peu près tous les outrages, toutes les violences, toutes les exploitations. « Rien n'est parfait sauf moi » devient son credo. Il est le seul à habiter au bon étage du bon immeuble dans la bonne rue. Le seul à faire le bon métier de la bonne manière avec les bonnes personnes. Il a l'âge parfait, la nationalité idéale, la seule couleur de peau qui convienne. Etc. Tout cela, souvent très « inconsciemment », lui permet de continuer à vivre. C'est sa richesse.

De plus, chaque imperfection de l'autre devient pour lui le droit d'intervenir à loisir. Et sa créativité aberrée entre alors en jeu. Rien de plus simple en effet que de trouver l'autre trop jeune ou trop vieux, ou de décider qu'il n'habite pas le bon quartier ou ne pratique pas la bonne religion. Tout est prétexte à agression, discrimination ou exploitation à qui désire agresser, discriminer ou exploiter. Notamment, après un temps très court, le fait que « les autres » en fassent autant.

Le même processus se vérifie pour un groupe, un pays, une culture, un continent, voire une planète. Il est simple de tirer la couverture à soi, de polluer

ou de faire la guerre chez le voisin. Simple aussi d'exploiter, au-delà de toute logique de marché, au nom de tout prétexte pourvu qu'il soit suffisamment rentable aux yeux de celui qui l'invoque.

Pour en revenir à la valeur ajoutée et à sa création, la question devient alors : « Où est la valeur ajoutée pour moi ? ». Peu importe combien d'autres peuvent éventuellement y perdre. L'émulation qui naît d'un esprit de saine concurrence se transforme très rapidement en combat qui ne peut être clos que si un perdant jette le gant. La valeur ajoutée se construit ainsi aux dépens des autres et le jeu consiste à éviter d'être le perdant.

Un élément de bon sens important semble avoir été perdu de vue : on ne devrait pas jouer (sauf situation extrême et momentanée) à un jeu que l'on ne peut se permettre de perdre. Si de plus on joue de manière répétée à ce jeu, le même bon sens indique que l'on finira un jour ou l'autre par perdre. Dommage mais vrai.

Et l'on en est là pour toute une série de domaines qui touchent notre belle planète : guerres, pollution, exploitation économique, domination financière... Et que dire de la bombe atomique ?

Une lectrice de la première édition de ce livre m'a dit avoir trouvé mes propos vraiment intéressants, mais aussi que j'utilisais trop d'exemples bateaux. J'en conviens. J'ai probablement gardé de l'enfance cet esprit simpliste qui me permet de profiter de la forêt là où trop de gens se battent pour un arbre alors qu'ils n'aiment pas le bois et n'en ont vu qu'une face. D'autre part, je constate que les grands défis de ce monde ont le plus souvent pour cause des évidences que seule une myopie volontairement entretenue permet de maintenir cachées.

Examinons deux de ces exemples bateaux parmi les trop nombreux qui ont rendu notre quotidien moins serein à force d'absence de réaction, voire d'apathie des humains que nous sommes.

▪ Les dépenses militaires

Les attentats du 11 septembre 2001 ont plus que probablement permis de justifier une hausse massive des dépenses militaires que les producteurs d'armes et certains acteurs du monde financier attendaient sans doute depuis des années (le marché avait en effet diminué d'environ 30% entre 1988 et 1998).

Dans « The Economist » de juin 2011, on peut lire que pour l'année 2010, les dépenses militaires exprimées en pourcentage du PIB étaient de :

- Arabie Saoudite : 10,4 %
- USA : 4,8 % (soit environ 700 milliards de dollars US !)
- Russie : 4 %
- Corée du Sud : 2,8 %
- Royaume-Uni : 2,7 %
- Inde : 2,7 %
- Turquie : 2,4 %
- France : 2,3 %
- Chine : 2,1 %
- Australie : 2 %
- Italie : 1,8 %
- Brésil : 1,6 %
- Canada : 1,5 %
- Allemagne : 1,3 %
- Belgique : 1,14 % (pour 2009 – Source : Rapport GRIP cité ci-dessous)
- Japon : 1 %.

Globalement, la part du PIB mondial consacrée aux dépenses militaires est en augmentation d'environ 0,1 % par an depuis le début du siècle (Source : le très intéressant rapport 2011 du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité (GRIP) – Dépenses militaires, production et transferts d'armes).

Sur base de ce même rapport, si l'on jette un coup d'œil sur les producteurs et exportateurs d'armements, on constate que ce ne sont pas forcément ceux sur le territoire desquels les conflits se déroulent :

- Le top 10 des producteurs, représentant environ 40% du marché, compte sept entreprises américaines (Lockeed Martin en tête), une anglaise, une italienne.
- Les cinq principaux exportateurs sont dans l'ordre les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Ils représentent environ 75 % du total. (Détail intéressant, les ventes d'armes faites par les USA à Israël se montent à environ 60 % de leurs ventes combinées aux Emirats Arabes Unis et à l'Égypte).

De là à penser que c'est d'abord un business, il n'y a qu'un pas que je franchis assez aisément.

Dans son compendium 2012 sur les dépenses militaires mondiales, le GRIP précise que : « En 2010, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1630 milliards de dollars, ce qui représente 2,6 % du produit intérieur brut mondial et environ 236 dollars par habitant. À eux seuls, les États-Unis comptent pour 42,8 % de ce total. »

J'entends déjà certains optimistes dirent que 236 dollars par an pour avoir la paix, ce n'est pas cher payé. Malheureusement, ce n'est pas le cas : c'est pour avoir la guerre.

Lors d'un forum sur la culture de la paix le 14 septembre 2012 à New York, le secrétaire général de l'ONU Mr. Ban Ki-moon annonça que les dépenses militaires mondiales avaient atteint 1.700 milliards de dollars en 2011, soit une hausse d'environ 11 % par rapport à 2009.

Il souligna : « 1.700 milliards de dollars ont été dépensés l'an dernier pour les armes. C'est un prix énorme pour les gens qui se couchent affamés, les enfants qui meurent faute d'eau pure et les paysans qui ne peuvent pas cultiver leur terre polluée par des mines ».

Même si l'on est du côté de ceux chez qui les conflits n'ont pas lieu, ce n'est une bonne nouvelle pour personne.

- Démocratie et libertés

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à la dissolution de l'URSS en décembre 1991, nous vivions dans un monde dominé par deux grands blocs : les USA et l'Union Soviétique. Les conflits, pour beaucoup d'entre eux, était le fruit de cette bipolarité. Depuis, le nombre de guerres entre états a diminué tandis que celui des conflits locaux a crû.

Les attentats du 11 septembre 2001 fournirent au président George W. Bush une base solide pour lancer la fameuse GWOT – Global War on Terror – la guerre contre le terrorisme : un ensemble de mesures antiterroristes nationales et internationales, militaires, policières, mais aussi politiques, appuyé par l'OTAN

et coordonné par l'ONU. Cible numéro un : les terroristes islamistes, avec Al Qaïda comme favori en ligne de mire, ce qui peut paraître logique puisque c'est l'organisation présumée être derrière les fameux attentats.

Si une chose est claire à propos du 11 septembre 2001, c'est que l'affaire n'est probablement pas aussi claire qu'elle paraissait l'être à première vue ou qu'elle devrait l'être. Qui est vraiment derrière Al Qaïda ? Quelles furent exactement les relations entre Ben Laden, co-fondateur d'Al Qaïda, et la CIA qui l'aurait en partie formé et aurait aussi fourni des armes à l'organisation mujihadeen ? Certains parlent de liens financiers entre la famille Bush et Ben Laden, notamment au sein du groupe Carlyle. Serait-ce vrai ? Que dire des trop nombreuses spéculations boursières inhabituelles peu avant les attentats ? L'effondrement des tours jumelles et de l'immeuble 7 ressemblerait-il trop à une démolition contrôlée par explosifs ?

En juin 2011, l'association ReOpen911 a demandé à HEC Junior Conseil (une Junior-Entreprise classée au premier rang de son secteur par l'Expansion en 2009) de réaliser en France une enquête sur les attentats du 11 septembre 2001. Le blog de l'association ReOpen911 nous informe qu'il en ressortit notamment que :

- 58 % des sondés expriment des doutes sur la version officielle.
- Près de la moitié des sondés (49 %) envisagent que les autorités américaines aient pu délibérément laisser les attentats se produire.
- Un tiers (34 %) envisagent que les autorités américaines aient pu être impliquées dans la réalisation des attentats.
- 49 % se déclarent favorables à une enquête indépendante pour en savoir plus sur ces événements.

Suffisamment de sites et de livres existent qui posent toutes ces questions avec un sérieux qui m'empêche de penser qu'il s'agit uniquement d'une blague. Mais qui suis-je pour prétendre posséder autre chose que des doutes ?

Ce que je sais par contre, c'est qu'il y a eu très (trop) rapidement des conséquences pratiques en termes de démocratie : ainsi, la résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'ONU du 28 septembre 2001 oblige tous les états membres à affermir leur législation pour ce qui concerne le droit des étrangers et à mettre en place des mesures législatives contre le terrorisme.

Ce que je sais aussi, c'est que dès octobre 2001 commença la guerre d'Afghanistan qui s'inscrivit très officiellement dans la lutte internationale contre le terrorisme, avec pour premiers objectifs la capture de Ben Laden, l'anéantissement d'Al Qaïda et le renversement des Talibans. Coût : plus de 500 milliards de dollars et des milliers de morts bien sûr.

L'invasion de l'Irak s'ensuivit : elle a duré huit ans (2003-2011), coûté plus de 800 milliards de dollars et la vie d'environ 150.000 êtres humains ainsi que l'exode d'environ 2.000.000 d'autres. Une des principales justifications officielles derrière l'invasion de l'Irak était de démunir Saddam Hussein de ses armes de destruction massive. Il s'avéra plus tard qu'il n'en possédait pas. En tout cas, on ne les a pas trouvées, malgré les grands moyens mis en œuvre.

Empêché les terroristes de nuire et les ramener dans le droit chemin est une belle mission, littéralement humanitaire. Qu'en son nom, plusieurs pays qui se disent démocratiques envahissent à grands frais pendant plusieurs années des pays entiers est une autre affaire qui ressemble assez à du terrorisme officiel.



Des histoires de ce genre, il y en a malheureusement trop eu dans l'histoire. Pour ceux qui désirent en savoir davantage, il existe de nombreux très bons livres qui en traitent, dont le récent ouvrage de Peter Dale Scott, canadien d'origine, professeur émérite de littérature anglaise à l'Université de Berkeley : « La route vers le nouveau désordre mondial ».

Si je me suis appesanti ici sur les Etats-Unis comme étant les grands méchants loups, c'est parce qu'ils sont impliqués dans trop de vilains épisodes de l'histoire récente. Bien sûr, ils ne sont pas les seuls, mais cela ne les excuse en rien. Il serait louable qu'avec la puissance qu'ont les USA ils se donnent la mission de montrer le bon exemple. Ils ont pour ce faire des Hommes et des moyens extraordinaires. Ils seraient aussi les premiers à y gagner énormément.

Pourquoi diantre dépensons-nous tant d'énergie, de ressources, d'argent à détruire tout en nous plaignant de l'état du monde et du manque de moyens d'en résoudre les problèmes ?

Il manque à la masse des Terriens que nous sommes un projet réellement créateur, salvateur pourrait-on même dire dans ce cas-ci. Idéalement quelque nouvelle aventure, un projet suffisamment ambitieux et réaliste pour utiliser de façon créative l'énergie que nous gaspillons trop souvent, et de plus en plus aveuglément à grande échelle, en vaines querelles internes.

Si un organisme est d'autant plus en bonne santé qu'il veille à sa longévité heureuse, force est de constater que notre planète est malade. Le névrosé s' imagine quelques ennemis tandis que le psychotique en voit partout. Pour ce qui est de notre planète, il me semble que quelques psychotiques sont parvenus à se faire suffisamment d'alliés au moins névrosés pour empêcher la masse des

autres de fonctionner paisiblement, tournés vers le bien-être et la créativité afin de bâtir un monde encore meilleur.

Réfléchissons-y un moment : y a-t-il une « raison » de se faire violence ?

Qui sont aujourd'hui ceux que l'on considère les gagnants ? Les artistes pour l'esthétique dont ils nous entourent ou une fine tranche de rois du business, de politiciens et de financiers de haut vol pour l'argent qu'ils amassent et le pouvoir qu'ils accumulent ?

Vers qui vont le plus souvent la reconnaissance, les éloges et la gloire ? Trop rarement à l'enseignant, au parent attentif, à l'artisan appliqué, au médecin dévoué, à l'écologiste sincère, à l'innovateur utile, au politicien intègre, à celui qui engage pour assurer la production du nécessaire et durable, aux projets éducatifs valables.

Et pourtant les moyens sont là pour faire de notre planète un monde où la reconnaissance irait de pair avec l'éthique, donc à celles et ceux qui la méritent vraiment pour leur contribution au bien-être de tous et de chacun.

Grand temps d'oublier le passé et toutes les justifications qu'il nous inspire. Grand besoin de remettre les compteurs à zéro et de rebâtir ensemble. Urgent aussi de remettre en place et d'activer ces valeurs humanistes qui seules donnent l'espace, la compréhension et la liberté qui nous font agir spontanément pour le meilleur des mondes.

Tout cela commence par la décision de le faire et de s'y mettre. Quand allons-nous la prendre ? A temps j'espère.

## – Chapitre 19 –

### **Et notre conscience dans tout cela ? !**

En fin de compte, lorsque la nuit tombe et qu'il est temps, plus ou moins tardivement selon les cas, de se coucher, c'est seul avec soi-même qu'on le fait. Idéalement, l'esprit s'apaise, s'apprête au repos, au sommeil du juste. Fort heureusement, la majorité d'entre nous s'endorment paisiblement, la conscience tranquille après une journée bien remplie selon les critères de chacun. Beaucoup dorment effectivement du sommeil du juste, profondément, avec plaisir. D'autres ont plus de soucis du fait de ce « je ne sais quoi » qui les titille. Beaucoup ne parviennent pas à l'identifier. Certains se doutent malgré tout de son existence. Trop continuent de le reléguer au rang des inutilités indésirables. Ce petit rien s'appelle la conscience, tout simplement.

La conscience qui se réveille chez ceux qui n'ont pas vraiment agi comme leur mère aurait aimé les voir faire, c'est ce qu'il reste d'eux-mêmes malgré tous leurs efforts pour l'anéantir ou prétendre à son inexistence. Le signe de leur humanité en quelque sorte. La manifestation de ce que, malgré tout ce que le matérialisme exacerbé leur a asséné comme matraquage et reconditionnement, le fond reste bon et que cette volonté fondamentale de bien faire ne peut jamais être vraiment tuée, fort heureusement.

Jacques Brel dit un jour à peu près ceci : « A 20 ans, on a la tête qu'on a et à 40 la tête qu'on mérite ». Ce fut notamment le cas d'un ex-collègue, appelons-le Gaston, avec lequel j'ai eu le plaisir de passer d'excellents moments il y a plus de 20 ans, chez mon dernier employeur. Gaston était un homme jovial, bon vendeur et bon vivant. Grâce à toutes ses qualités, un fabricant d'armes lui

proposa un jour une offre que Gaston ne se sentit pas capable de refuser. Cela s'appelle l'appel du Dollar ou l'appât du gain. Et Gaston, en bon père de famille qu'il était, se mit à prendre régulièrement l'avion pour l'Afrique et autres marchés prometteurs où il séjournait pour ses missions commerciales hautement stratégiques dans les plus beaux hôtels. Ses fonctions étaient importantes puisqu'il fréquentait maintenant des ministres, voire des présidents. De plus, il gagnait plein de sous. Que faut-il d'autre pour démontrer la réussite ? Lors d'une soirée réunissant les anciens, j'eus le plaisir de revoir Gaston. D'humeur coquine et toujours plein de finesse, je l'abordai comme un vieux copain qu'il était : « Alors Gaston, ça boume ? ». Non seulement Gaston ne trouva pas ça drôle du tout (il est vrai que j'aurais pu imaginer plus fin comme approche), mais il se fâcha fort. Il me vint immédiatement l'image d'un Gaston qui n'osait plus penser à ce qu'il faisait vraiment de ses journées, à quoi aboutissait son travail du côté de ses clients. Pouvait-il en effet répondre franchement à ses enfants lorsqu'ils lui demandaient : « Papa, qu'est-ce que tu as fait aujourd'hui ? ».

Et vous, quand vous rentrez chez vous le soir, pouvez-vous, sans honte ni retenue, expliquer à vos enfants ce que vous avez fait de votre journée ? Ou bien n'avez-vous fait que des Euros ? Pouvez-vous vous laisser aller dans les bras de Morphée l'âme sereine ? Lorsque vous êtes face à un miroir, pouvez-vous vous regarder dans les yeux ?

Tout cela, on ne l'apprend pas à l'école, en tout cas pas dans celles où j'ai trop longtemps usé mes culottes. Il est tout à fait possible d'étudier l'économie pendant cinq ans et d'acquérir ensuite une maîtrise en gestion dans une université de belle renommée sans entendre une seule fois parler d'éthique, de déontologie ou de moralité des affaires. Peut-être est-ce « supposé connu » ?

Inutile ? Hors propos ? Une observation même superficielle du monde actuel (globalement en nettement moins bon état qu'il y a 30 ans) démontre le contraire. Les temps doivent changer et l'école doit y jouer son rôle de précurseur.

Depuis le simple cours de savoir-vivre jusqu'à l'éthique dans les affaires en passant par le respect des autres, la sauvegarde et la gestion responsable de l'environnement, le recyclage des déchets, le refus du consumérisme à tout crin, la reconnaissance des valeurs essentielles : celles qui font qu'en finale on se sent vraiment bien parce que l'on sait que sa vie a un sens. Tout cela doit à nouveau faire partie de l'éducation.

En gros, je vois deux grandes raisons très pratiques à cela :

1. Tout d'abord, nous, dignes représentants du monde industrialisé, sommes allés bien trop loin dans l'autre sens. Production, consommation, taux de croissance... L'approche est très majoritairement quantitative. Le progrès se mesure en pourcentages, en Euros de plus, en tonnes produites. Bien sûr qu'il y a de très bons côtés à tout cela : chacun, ou presque, a le téléphone, la télévision (couleurs, 248 chaînes en 64 langues !), la vidéo, le réfrigérateur, le four à micro-ondes (pas bon pour la santé d'ailleurs), la voiture... Beaucoup ont chez eux un ordinateur portable et l'accès à l'internet. Les congés payés, la retraite aussi, la sécurité sociale, le droit de grève, les vacances loin et en avion. Bref, tout ce qu'il faut pour être heureux, ou presque. Et dans le même temps, la pollution fait des ravages, les OGM s'incrument au péril de la santé, le marketing des guerres bat son plein (vous n'imaginez pas la rentabilité de ces choses-là si elles sont bien gérées), l'insécurité va grandissante dans des villes hors proportions humaines, le

marché de la drogue fait ses ravages à grande échelle. Voilà quelques traits de l'environnement en ce début de troisième millénaire.

Au niveau individuel, trop de personnes très seules, trop d'exclus de toute sorte, le stress, la déprime et les antidépresseurs (un marché florissant), les divorces à la pelle (en gros 50% des couples dans pas mal de grandes villes), la démotivation au boulot, la perte du sens et des valeurs, un mal-être chez beaucoup (sans trop savoir pourquoi même si on en a bien une petite idée). Bref, comme on dit aujourd'hui : tout baigne !

Il est grand temps donc de virer de 180 degrés et de parler vraiment de qualité de vie. Nous en avons les moyens (et les avons probablement toujours eus d'ailleurs). Aujourd'hui, ce n'est plus simplement une question de choix, mais de nécessité. Qu'il s'agisse de la sauvegarde de l'environnement ou de la vie des personnes (prises individuellement ou en groupes), la qualité doit devenir le leitmotiv. Et cela ne peut s'échafauder que sur des valeurs, des vraies, à redécouvrir peu à peu. En un mot, il s'agit de revenir à l'humain.

2. D'autre part, il est urgent d'agir parce que les conséquences possibles sont aujourd'hui d'un tout autre ordre de grandeur qu'il y a 50 ans (les glorieuses Golden Sixties !) ou même qu'il y a 10 ans seulement. Quelques exemples en commençant par un des plus dramatiques : la puissance actuelle d'une bombe atomique est au minimum de plusieurs centaines de fois supérieure à celle d'Hiroshima (qui a pourtant largement suffi pour marquer l'humanité pendant plusieurs décennies). Sans parler du nombre ubuesque de ces gros pétards qui attendent gentiment dans les hangars d'un nombre grandissant de pays avant de pouvoir éventuellement servir un jour. Certains pourraient se

dire que quand on voit ce que ça coûte, ce serait dommage de n'en utiliser aucun.

Continuons par la pollution qui a pris des proportions gigantesques, la tension internationale, la violence croissante dans les villes, les excès de médicaments. Mais aussi la qualité nutritive des aliments : il faut aujourd'hui payer plus cher pour manger bio, c'est-à-dire normal ! Et enfin – et ce n'est pas un détail du tout – la qualité de l'eau, celle que l'on boit, celle qui nous fait vivre. L'eau est d'ailleurs probablement le pétrole de demain.

On pourrait allonger la liste (manipulations génétiques, politiques, climatiques, psychologiques...) mais ce serait trop triste. Un seul de ces éléments suffirait à justifier par son ampleur le besoin d'un revirement rapide. Quand on se casse la figure à vélo, on a le plus souvent l'occasion de remonter dessus et de repartir guilleret ou presque en ayant appris de son expérience. Quand on se plante à du 200 à l'heure dans un arbre, on a rarement l'opportunité d'expliquer l'épisode à ses proches. Et quand de plus on en est au point où l'on peut s'arranger pour que ce soit le voisin qui s'écrase sur le platane tandis que l'on téléguidait gentiment la manœuvre, il n'y a plus qu'à espérer – en vain – que cela ne nous arrivera jamais à nous.

Soyons pratiques, pourriez-vous me dire. Avec tout le chômage qu'il y a déjà, les tensions économiques, la concurrence internationale... Si on commence à faire les fines bouches et à rejeter certaines activités économiques (parfois très) rentables sous prétexte qu'elles ne sont pas bonnes pour la santé ou l'environnement, cela va être une catastrophe complète ! Allons-y donc à fond et créons des emplois, presque n'importe lesquels, pourvu que le nombre de chômeurs diminue. Et chacun sait qu'il suffit parfois d'une bonne guerre pour

relancer la boutique ! « Là, vous allez trop loin », me diront certains. En fait, pas tellement si l'on regarde les cyniques calculs de rentabilité derrière certains conflits très récents.

Mais là n'est pas mon propos. Il s'agit ici simplement de montrer que faire n'importe quoi n'est pas une solution. Grand temps d'en finir avec les justifications, les excuses et les alibis. Fini de se voiler la face. Le problème n'est plus chez le voisin. Il touche tout le monde aujourd'hui. Il faudra payer la note un jour et son total s'accroît plus les jours passent. La bonne nouvelle est que les solutions existent, de plus en plus nombreuses, et les gens talentueux de très bonne volonté aussi. Qu'il s'agisse de contrôler le nombre de naissances, de nourrir chacun, de communiquer avec le reste du monde, de vivre en harmonie, de respecter la religion du voisin ou de vivre en paix avec les autres milliards d'êtres.

Cela commence par l'intention sincère d'y faire quelque chose et doit être suivi par l'action. Une fois en route, la dynamique prend le dessus et l'on se rend compte que ce n'était pas aussi difficile que cela, au point de se demander pourquoi l'on ne s'y est pas mis plus tôt.

Et si on s'y mettait tout simplement ensemble aujourd'hui ?



## – Chapitre 20 –

### **Le respect de l'autre, le goût du bel ouvrage et la fierté de l'artisan**

Interrogé un jour par le Professeur Jean Hamburger, André Malraux déclara :  
« L'homme doit être fondé à nouveau, sinon il nous restera l'honneur d'avoir  
conquis la Lune pour aller nous y suicider ».

C'est effectivement de cela dont il s'agit. Après des siècles de conquête et  
d'apprentissage de l'environnement afin tout simplement d'arriver à vivre  
décentement, à se vêtir, manger en suffisance, dormir au chaud et se prémunir au  
mieux des maladies, il convient de se rappeler la question de base. L'objectif est  
la survie optimale, pas la richesse. L'argent et le pouvoir doivent rester des  
moyens d'y parvenir et non devenir des fins en soi.

Grand temps, en effet, de réapprendre dans les petites et les grandes écoles  
certaines valeurs « ringardes ». Le plaisir du bel ouvrage, le goût du service,  
l'envie de bien faire, la fierté de l'artisan qui domine son métier après des  
années d'apprentissage, le désir de s'améliorer sans cesse, la satisfaction d'aider,  
le sens du devoir et des responsabilités, le souci du détail, la compréhension et le  
respect des besoins de l'autre, la volonté tout simplement de travailler pour  
contribuer au bien-être des autres et, conséquemment seulement, au sien.

Grand temps aussi de faire la pleine lumière sur les fausses valeurs et autres  
miroirs aux alouettes qui détournent l'attention et mènent insensiblement, mais  
très certainement, à l'isolation progressive et douloureuse, à l'individualisme  
outrancier. Qu'il s'agisse d'une entreprise ou d'un individu, oui, nous avons des

droits mais aussi des obligations. Il ne suffit pas que la loi ne l'interdise pas pour qu'un acte soit juste. Et ce n'est pas parce que quelque chose se vend avec profit que son commerce est justifié.

Le problème naît lorsque l'on ne se voit plus comme appartenant à sa famille, à son pays, au même groupe des Hommes et que l'on commence à se sentir dissocié des autres. Cela, chacun le sent et le sait intuitivement.

Par contre, lorsque l'on dit que tous les Hommes sont égaux (ce qui ne veut pas dire les mêmes) et, dans des sphères que la plupart d'entre nous devinent, unis et interdépendants, on est dans le bon. Ceci n'empêche pas chacun d'avoir ses spécificités, sa façon à soi d'être, ses talents et aspirations propres.

Nous ne sommes effectivement pas tous les mêmes. Mais si l'on en arrive à considérer l'autre comme suffisamment différent de soi pour pouvoir justifier de lui nuire et de lui donner tort en permanence, un cercle vicieux s'installe. L'autre, pourvu qu'il soit un tant soit peu tordu, a maintenant aussi une excellente raison de ne pas nous considérer comme son égal. Les préjugés s'installent : il n'avait qu'à pas être petit, gros, arabe (ou pas arabe), blanc, noir, patron, syndiqué, policier, laborantin, pêcheur de morues... Et tout le monde sait ce qu'il faut penser des pêcheurs de morues !

Par glissements successifs, le but devient alors d'éviter d'être ce qu'il ne faut pas ou, au contraire, de l'être de manière outrancière pour affirmer sa différence. Ce qui fait la vie – la coopération, l'entraide, la simple solidarité, la communication – cesse peu à peu. Il s'agit maintenant de faire mieux que l'autre, non pas pour contribuer davantage au bien-être de tous, mais pour affirmer sa différence et conforter sa supériorité. Très vite, l'autre devient une

cible et il devient « normal » de lui mettre des bâtons dans les roues pour gagner à ses dépens. A charge de revanche naturelle, car la roue tourne.

Dès l'instant où la distance entre nous et les autres est suffisante, la vie devient momentanément simple car bien plus de choses que toute bonne grand-mère condamnerait avec raison deviennent permises : on peut polluer chez l'autre, l'exploiter, lui faire la guerre, déclarer sa religion impure, piller ses réserves, tester sur lui de nouveaux médicaments, écouler ses stocks de vaccins « hors normes », lui vendre des aliments périmés, le contraindre à des taux usuriers ou encore lui balancer des bombes dans un but quasiment humanitaire.

Et pourtant l'envie intuitive reste profonde d'aller vers cet autre, de le connaître et de le comprendre, d'aller au-delà des différences. Un sourire fait souvent des miracles pour briser la glace. Il suffit de peu de choses, de la reconnaissance d'un point commun pour percevoir à nouveau l'humanité qui nous unit tous. Ceux qui ont voyagé un peu le savent : rares sont les cas où la gentillesse ne suffit pas pour établir le contact. Bien sûr, il y a des malveillants partout. Mais que ces exceptions, ou ceux dans leur sillage, ne servent pas de base à une généralisation par définition abusive.

Si la télévision, le cinéma et l'internet nous emmènent en un clin d'œil au bout du monde, rares sont ceux qui parlent encore à leur voisin ou laissent la vieille dame traverser tranquillement la rue.

Comme l'a écrit je pense Fiodor Mikhaïlovitch Dostoïevski : « Nous sommes tous responsables de tout vis-à-vis de tous ». Voilà qui a le mérite d'être clair et net. Et à quel moment un homme commence-t-il à aller moins bien ? En fait, dès le moment où il cesse de se sentir responsable de quelque chose ou de quelqu'un. (Et il s'agit bien ici de responsabilité, pas de faute).

Il est urgent que chacun retrouve ce goût du bel ouvrage et la fierté de l'artisan. En un mot celui du respect de l'autre tout simplement :

- Que les politiciens considèrent les électeurs d'abord comme des hommes et des femmes et non comme des statistiques, des bulletins de vote ou des passages obligés pour accéder au pouvoir.
- Que les producteurs considèrent leurs clients d'abord comme des hommes et des femmes et non comme des segments de marché, des cibles marketing, des profits potentiels.
- Que les fonctionnaires voient dans leur travail une contribution positive à la société et pas seulement une rémunération stable comme c'est trop souvent le cas.
- Que les ouvriers, les employés et les cadres trouvent réellement dans leur entreprise une source de satisfaction personnelle par leur contribution à l'utilité reconnue de leur production et non simplement une source de revenus.
- Mais aussi que les contrats ne prévalent plus sur la parole donnée, que l'éthique l'emporte à nouveau sur la justice et que le bon sens soit la base des procédures.
- Enfin, qu'une saine exploitation des ressources redonne à chacun la fierté d'avoir réellement créé une valeur ajoutée utile.

L'artiste est fier de signer son œuvre et l'artisan de voir son travail reconnu. Pourquoi ne ferions-nous pas chacun ce qu'il faut pour partager ce plaisir ?

## – Chapitre 21 –

### **L'évolution de votre part du gâteau**

Nous ne sommes que des hommes et des femmes. Nul n'est parfait. Et comme a dit un certain : « Ce qui est à moi est à moi et ce qui est à toi, ça se discute ! ».

Donc, comment se partager le gâteau ? Une question qui en effet accapare assez l'attention depuis quelques millénaires semble-t-il. L'objectif évidemment étant d'avoir plus, toujours plus !

Sans remettre en cause cet objectif – qui, malgré la distance sidérale qui le sépare des grands idéaux altruistes, reflète assez ce qui dans les faits motive pas mal d'entre nous – il pourrait être utile de faire preuve d'un peu de créativité quant à la meilleure manière de l'atteindre.

Qui sait, cela pourrait nous permettre d'avoir plus, mieux et en moins de temps ?

#### 1. Pas d'affolement, le gâteau est assez grand pour tout le monde

Beaucoup ont cette idée saugrenue que, s'ils ne se battent pas agressivement, ils n'auront pas leur part du gâteau. Dans leur esprit, il faut qu'un autre perde pour qu'existe pour eux la possibilité de gagner. Et le fait même que suffisamment y croient rend la chose vraie. On pourrait imaginer la situation inverse où chacun serait persuadé qu'il y en a en fait assez pour tout le monde. Assez étonnamment, cela suffirait pour que cela soit le cas. Puisque ce l'est.

Ainsi sur notre belle planète, le problème est d'abord celui de la distribution des richesses et des ressources, bien plus que celui de leur inexistence en quantités

suffisantes pour satisfaire tout le monde. Il en va ainsi, au risque de paraître simpliste, de la faim dans le monde. D'un côté l'on meurt de malnutrition et de l'autre d'obésité. Les uns gaspillent leurs « surplus » agricoles, les autres s'endettent auprès d'organisations internationales pour survivre. Et entre les repas des nantis, les moins chanceux prennent quelques tonnes de bombes sur la tête avant que, trop souvent, un plan de paix ne vienne mettre au pouvoir un nouveau pantin décoré pour ses achats d'armes à l'Ouest.

Fondamentalement, par peur sans doute, l'envie de dominer le voisin passe avant celle de résoudre les problèmes. Nous avons encore sur Terre aujourd'hui beaucoup trop de sans abri et d'analphabètes. D'autre part, moins de 10 % possèdent plus de 60 % des richesses, dont les 500 plus nantis qui accumulent paraît-il environ autant que les 4.000.000 de plus pauvres.

Un article de La Tribune du 8 mars 2012 indique qu'il y a environ 1.226 milliardaires se partageant plus de 4.600 milliards de dollars. Cela ne me dérange pas en soi. Par contre, qu'il y ait face à cela des gens qui meurent de faim me choque. Notre planète a un réel besoin de changement.

Et le gâteau est bien assez grand pour tout le monde !

## 2. Le plus intéressant est d'apprendre à faire soi-même plus de gâteaux

Si l'on veut sa part du gâteau, la manière la plus efficace d'y arriver est d'apprendre à contribuer à ce que plus de gâteaux soient disponibles, pour soi comme pour les autres.

L'autre manière, moins délicate, est de piquer de force ou subrepticement un peu ou beaucoup du gâteau des autres.

L'on peut aussi se plaindre tellement longtemps de son incapacité (soit disant biologique ou autre) à faire soi-même du gâteau que l'on finit par se convaincre de l'inhumanité qu'il y aurait à ne pas vous en offrir. Assez logiquement, si « tout le monde fait cela », au bout d'un temps pas trop long, il n'y a plus de gâteau pour personne. Et le risque est réel de se retrouver dans la situation encore plus malheureuse où plus personne ne sait même comment l'on prépare le gâteau.

Apprendre à faire soi-même plus de gâteaux revient ainsi à prendre ses responsabilités au moment même où tant d'autres sont prêts à faire de vous, avec le sourire, des assistés béats si tendres à contrôler.

Un conseil pratique : apprenez à faire le gâteau vous-même ! Vous pourrez ensuite en donner ou en vendre aux autres, voire leur apprendre comment préparer le leur.

### 3. Ensuite, n'hésitez pas à apprendre à (beaucoup) d'autres à faire des gâteaux

Plus il y a de pâtisseries réellement capables de faire de bons gâteaux, plus il y aura de gâteaux disponibles pour tous en quantités suffisantes.

David Ogilvy – qui, après une vie comblée des métiers les plus divers se lança avec grand succès dans la publicité – avait pour coutume d'offrir à ses nouveaux engagés une matriochka, à savoir une poupée russe (de ces poupées qui s'emboîtent les unes dans les autres) accompagnée d'un très beau message : « Si nous engageons des gens plus petits que nous, nous deviendrons une société de nains. Si nous engageons des gens plus grands que nous, nous deviendrons une société de géants ». L'image est belle et vraie à la fois.

Trop souvent en effet, c'est l'attitude défensive qui prévaut dans une hiérarchie. De mille et une manières, la personne en poste fait bouchon, empêchant ceux d'en dessous de monter. La rétention d'informations fait partie des techniques les plus utilisées à cette fin. Jusqu'au jour où la place du dessus se libère. La personne est alors aspirée vers le haut, libérant enfin sa position. Parmi les exceptions, les organisations en forte croissance (un phénomène par définition momentané) où les promotions et les opportunités sont nombreuses par la force des choses et la pression de la demande. A l'inverse, dans les vieilles structures, les apparatchiks bétonnent leur parcelle de pouvoir, protégeant salaire et statut avec plus de vigueur parfois qu'ils n'en mettent à faire leur boulot. Là aussi, comme « tout le monde le fait », personne n'en est officiellement conscient.

Et pourtant, c'est au sommet qu'il y a de fait le plus de places vacantes. Mais la créativité, l'ambition ou la simple bonne volonté fait souvent défaut. Pourquoi, pourrait-on se demander, se casser la tête lorsque l'on est confortablement en position de pouvoir, généreusement rémunéré et que la mission principale consiste à ne pas commettre d'erreurs visibles ? Un jour pourtant, le bateau commence à prendre tellement l'eau de toute part que même les premières classes sont arrosées. Et la structure se décompose, en général rapidement. Les rats les plus forts quittent le navire à temps. Les moyennement doués apprennent à nager comme ils le peuvent et les plus malheureux se réveillent un peu tard, juste après s'être noyés.

Parmi les exemples criants, l'ex-URSS bien sûr, mais aussi, plus près de chez nous, certaines compagnies aériennes, l'un ou l'autre constructeur d'automobiles, peut-être une banque ou deux, quelques dizaines de milliers de



fonctionnaires et quelques grosses entreprises trop apathiques pour réaliser que la marée montait.

L'attitude gagnante, pour l'individu comme pour les groupes, est de permettre à tous de réaliser leur plein potentiel, de former, d'instruire, d'aider l'apprenti pâtissier à maîtriser son métier au plus tôt. Et s'il dépasse le maître, tant mieux, cela en fait un bon maître. Et si le maître, par ses propres mérites, continue de progresser plus rapidement que l'élève, chacun y gagne aussi.

#### 4. N'oubliez pas non plus de continuer à former des pâtissiers

Ce sont les pâtissiers qui font les gâteaux. Il leur faut bien entendu quelqu'un qui les aide à les vendre, voire à les promouvoir, ainsi que des fournisseurs, un service d'entretien, des réparateurs de machines et bien d'autres professions annexes. Un jour interviennent d'autres personnages dont l'utilité marginale décroît au fur et à mesure que leur nombre augmente : l'assureur des installations de l'atelier, le contrôle de sécurité et d'hygiène, le représentant de l'Association des Pâtissiers Libres, le vendeur de systèmes d'alarme, le comptable, l'inspecteur du ministère, le délégué de la mutualité, le Syndicat des Pâtissiers du Nord...

Tous ces acteurs ont un rôle à jouer. Mais il faut admettre que si l'on en met trop de ceux-là, il arrive un moment où la scène est trop petite pour que le pâtissier puisse continuer à faire des gâteaux avec confort, sourire et efficacité.

De plus, chacun de ces acteurs trouve normal d'avoir sa part du gâteau. Et au pâtissier de trouver les moyens de les nourrir !

Assurez-vous donc que le pâtissier puisse encore faire son métier dans des conditions respectueuses des normes de qualité et de bien-être pour tous.

### 5. Entretenez un environnement propice à la pâtisserie

Malgré tous vos efforts, malgré les moyens mis en œuvre, la bonne volonté et les tapes dans le dos, certains refuseront de travailler à la pâtisserie. Par conviction personnelle par exemple : ils trouvent les gâteaux inutiles ou craignent pour leur ligne (par manque de discipline personnelle suffisante pour en contrôler la consommation).

D'autres ne désirent tout simplement pas se lever le matin pour faire quelque chose de leur journée, que ce soit des gâteaux ou quoi que ce soit d'autre. Ou alors – minorité agissante dangereuse – il s'agit de ces quelques-uns qui s'opposent à toute forme de gâteaux, de fruit du travail, voire de vie. Ils ne croient en rien et pensent qu'ils iraient moins mal si « les autres » n'allaient pas bien du tout, si plus aucun gâteau n'était produit.

Ceux qui, par amour du métier et du travail bien fait, œuvrent chaque jour avec leur cœur pour que d'autres puissent jouir des meilleurs gâteaux ont souvent bien du mal à imaginer que certains puissent ne pas aimer les pâtisseries. Comment alors pour eux arriver à croire à l'existence d'ennemis à ce qui leur est si naturellement cher ?!

Et pourtant, ils existent.

Quelle que soit la raison tue ou invoquée, ceux qui, ouvertement ou malicieusement, empêchent les pâtisseries de se faire dans les meilleures conditions devraient en être écartés avec le juste respect dû à leur personne et aux meilleurs intérêts des pâtisseries.

## 6. Veillez à mettre un gâteau dans la boîte

C'est vrai qu'un bel emballage fait toujours plaisir, de même qu'un peu de décorations. Ces extras séduisent, attirent le regard, donnent envie. Tels des bijoux ou du parfum sur une femme, ils attisent les désirs. Rien de mal à cela. Au contraire. Toutefois, le jour où la femme n'est plus que bijoux et parfum, le jour où l'emballage ne contient plus de gâteau, un problème fondamental surgit brutalement.

Rien de mal à faire des publicités alléchantes, à clamer avec créativité la supériorité d'un produit, les mérites d'un service, les talents d'une personnalité du spectacle ou de la politique. Rien de mal à être content ou même fier de ses prouesses. Néanmoins, le jour où l'on réalise qu'il n'y a plus de gâteau dans la boîte, c'est là un problème majeur, grave et souvent durable.

Veillez donc à préserver la présence continue d'un gâteau de qualité dans la boîte, le cœur de votre métier, la raison de votre fierté d'artisan.

## 7. N'oubliez pas de partager équitablement le gâteau

Qu'il s'agisse d'un gâteau dont vous avez à assurer la gestion ou d'un nouveau gâteau entièrement créé par vous, rares sont les cas où il est l'œuvre d'une seule personne. Important donc de reconnaître les contributions de chacun.

Comme aurait dit Boris Yeltsin : « On peut bâtir un trône avec des baïonnettes, mais on ne peut s'y asseoir longtemps ». Un simple merci, une médaille, une rémunération, une parcelle de pouvoir... Nombreux sont les moyens de récompenser les apports de chacun.

Il ne s'agit pas là d'un point de vue politique de gauche ou de droite, d'un slogan revendicateur d'une obéissance quelconque, mais plutôt d'un savoir-vivre de base : une de ces règles tellement fondamentale que, quand on la respecte, personne ne le remarque alors que chacun se rebiffe lorsqu'on la viole. Pour les plus basement pragmatiques, respecter ce principe permet de garder les meilleurs en faisant croître le gâteau au bénéfice de tous.

#### 8. Ne vous accrochez pas vainement aux gâteaux

Il est bien sûr possible qu'un jour il y ait « trop » de gâteaux à disposition parce que « trop » de pâtisseries en produisent et que le monde en est inondé. Voilà un bon problème à avoir. Le genre de problème qui vous pousse à devenir créatif, à devoir imaginer d'autres choses à faire. L'occasion par exemple de se lancer dans l'arrangement floral, l'étude des étoiles ou l'élevage des moutons selon les nécessités ou les envies du moment.

Il est possible aussi qu'un jour les gâteaux ne soient plus à la mode, ou qu'ils soient dépassés par la nouvelle génération des pâtisseries virtuelles. Voilà un moins bon problème à avoir, mais avec également l'obligation de faire preuve de créativité pour en sortir par le haut, donc gagnant.

La tendance est cependant trop souvent au protectionnisme compulsif de son activité, même si celle-ci est complètement désuète, voire inutile ou dangereuse. Le prétexte en est que sans cela, entre autres maux « inévitables », le chômage augmenterait encore.

S'il est vrai qu'à court terme une loi qui obligerait toute entreprise de plus de 10 personnes à engager un chauffeur de direction aurait pour effet de diminuer le nombre des sans emploi, aucune valeur ajoutée n'en naîtrait. Pour masquer

l'affaire et « motiver » les entreprises, une étape démagogique supplémentaire pourrait consister à donner des subsides aux entreprises afin de couvrir les frais d'engagement des dits chauffeurs. Ceci reviendrait à faire payer les salaires de prestataires d'activités inutiles par le contribuable. Une goutte d'eau dans l'océan dont personne ne perçoit de manière sensible les effets négatifs immédiats dans son portefeuille. Avec le temps, un peu de politique et beaucoup de myopie, les gouttes s'accumulent. De plus en plus de prestataires inutiles (pas heureux de l'être d'ailleurs) assurent de plus en plus de fonctions sans valeur ajoutée pour personne, tout en noyant leur inutilité dans une complexité croissante de justifications aussi diverses que foireuses. Après un temps, tout cela paraît « normal » et la vie continue jusqu'à ce que, les gouttes s'accumulant, le vase en vienne à déborder.

Un autre exemple pourrait probablement être trouvé dans le monde bancaire de différents pays dont certains égarements ont été in fine couverts par le contribuable.

#### 9. Rappelez-vous que les gâteaux ne sont pas une fin en soi

Il n'y a pas que les gâteaux dans la vie. Il y a le monde à conquérir. Et puis d'autres planètes et bien d'autres univers sans doute, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de nous-mêmes.

Quel que soit le métier que l'on fait – que l'on soit apprenti ou maître pâtissier – il est bon et sain à la fois de garder à l'esprit qu'il s'agit fondamentalement d'un moyen et non d'une fin en soi. Bien sûr, tandis que l'on exerce son activité, dans le feu de l'action, on « est » le pâtissier et, si l'on est professionnel, l'on ne pense qu'à ça.

Dans le même temps, il importe de maintenir l'église au milieu du village en gardant à l'esprit que la pâtisserie peut perdre sa raison d'être, que les clients peuvent en arriver à préférer un autre pâtissier, que l'on peut avoir envie de changer de vie... Il y a donc une série de circonstances dans lesquelles seul le recul permet de garder la tête suffisamment froide pour ne pas confondre l'arbre et la forêt.

Dans certains cas, toute une profession est concernée. Il en fut ainsi des mineurs, vaillants conquérants séculaires du charbon, qui refusèrent dans plusieurs pays d'Europe de considérer leur métier comme passé. Mais les faits économiques, durs et intraitables, étaient là. Mal informés depuis trop longtemps, les mineurs s'accrochèrent en vain, certains autres en profitant d'ailleurs pour s'en faire les preux défenseurs démagogues. Il eut bien mieux valu, pour les mineurs, de s'être davantage tenus informés de l'évolution des choses et, pour les politiques, d'avoir réellement préparé la reconversion industrielle plutôt que d'en manipuler les tenants à des fins électoralistes. En fin de compte, une fois de plus, ceux qui ont cru passivement au miracle se sont retrouvés Gros-Jean comme devant.

Donc, ne confondons pas l'arbre et la forêt et sachons nous retirer à temps de l'atelier avant que le toit de la pâtisserie ne nous tombe sur la tête. De fait, les besoins insatisfaits sont nombreux. Sinon plus de larmes, il n'y a rien à attendre de s'accrocher aux dinosaures moribonds. La pâtisserie n'est pas une fin en soi.

## – Chapitre 22 –

### La société de confiance

Le titre de ce chapitre est aussi celui d'un livre d'Alain Peyrefitte paru en 1995. Il s'y interroge sur les origines et la nature du développement. Qu'est-ce qui permet à une société de progresser matériellement et/ou spirituellement ? Pourquoi certains peuples, pays ou régions du monde le font-ils pendant un temps – qui peut durer des siècles – pour ensuite décroître subitement ?

La roue du destin ? Probablement pas.

Un nombre de penseurs ont avancé des raisons physiques et matérielles telles que les ressources naturelles, le climat, l'ardeur au travail, le capital investi... Peu convainquant en fait. Les exemples sont nombreux de peuples qui n'ont pas progressé pendant des siècles ou qui ont subitement régressé alors que ces facteurs étaient toujours présents.

#### ▪ L'èthos de confiance

Je serais plutôt enclin à m'aligner sur la thèse d'Alain Peyrefitte qui montre notamment que le développement de l'Europe entre le XV<sup>ème</sup> et le XVIII<sup>ème</sup> siècle se fonde sur ce qu'il appelle un « èthos de confiance », un état d'esprit, une disposition psychique qui favorise l'innovation responsable, la dynamique éthique tout en bousculant les tabous et faisant fi de l'obscurantisme.

Voulant en savoir davantage sur cette potion magique, j'ai consulté Wikipedia : « L'èthos représente le style que doit prendre l'orateur pour capter l'attention et gagner la confiance de l'auditoire, pour se rendre crédible et sympathique. Il

s'adresse à l'imagination de l'interlocuteur. » J'y lis aussi que « Aristote définit le bon sens, la vertu et la bienveillance comme étant les éléments facilitant la confiance en l'orateur. »

Et là, le voile commence à se lever ! Il y aurait donc un lien entre la vertu et la bienveillance d'une part et la confiance que l'on inspire de l'autre. Une corrélation entre l'éthique et l'enthousiasme, ainsi qu'avec le dynamisme des actions qui en découle.

▪ La force de la vertu

Voilà qui me semble être un excellent candidat comme chaînon manquant. Une société serait donc d'autant plus créative et créatrice qu'elle est franche, droite et juste. D'autre part, soucieuse de ne pas s'annihiler par des actes d'autodestruction, elle cesse d'être sous d'heureux auspices dans la mesure où elle perd son bon sens, devient roublarde, dépravée, corrompue et vicieuse. Le même phénomène d'autodestruction induite semble bien s'appliquer à n'importe quel groupe ou être humain.

Dans son œuvre majeure – *L'esprit des lois* – Montesquieu, par ailleurs anti-esclavagiste convaincu, souligne lui aussi clairement la puissance qui naît de la vertu.

Et parmi les vertus souvent considérées comme les plus importantes, nous retrouvons celles citées par Platon dans « *La république* » : la sagesse, la tempérance, le courage et la justice.

Tout ceci pour souligner une évidence trop ignorée : il semble bien que ce soit les vertus, les qualités, l'éthique qui fassent avancer les choses tandis que les



vices, les défauts et l'absence d'éthique les freinent. Avec pour corollaire : lorsque les choses progressent comme il est naturel et normal qu'elles le fassent, c'est que la vertu l'emporte sur le vice. Alors que lorsque les choses ne progressent pas comme il serait naturel et normal qu'elles le fassent, c'est que le vice l'emporte sur la vertu.

De là à se demander pourquoi notre société est en crise, il n'y a qu'un pas que je franchis bien volontiers : les forces du mal l'emportent pour le moment sur les forces du bien dans un trop grand nombre de domaines.

Fort heureusement, de par sa nature même, le vice ne peut dominer la scène que temporairement. Plusieurs raisons à cela.

- La faiblesse du vice

Le vice contient le sel de sa propre destruction, même si, fort malheureusement, il peut dominer la scène pendant un temps certain, trop long par essence, et donner une impression d'invincibilité.

Tout d'abord, le vice et ses déclinaisons reposent sur l'égoïsme, l'illusion de pouvoir durablement prospérer aux dépens des autres, avec de surcroît l'espoir que ces « autres » ne réagiront jamais. Jusqu'ici l'histoire montre que la vertu finit par reprendre le dessus. Comme le souligne une sagesse populaire, si l'on peut rouler une personne tout le temps et tout le monde pendant un temps, on ne peut réussir à rouler tout le monde tout le temps. Déjà une bonne raison pour ne pas essayer.

De plus, le vice se fonde peu ou prou sur la manipulation, le mensonge, l'envie, l'appât du lucre, la division, la contrainte, l'exploitation, la force... Donc, sur la

désolidarisation et l'illusion de pouvoir assurer son propre bien-être au prix du mal-être d'autres, voire de tous les autres. Ceci ne favorise pas la coopération efficace entre les vicieux, ce qui mine les fondations de leur système. Il leur manque aussi, tout simplement, ce liant universel qui déplace les montagnes : la force de l'amour. Là aussi, fort heureusement, la dynamique de la Vie trace une voie bien différente.

En fin de compte, le vice repose sur l'ignorance et/ou la bêtise. L'illusion que les lois de la Vie, que l'on sent pourtant être vraies, ne s'appliqueront pas. Ainsi, ni les politiques d'austérité en Europe ni les politiques de croissance aux USA n'ont réellement porté de fruits. Pourquoi ? Notamment parce qu'elles ne s'attaquaient pas à remettre l'essentiel en place : une économie créant davantage de réelles valeurs ajoutées – donc, entre autres, une réduction des dépenses publiques ou une refonte totale de la gestion de l'Etat, une simplification des rouages et une définanciarisation de l'économie. Ce n'est donc pas en augmentant le nombre de fonctionnaires ni l'impôt sur la fortune que l'on va y arriver, mais bien en créant – dans le respect de Mère Nature – davantage de biens et services pour lesquels, spontanément, les gens comme vous et moi auront envie de donner en échange.

La Vie, le bien-être, le bonheur sont fondés sur l'harmonie. Un exemple parmi des tas en est le corps humain : son état de santé dépend d'un ensemble d'équilibres à maintenir. Comme le redécouvre aujourd'hui la médecine, il convient en priorité d'entretenir le terrain ou de le remettre en état plutôt que de s'attaquer uniquement aux conséquences des maladies. De même, au niveau d'une famille, d'une entreprise, d'un pays, seule une cohabitation saine et volontaire entretenue par une communication franche permettra de prospérer.

Croire au contraire à une possibilité de « réussite solitaire » reposant sur l'accumulation d'avoirs et de pouvoirs, c'est se vouer à l'échec en se coupant d'autant des autres, donc de l'essence même de la Vie.

Conséquemment, les maladies physiques et mentales – ainsi que le mal-être existentiel – auront une propension à poindre, fleurir et prospérer d'autant plus forte que le vice et ses manifestations comportementales et physiques auront pris la place.

Derrière tout cela, plus ou moins réveillée mais toujours présente, un arbitre permanent, une manifestation de cette essence de la Vie : la conscience. Cette expression de l'existence et du sens qu'elle veut qu'on lui donne. Cet état d'âme nous empêche de bien dormir lorsqu'il n'est pas en harmonie avec la Vie.

▪ Pourquoi alors cesser d'être vertueux ?

D'une façon ou d'une autre, pour que cela puisse avoir lieu, il faut le consentement plus ou moins mal éclairé de l'Homme. Si nous partons du principe plutôt réaliste que celui-ci ne cherche pas la souffrance, mais plutôt le bien-être, il doit être erronément inspiré pour se laisser aller à opter pour les forces du mal et croire à un moment, à tort, que cela lui rapportera – peu importe si cela en coûte beaucoup à d'autres, voire plus tard à lui-même, chose dont il n'a pas conscience.

Il semble donc y avoir une échelle allant du mal (en bas) vers le bien, mais aussi, malheureusement, la croyance que l'on peut durablement gagner aux dépens des autres. Il doit donc y avoir aussi une corrélation très directe entre la tendance à croire que l'on peut durablement gagner sur le dos des autres et le niveau de conscience.

L'histoire montre cependant en suffisance que tout accomplissement sera éphémère et bancal dans la mesure où il est fondé sur du négatif, des vices, des actes contraires à la vie et au bien-être du plus grand nombre.

Intéressant à ce propos de constater que plus un Homme va bien, plus il s'ouvre aux autres et à la vie. Plus il voit clair aussi. Avec un corolaire tout aussi instructif : plus un Homme va mal, plus il s'intravertit, se ferme à la communication et a une perception biaisée des réalités et de la Vie. Il en va de même pour un groupe, un pays, une culture, une civilisation.

Il faut donc aller déjà passablement mal pour cesser de voir les choses pour ce qu'elles sont et entretenir l'illusion de pouvoir vivre, s'enrichir ou s'épanouir durablement en exploitant abusivement les autres et Mère Nature.

▪ Cercle vicieux et cercle vertueux

Au dessus d'un certain seuil, la conscience est là de ce que la réussite et le véritable épanouissement personnel se nourrissent de positif, de vertus, de vie. La priorité est très naturellement – et sans effort aucun – donnée à l'Être, induisant une façon d'agir éthique profitant à soi comme au plus grand nombre. L'envie de bien faire est spontanée et génératrice d'épanouissement personnel alors même qu'aucun calcul ne motive ces bonnes actions.

Plus on descend les niveaux, plus l'introversion s'opère et l'égoïsme s'installe pour atteindre un seuil en dessous duquel l'illusion l'emporte avec la croyance croissante qu'il est impératif de posséder davantage pour avoir une chance d'être bien. On passe ainsi subrepticement, peu à peu, de donner sans raison et par plaisir à un prêté pour un rendu, puis à un prêté pour deux rendus,... pour en

arriver à beaucoup de volés pour aucun rendu et en terminer avec un être très, très seul, parfois riche, toujours déprimé et se demandant pourquoi.

Ainsi, cercle vicieux et cercle vertueux, il faut déjà aller suffisamment bien pour avoir une chance d'aller mieux et de mieux en mieux, à moins bien sûr d'une révolution interne et d'une prise de conscience subite.

La vraie réussite, le véritable épanouissement personnel se nourrit de positif, de vertus, de vie. Il faut bien entendu de quoi vivre décemment – et chacun a sa définition de ce que cela signifie – mais le bonheur reste fondamentalement un état d'être, pas une question d'avoir.

- Une sagesse à redécouvrir

Le célèbre Lao Tseu – le Vieux Maître chinois du 5<sup>e</sup> siècle avant notre ère dont certains chercheurs disent qu'il s'agirait d'un personnage inventé – reste la figure de proue du taoïsme à laquelle nombre de citations sont attribuées dont une particulièrement d'à-propos : « Plus le sage donne aux autres, plus il possède. »

A contrario, l'illusion développée par nos sociétés de consommation est qu'il suffit de posséder davantage pour être plus heureux. Outre l'énorme gaspillage de ressources naturelles que cela a engendré et qui ne pourra plus durer bien longtemps, il en naquit aussi un repli sur soi et sur ses possessions, un amour démesuré de l'argent et pour certains du pouvoir. Une solitude grandissante aussi.

L'Homme ne compensera cependant jamais son « manque à être par son manque à avoir ». Si les énormes progrès techniques des 100 dernières années ont permis

d'augmenter la qualité de vie dans bien des domaines, il serait désastreux de rester coincé dans une logique majoritairement matérialiste. Il est grand temps de retrouver l'équilibre si nous ne voulons pas devenir, tels des robots mal programmés, les esclaves de nos possessions.

La planète est réellement à un tournant qu'elle ne peut se permettre de manquer :

- Une concentration croissante des richesses dans les mains d'une minorité, alors que plus d'un milliard d'humains vivent avec moins d'un dollar par jour
- Des guerres qui ne sont plus faites pour être gagnées, mais pour durer
- Mère Nature qui crie à l'assassin, même si elle nous survivra...

Un exemple tout proche : la disparition progressive des abeilles. La reproduction et l'évolution d'environ 80 % des espèces végétales dépendent directement de la pollinisation effectuée majoritairement par les insectes et surtout par les abeilles. Leur rôle de principal pollinisateur est aussi essentiel qu'il est aujourd'hui en danger. Partout dans le monde, bien des espèces sont fortement menacées et le nombre d'abeilles est en déclin. Et ce n'est pas l'argent qui les fera revenir.

Le temps est venu pour les femmes et les hommes que nous sommes d'augmenter notre niveau de conscience si nous ne voulons pas nous suicider. Car si les arbres et les fleurs peuvent vivre sans nous, nous ne pouvons vivre sans eux.

Plus important encore, au-delà des aspects strictement financiers, il y a aujourd'hui dans l'air cette soif croissante de pouvoir et de domination d'une minorité d'autant plus dangereuse qu'elle est fondamentalement apeurée.

Comme l'a écrit quelque part le psychanalyste américain Erich Fromm : « Le danger dans le passé était que les hommes deviennent des esclaves. Le danger dans le futur est qu'ils deviennent des robots. »

▪ Imaginons un monde de confiance et respectueux de la Vie

Imaginons un instant, juste pour le plaisir de l'exercice, un monde de confiance. Il ne devrait même pas être parfait, simplement un monde où la confiance serait la chose normale plutôt qu'un monde dans lequel par exemple – comme au moment où j'écris ces lignes – la méfiance devient la norme, les systèmes d'alarme s'offrent pour la Saint Valentin et un tiers seulement des français ont confiance en les banques (contre 43 % l'an dernier et quasi 100 % en bonne logique).

Un monde sans défiance signifierait des budgets militaires nuls ou presque, soit plus de 2,6 % du produit intérieur brut mondial en 2012, ou encore une estimation de 1.630 milliards de dollars. Autant de ressources mobilisables pour assurer une croissance positive. Réduire ce budget de moitié permettrait de mieux nourrir bien du monde sur notre planète.

Alors que partout ou presque on parle aujourd'hui de le raffermir, un tel monde verrait aussi fondre son budget pour la police, soit 85 milliards d'euros en 2012 rien que pour la Chine. On parle aussi d'un effectif de plus de trois millions de policiers pour l'Europe et les Etats-Unis confondus. Imaginons un instant 50 % d'entre eux, soit un million et demi de personnes, motivés sur des projets positivement humanitaires.

Pour ce qui est de la pollution, imaginons un instant que l'on adopte pleinement la voiture électrique – on en parlait déjà dans les années soixante. Peut-être

certain en ont-ils alors racheté le brevet, la licence et le mode d'emploi pour continuer de promouvoir le pétrole ? Toujours est-il qu'elle existe bien et que plus d'un constructeur automobile en commercialise aujourd'hui des modèles. Les estimations sont que près de 25 % des gaz à effet de serre sortent des pots d'échappement et que la pollution atmosphérique est responsable de plus de deux millions de morts prématurées par an (dont pas mal de jeunes enfants des villes emportés par une pneumonie). Un beau progrès réalisable tout en gagnant autant d'argent en vendant des voitures.

Toujours pour ce qui concerne les autos, imaginons maintenant un moteur à eau, voire à air comprimé. Je ne suis pas mécanicien, mais je vous invite à faire un tour sur internet. Pour ce qui concerne le moteur à eau – encore appelé HHO – un Monsieur du nom de Stanley Meyer a retenu mon attention pour l'avoir, semble-t-il, mis au point avec un rendement plus qu'écologique puisqu'il fabriquerait plusieurs centaines de pour cent d'énergie de plus qu'il n'en consomme tout en produisant de l'hydrogène capable de faire fondre l'acier. Info ou intox ? Je n'en ai pas la réponse. Toujours est-il que Stanley Meyer est mort en 1998 à la sortie d'un restaurant. Rupture d'anévrisme disent les uns. Empoisonnement affirment les autres.

Dans le très intéressant court métrage – *A life connected* – mentionné en bibliographie, il est dit : « La terre fournit assez pour satisfaire les besoins de chacun, mais pas la cupidité de tout le monde. » L'accent y est particulièrement mis sur notre mode d'alimentation. Nous gaspillons des quantités énormes de céréales pour nourrir les vaches, les poulets, les cochons... pendant que, chaque jour, environ 25.000 personnes meurent de faim. Notre planète ne pourrait nourrir que deux milliards d'individus avec une alimentation basée sur la viande,



les œufs et les produits laitiers. Or, nous sommes quasiment sept milliards aujourd'hui.

Imaginons alors ensemble un monde dans lequel notre façon de nous alimenter aurait été revue. Moins nous consommons de produits animaux, plus nous pouvons nourrir de gens. De plus, les maladies cardiaques et le cancer, parmi les causes principales de la mortalité, semblent directement liés à la consommation de ces produits. Et selon les Nations Unies, l'élevage d'animaux contribue davantage au réchauffement climatique que tous les avions, camions et voitures réunis, soit plus de 40 %.

Côté environnement, la production d'un kilo de viande requiert environ 19.000 litres d'eau, celle d'un litre de lait environ 800 litres d'eau. Sans parler de la déforestation dont une des raisons principales est de créer de l'espace pour faire pousser les céréales afin de nourrir les animaux d'élevage. Sans parler non plus des milliards de tonnes d'excréments de ces animaux (je laisse libre cours à votre imagination). Il y a aussi nos océans que l'on vide de leur vie à force de pêche intensive.

Imaginons que l'on baisse, ne fût que d'un quart pour commencer, notre consommation de viandes et de produits laitiers. Ce serait un acte des plus verts qui soient, une excellente mesure préventive pour notre santé ainsi qu'une noble manière de nous reconnecter avec les animaux et Mère Nature.

Imaginons un monde dans lequel tous les agriculteurs puissent à nouveau être fiers de nourrir la planète plutôt que d'être coincés entre la tentation du profit à court terme, l'obligation de rendement, la crainte de disparaître, la peur de manquer le train du progrès et le remords d'avoir empoisonné le monde.

Comme le dit très joliment l'ingénieur agronome Claude Bourguignon dans un reportage très intéressant – L'agriculture du génocide – disponible sur YouTube : « Nous ne faisons plus de culture en Europe, nous gérons de la pathologie végétale. Nous essayons de maintenir vivant des plantes qui ne demandent qu'à mourir tellement elles sont malades. »

« Faire vivre, c'est compliqué. Tuer, c'est à la portée de n'importe quel imbécile. »

Les campagnes se vident. Imaginons un monde dans lequel les agriculteurs puissent à nouveau faire leur métier – nourrir avec des plantes saines et des animaux sains – et en être fiers. Un monde dans lequel, comme en 1950, on ne mettait pas un seul pesticide sur les blés en Europe. Un monde où l'on ne tente pas de produire des tomates carrées pour pouvoir les ranger plus facilement. Un monde dans lequel l'Homme a compris que si les forêts poussent harmonieusement sans engrais chimique, les terres agricoles et les vergers peuvent délivrer leurs fruits sans engrais chimique.

Imaginons des campagnes qui ont retrouvé leur biodiversité et les sols agricoles leur vie, avec même des coquelicots dans les champs. Les techniques existent pour le faire – la plupart ne coûtent rien – et la terre ne demande qu'à retrouver sa porosité (tous ces petits trous qui font que la pluie y pénètre plutôt que de créer des inondations), sa faune multiple, sa diversité.

Imaginons que l'on ne mette plus de viande dans la nourriture des vaches et que leur lait ait retrouvé son goût.

Imaginons, pour y arriver plus facilement, un monde dans lequel les ingénieurs agronomes aient à nouveau partout dans le monde un énorme cours sur la biologie des sols, donc la vie qui les anime.

Imaginons un monde fait d'air pur et d'eau propre, d'océans à nouveau emplis de vie, d'animaux en liberté, de prairies verdoyantes, de forêts en pleine forme.

Et puis, imaginons un monde dans lequel nous consommerions moins. Durant les 30 dernières années, il est estimé que nous (quelques pays privilégiés surtout) avons consommé un tiers des ressources de la planète. Quelle que soit la justesse de cette donnée, approximative par nature, il est évident que nous ne pouvons continuer comme nous le faisons. Ironie supplémentaire, une bonne partie du temps de loisir est consacrée à regarder la télé et son flot de publicité tandis qu'une autre part considérable est dédiée au shopping. Quel drôle de monde...

Idée saugrenue : imaginons un monde dans lequel les déficits des états ne dépasseraient pas trois pour cent du produit intérieur brut – limite au-delà de laquelle il serait considéré comme excessif ainsi qu'indiqué dans le traité de Maastricht de 1992 et dans le pacte de stabilité et de croissance de 1997 que les pays de la zone euro se sont engagés à respecter en son temps. Imaginons donc que les pays aient tenu leur promesse, que les procédures n'aient pas été assouplies, que ce déficit ne tourne pas aux alentours du double, avec une dette publique moyenne d'environ 80 % du produit intérieur brut pour les pays de la zone euro.

Allons-y avec extravagance : imaginons simplement un monde dans lequel les états ne seraient pas en déficit. Rien de plus normal pour une entité bien gérée.

Imaginons dans la foulée un monde dont le système monétaire ne permettrait pas au crédit de se développer plus rapidement que l'économie réelle.

De la même veine, imaginons un monde où les états mettraient au clair les dessous de la politique qui redeviendrait tout simplement ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : la gestion responsable, transparente (comme on dit aujourd'hui) des affaires publiques dans le meilleur intérêt de tous et de l'environnement.

Imaginons un monde dans lequel la morale et l'éthique ont retrouvé leur place et continuent de jouer leur rôle naturel – celui de gardien du bien-être – à la grande satisfaction de tous. Un monde dans lequel quand quelqu'un dit oui ou non, il sait pourquoi. Un monde dans lequel quand quelqu'un approuve ou désapprouve, ce n'est pas parce que son voisin fait de même, ou parce que c'est mieux payé, ou en promotion, ou parce qu'il fallait bien dire quelque chose. Un monde dans lequel, par la stabilité que donnent la morale et l'éthique, les hommes ont des principes qui les protègent de se faire avoir par n'importe quoi.

Contrairement à ce que trop pensent, tentent d'enseigner directement ou de façon subliminale, les sœurs Morale et Ethique ne sont ni les filles de l'Ascétisme, ni les mères de l'Ennui. Ce sont au contraire les piliers d'une croissance et d'un épanouissement harmonieux en bonne entente avec soi-même, les autres et le monde qui nous entoure. Le socle du bien-être.

Leur opposé – la dépravation, le manque de repères, la déliquescence, l'absence de valeurs, l'égoïsme... – est par contre la source de bien des maux. Comme tout jeu, la Vie a besoin de règles pour être jouable et, très certainement,

pour avoir une chance d'être passionnante. Pourvu que ces règles aient du sens et soient bien enseignées, elles permettent aux joueurs de donner ce sens au jeu, d'y trouver leur place et de veiller à y donner le meilleur d'eux-mêmes.

Chacun étant dans une quête permanente de sens, il ou elle préférera jouer à n'importe quel jeu plutôt qu'à rien du tout. De là à penser que certains – avides de contrôle par exemple – tenteraient de faire perdre leur place à la morale et à l'éthique, il n'y a qu'un pas que certains ont régulièrement franchi dans l'histoire de l'Homme et qui me paraît avoir le vent en poupe aujourd'hui.

Face à cela, imaginons un monde d'un niveau de conscience juste un rien plus élevé dans lequel l'honnêteté est une chose normale, le respect de la Vie et des autres aussi, l'égoïsme un vague souvenir ainsi que la lutte pour le pouvoir et l'argent. Un tel monde ne doit pas être très loin, sinon pourquoi y aurait-il tant de forces qui essaient de s'opposer à sa naissance ?

Imaginons enfin un monde dans lequel les 90 % de gens de bonne volonté puissent s'exprimer et agir selon leur conscience.

Un tel monde ne peut être que plus lumineux, sinon pourquoi les sinistres amis de l'ombre le craindraient-ils autant ?

- Le centième singe ou le principe de la masse critique

Il y a ceux qui détruisent et puis ceux qui construisent. Ceux qui obscurcissent et ceux qui cherchent à comprendre. D'un côté, la raillerie, le cynisme, la peur, l'angoisse et la psychose. De l'autre, heureusement, la coopération, l'humour, l'enthousiasme, les projets qui en naissent et y trouvent leur énergie. Un équilibre précaire entre le Mal et le Bien. Entre le matérialisme forcené et la

réalisation de soi. Entre l'égo dans ses extrêmes avec ses illusions de contrôle et l'ouverture au monde, donc aux autres. Tout cela sera le fruit d'une longue évolution qui est loin d'être terminée.

Le changement fait partie intégrante de la Vie. Là où nous en sommes aujourd'hui est tout simplement une étape de cette évolution. A chaque pas de ce chemin, le même choix se présente : vers le haut ou vers le bas ? Le fait est que depuis quelques décennies – et de manière fortement accélérée depuis quelques années – l'humanité dispose en abondance des moyens de s'autodétruire intégralement. L'Homme en a même fait un commerce, persuadé qu'il est que *ça* n'arrivera qu'aux autres.

La première chose à comprendre pour les humains que nous sommes est que nous en sommes là et que maintenant, comme disent les enfants, on joue pour du vrai. Comprendre aussi qu'il s'agit là du produit de l'égo écervelé. Comprendre enfin qu'il nous faut, sans haine aucune, accepter où nous en sommes pour dépasser ce stade très rapidement.

Comme l'exprime si positivement Olivier de Rouvroy : « N'oublions jamais que ce que l'homme peut faire pour détruire, il peut également le faire pour construire. »

Il dit aussi : « Il va falloir que nous nous entraînions à ne plus craindre l'inconnu, à ne plus craindre de ne pas nous reconnaître ! Il va falloir que nous apprenions très rapidement à nous accepter tels que nous sommes, là où nous sommes, sans avoir nécessairement le luxe de pouvoir le comprendre intellectuellement. Cette confiance, nous ne pouvons la trouver que dans l'Amour ; et cet Amour, nous ne le trouverons qu'en nous-mêmes ! »

Et c'est ici que le centième singe intervient ! De quoi s'agit-il ? Assez étonnement, de niveau de conscience.

Dans son livre « Lifetide : a Biology of the Unconscious » paru en 1979, le scientifique et prolifique auteur Lyall Watson relate le constat d'une étude réalisée par des Japonais sur des macaques entre 1952 et 1965 sur l'îlot de Koshima. Une jeune guenon appréciait les patates douces qu'elle recevait des chercheurs japonais qui les jetaient dans le sable. N'aimant pas leur saleté, elle se mit donc à les rincer dans un ruisseau tout proche. Cette bonne idée fut graduellement adoptée par d'autres jeunes singes jusqu'au moment où, très soudainement, l'ensemble des singes se mirent d'un coup à laver leurs patates douces. Plus étonnant encore : les singes des autres îles se mirent aussi soudainement à rincer leurs patates douces ! C'est pourquoi le macaque japonais a été surnommé « le laveur de patates ».

Dès qu'une certaine masse critique – un certain nombre de singes – avait été atteinte, la connaissance de la technique de lavage de la patate douce s'était quasiment instantanément répandue par une forme de transmission de pensées.

Certains mettent en doute la justesse de l'histoire du centième singe ou de ses conclusions non validées scientifiquement selon eux. Quoi qu'il en soit, le principe de la masse critique – ce point à partir duquel les choses changent brutalement en un temps très bref – se vérifie dans bien d'autres domaines. Un exemple moins poétique en est le nucléaire où l'on appelle masse critique la masse de matériaux fissiles à atteindre pour déclencher une réaction nucléaire en chaîne. Tant que cette masse n'est pas atteinte, rien de visible ne se produit. Puis, tout se met en branle d'un coup dont on se souvient.

Plus proche de notre quotidien, le même phénomène s'observe par exemple avec les brusques et, à première vue, inexplicables sautes d'humeur.

Plus on monte dans les niveaux de conscience, plus la capacité à observer, à distinguer et à créer augmente. Les émotions et la sensibilité deviennent plus subtiles, plus fines, plus légères, plus agréables. L'esprit s'ouvre d'autant plus aux autres. L'importance de l'égo fond peu à peu : on prend plaisir à aider et à partager.

Plus on descend dans ces mêmes niveaux de conscience (rappelez-vous la dernière fois que vous avez été saoul, anesthésié ou très fatigué), moins ces qualités d'observation correcte se manifestent. Ceux qui sont chroniquement dans de bas niveaux de conscience s'avèrent d'autant centrés sur eux-mêmes et se protègent de tout et de rien sans cesse ni raison. L'égoïsme prend le pouvoir.

Un rapide coup d'œil sur notre belle planète bleue nous montre qu'une grande partie de l'humanité en est là. Mais il y a aussi l'autre côté de la pièce...

### Un potentiel extraordinaire !

Notre monde actuel – ses délires économiques et écologiques – n'a pas été imposé par quelque force du destin, mais bien créé et entretenu par l'Homme. Le même Homme peut donc décider, tout seul comme un grand qu'il a déjà montré pouvoir être, de le modifier pour en faire un monde vraiment meilleur.

Cela pourrait revenir à un monde qui ne serait plus une société de défiance, ainsi que le décrit Alain Peyrefitte dans son livre « La Société de confiance » : « La société de défiance est une société frileuse, gagnant-perdant : une société où la



vie commune est un jeu à somme nulle, voire à somme négative (si tu gagnes, je perds) ; société propice à la lutte des classes, au mal vivre national et international, à la jalousie sociale, à l'enfermement, à l'agressivité de la surveillance mutuelle. La société de confiance est une société en expansion, gagnant-gagnant, une société de solidarité, de projet commun, d'ouverture, d'échange, de communication. »

Depuis plusieurs années et de façon croissante, partout dans le monde aujourd'hui, le niveau de conscience monte, des gens et des organisations travaillent à faire comprendre les enjeux, à élaborer des solutions, à se recentrer sur l'essentiel. Il ne s'agit plus d'un simple débat entre des écolos un peu gauchisants et des vilains patrons exploiters du peuple, mais bien d'un message fondamental qui concerne tout le monde et le monde entier.

Nous ne sommes condamnés à rien pourvu que nous refusions la sentence. Plus que jamais, nous avons les moyens de faire de cette terre un lieu de paix et d'harmonie, centré sur le bien-être du plus grand nombre, tourné vers le réel développement. Pourvu que nous ouvrons les yeux.

Si nous avons les moyens de l'autodestruction rapide, massive et sans appel, nous avons aussi de quoi nourrir une renaissance sans précédent, que ce soit au niveau matériel, social ou spirituel.

Cela fait trop longtemps maintenant que ce qui devait rester un moyen – l'économie, la production, la rentabilité... – est devenu une fin en soi au point d'en faire oublier sa raison d'être. Pour une large part, le véritable progrès – le détergent qui lave vraiment plus blanc – s'est fait plutôt rare. Dans trop de cas, il s'agissait de générer du business et des parts de marché grâce à un marketing de

plus en plus fondé sur une manipulation créative plus ou moins honnête. Il s'en est suivi entre autres une concurrence effrénée sur les prix, des délocalisations, des baisses de qualité de plus en plus flagrantes, la génération de nouveaux « besoins »... A bout d'idées, ou presque, côté produits et puis services, il y a eu – et nous y sommes encore profondément plongés – la financiarisation de l'économie : faire de l'argent avec de l'argent, la multiplication des produits financiers de toutes sortes, des options, des fonds d'investissement, puis de l'appropriation par les banques du contrôle de la dette publique à des fins de rentabilité. Nous en sommes arrivés à la faillite de pays.

Les moyens dont l'Homme dispose depuis plusieurs décennies – et de façon croissante – suffisent largement pour la destruction de toute vie sur terre. Ces mêmes moyens et toute la créativité qui les a engendrés peuvent également être mis au service de l'Homme et de la planète : un progrès et un bien-être sans précédent pourraient aisément en naître.

Au niveau matériel tout d'abord, une technologie extraordinaire : elle permet bien sûr de téléguidar les bombardements, mais aussi de faire des miracles en médecine. Une informatique de plus en plus puissante, des imprimantes 3D... Le commerce électronique qui ne cesse de croître (avec plusieurs dizaines de millions de titres de livres en ligne par exemple). Une communication quasi immédiate, gratuite et internationale grâce à internet et aux e-mails. La croissance fulgurante des « cybercommunautés ». Très bientôt, des molécules qui prendront la place du silicium comme éléments de base des ordinateurs. Du stockage d'informations dans les bactéries... Plusieurs options de plus en plus crédibles pour la production d'énergie quasi gratuite à très grande échelle...

Une grandissante prise de conscience internationale, même si elle reste encore

marginale, prend de plus en plus d'ampleur : l'importance de la biodiversité. La reconnaissance du besoin d'en finir avec les changements climatiques, les effets de l'émission des gaz à effet de serre, la déforestation, les cultures intensives qui appauvrissent nos terres, l'impossibilité d'appliquer le modèle de croissance occidentale à l'ensemble de la planète, les méfaits incontestables du néolibéralisme sans limite pour lequel les trois seules choses qui comptent sont l'argent, le pognon et le fric. Et puis surtout, la reconnaissance croissante de la communauté qui nous unit, au-delà des différences de race, d'âge, de sexe, de couleurs de peau, de religion, de nationalité.

Fort heureusement, le retour aux bases et les exemples d'initiatives de bon sens se multiplient. Ainsi, la multiplication de devises locales et de l'usage du troc sont clairement des indicateurs d'un nouveau paradigme en développement. Au niveau social, sans qu'il soit du tout question de gauche ou de droite, passer de l'individualisme maladif et forcené à une conscience de groupe et une gestion commune. Pour exemple, les pétitions internationales via internet qui permettent à des millions de personnes du monde entier de s'exprimer, de communiquer, de faire pression, de réaliser aussi qu'elles ne sont pas les seules à se tourmenter ou à être conscientes.

Certains, plus ésotériques, annoncent depuis quelques temps déjà que nous sommes rentrés dans une zone de fréquence plus élevée : disparition des barrières entre les dimensions, apparition intermittente de nouvelles formes de vie, doute croissant sur ce qui est réel et ce qui ne l'est pas... Selon eux, un changement radical est sur le point de se produire qui sera, pour beaucoup, comme une sorte de chaos. Il s'agit de s'y préparer au mieux en renforçant notre connexion avec notre Voix Intérieure comme l'appellent certains, ou encore notre Moi Supérieur ou notre Guide comme d'autres le nomment. Il s'agira en

effet d'avoir, entre autres, regagné la capacité de percevoir au-delà de nos cinq sens. De plus en plus d'informations nous parviendront.

Quoi qu'il en soit, tout commence en effet très simplement par une prise de conscience, puis une élévation de ce niveau. Et il est urgent d'agir positivement.

Comme le souligne le grand maître spirituel indien Ramana Maharshi (1879-1950) : « Lorsque l'éveil de masse aura lieu, le vieux mental perdra son pouvoir. Notre perception de la réalité subira alors un immense changement, et le monde entier changera. »

Bill Bonner l'indique à mon sens fort justement dans sa Chronique Agora du 15 juin 2012 : « Nous allons vous donner la conclusion avant de vous donner les faits : la « croissance », ces 20 dernières années, était en majeure partie fictive. Les roues de l'économie ont tourné de plus en plus vite. Les centres commerciaux étaient pleins. Des maisons ont été construites sur quasiment tous les terrains vagues. Wall Street a encaissé de gros chèques. Mais, dans l'ensemble, c'était une illusion. Comparé à un vrai boom, c'était une contrefaçon. Personne n'est allé nulle part. »

Point n'est besoin de continuer de se voiler la face à force d'artifices pour entretenir un système qui a outrepassé son temps alors que les réels besoins sont en abondance aujourd'hui : la forte croissance de la population mondiale, la paupérisation d'une part croissante, les pollutions en tout genre... Mais aussi des choses bien plus immatérielles : l'envie d'harmonie, de partage et de communication au niveau planétaire par une part grandissante des humains que nous sommes.

Les périodes de crise ont ceci de bon qu'elles mobilisent les énergies et stimulent la créativité. Comme l'a écrit Oscar Wilde : « Une carte sans utopie n'est pas digne d'un regard. » Il nous faut transcender notre réalité d'aujourd'hui, rêver et veiller à ce que ces rêves se réalisent.

Théodore Roosevelt a dit quelque part : « Croyez que vous pouvez le faire et vous aurez déjà fait la moitié du chemin pour y arriver. »

Pourvu que nous l'acceptions, nous sommes les maîtres de nos destinées. Nous sommes sept milliards à pouvoir y faire quelque chose. On devrait y arriver.



## – Chapitre 23 –

### **L'esprit d'entreprise et l'usine à Machins**

Dans le voisinage, tout le monde voulait des machins et il n'y avait pas moyen d'en trouver. Un jour, Monsieur Gentil décida de se lancer dans leur fabrication, à la grande satisfaction générale. Il en étudia les techniques d'hier et d'aujourd'hui, lut les ouvrages qui s'y rapportaient et interrogea les anciens.

Puis il investit : le bâtiment, l'outillage, la matrice à Machins et les matières premières. Il savait que les gens du village étaient prêts à payer environ 10 Ecus par Machin. Il décida de produire 2 modèles : la version Standard à 8 écus et la version Luxe à 12 Ecus. D'après les calculs approximatifs qu'il avait faits, cela devait lui rapporter 2 Ecus par Standard vendu et 3 Ecus pour chaque Machin de Luxe qu'ils achèteraient. Et il s'y mit. Et tout le village fut ravi.

De 10 Machins par semaine, il dut rapidement passer à 12, puis à 15. Travaillant seul, il réalisa à sa grande joie que plus il produisait, plus les coûts de la dernière unité produite étaient bas. Maîtrisant mieux son métier, il en vint à produire 20 Machins par semaine, en travaillant beaucoup bien sûr, au bonheur des villageois dont la demande avait maintenant atteint un maximum, avec un profit de 3 par Standard et de 4 par Luxe. Il ne lui fallut que peu de temps pour que la renommée des Machins atteigne le village voisin.

Cependant, pour satisfaire cette nouvelle demande dont la croissance et la stabilité restaient hypothétiques, il lui fallut décider d'engager un aide (au coût de 35 Ecus par semaine) et aussi prévoir quelques frais généraux (transport, emballage supplémentaire...), sans parler du temps pour gérer tout cela,

superviser son aide et assurer la vente dans le village voisin. Un total qu'il estima à 20 % de son temps de travail.

Il se demanda tout d'abord si le jeu en valait la chandelle d'un point de vue financier. Comme il vendait pour ainsi dire autant de *Machins Standard* que de modèles de *Luxe*, avec respectivement 3 et 4 *Ecus* de profit par unité, il faisait donc un gain moyen de 3,5 *Ecus* par pièce vendue. Il lui suffisait donc de vendre 10 unités pour couvrir les 35 *Ecus* à payer en salaire à son aide. L'affaire semblait bonne. Il décida néanmoins de ne pas décider dans la précipitation et d'aller dormir avant toute chose. « La nuit porte conseil aux *Machins* », se dit Monsieur *Gentil*. Et il avait raison.

Cette nuit-là, ses rêves furent remplis de *Machins de Luxe* et de *Machins Standard*, de chiffres, de profits abondants, de doutes, de pertes exorbitantes, de sueurs chaudes et froides... Au réveil, la lueur se fit. Le risque était trop grand si l'on tenait également compte des frais généraux supplémentaires, des 20 % de son temps à investir en tâches de coordination diverses (et donc à ne pas produire), des fluctuations probables mais imprévisibles de la demande, sans parler des problèmes relationnels toujours possibles avec un aide. Et pourtant, il voulait que son affaire croisse et fleurisse... mais pas à n'importe quel prix ! « Travailler plus pour gagner moins, voilà qui serait bien bête », se dit-il.

La frustration le gagna peu à peu. Il devait y avoir un truc tout simple, une astuce, une tangente, une solution créative, une autre manière d'aborder la question.

Toujours prudent, il décida momentanément de ne rien décider et de se remettre au travail pour répondre à la demande qui se pressait au portillon. Et il servit ses clients, les aidant à bien utiliser les *Machins*, encaissant les *Ecus* avec bonne



humeur. Par vagues successives, tantôt l'enthousiasme tantôt la tempérance ébauchait sa vision de l'avenir. Croissance ou modération ? Risque ou prudence ? Aide ou pas ?

Et il empochait les Ecus, toujours souriant, quand son regard croisa un autre sourire. Magnifique. Large. Eblouissant. Très personnel aussi. Il n'en croyait pas ses yeux : Mademoiselle Cerise ! Belle comme le jour, fraîche comme la rosée, désirable à souhait, elle avoua d'un trait son amour, mais aussi son admiration face à l'ingéniosité de Monsieur Gentil qui le premier avait osé faire de si beaux Machins ! Lui, bouche bée, se surprit soudain à rêver.

Il fut conquis de même, au point d'en oublier ses Machins. Comme par magie, il trouva le temps, lui si débordé depuis que l'esprit d'entreprise l'avait envahi, pour exprimer sa tendresse, la partager, ouvrir son cœur à d'autres choses. Mademoiselle Cerise, aux qualités nombreuses, l'en remercia de mille façons. Douce et pratique à la fois, elle s'intéressa peu à peu aux Machins, sans oublier pour autant qu'ils ne seraient rien s'ils n'avaient pas Monsieur Gentil pour père. Elle savait aussi, plus par instinct ou intuition que par formation, que les Machins ne sont rien non plus si l'on ne fait pas du produit de leur vente quelque chose d'agréable ou d'utile. Elle avait compris surtout qu'un bon Machin est un Machin qui tient ses promesses !

Bref, Mademoiselle Cerise, l'amour en poupe, devint pour Monsieur Gentil une grande source de sagesse et d'équilibre. Il comprit ainsi, parmi de nombreuses autres choses, que si l'ardeur au travail est une indispensable qualité, il convient de garder en permanence à l'esprit le but utile qu'elle a pour mission de servir. Cette simplicité, il l'avait un peu oubliée depuis qu'il s'était, avec tant d'enthousiasme, lancé dans son entreprise. Le nez sur le guidon, comme on dit,

il avait travaillé jour et nuit (ou presque) au four et au moulin pour assurer la production de ce qu'il voulait être les plus beaux Machins du monde.

Et si on lui avait demandé pourquoi il se consacrait tant à son activité, il aurait probablement répondu « Eh bien... euh... c'est évident... », pour enfin avouer qu'il en avait oublié le véritable objectif (peut-être tout simplement parce qu'il ne se l'était jamais clairement défini).

Son intention de départ était des plus louables : produire des Machins de qualité, donc répondre à un besoin, tout en gagnant sa vie. Rien de mal à cela sur notre planète, que du contraire. Mais que se serait-il probablement produit s'il n'avait pas rencontré Mademoiselle Cerise ? Il en serait sans doute arrivé à en négliger les autres, à réduire le monde à ses Machins, à en oublier le besoin qu'ils sont censés satisfaire. L'envie aurait pu naître un jour de diminuer la qualité pour réduire ses coûts et augmenter ses profits. Lui, ou ses éventuels héritiers, se seraient peut-être laisser aller à conquérir par tous les moyens la plus grosse part de marché possible, quitte à user de publicités mensongères, de matières premières toxiques, d'une image de marque brillante en surface mais ne reposant plus sur la qualité des premiers jours.

Fort heureusement, Monsieur Gentil ne fut jamais exposé à ces éventuelles tentations. Mademoiselle Cerise, par la candeur de ses sentiments et de ceux qu'elle éveilla chez lui, l'en sauva. Ils se prirent par la main et décidèrent de s'unir pour longtemps. L'un pour l'autre un modèle : elle le rouvrit à la vie, il lui apprit le business. Ils travaillèrent ensemble, soucieux de bien faire, harmonieusement. Il comprit ainsi que ses Machins ne resteraient utiles que dans la mesure où ils continueraient à tenir leurs promesses. Il prit pleinement conscience, pour la première fois, que son activité n'avait de raison d'être, voire

de justification, que dans la mesure où elle contribuait aussi réellement au bien-être des autres.

Le jour où il réalisa cela, il en éclata de rire au point où des larmes en coulèrent.  
« Comment ai-je pu ne pas comprendre cette simplicité plus tôt ? Cela aurait donné bien plus de sens encore à tout mon travail, le seul sens qui en vaille vraiment la peine ! »

Et ils eurent beaucoup d'enfants !



## Conclusions

Nous sommes en fin de cycle. Mais de quoi va-t-on accoucher ? Cela dépendra de notre façon de gérer les quelques années à venir.

Même si beaucoup continuent trop souvent de prétendre officiellement que non, la majorité d'entre nous le savent : il convient de changer et vite !

Se voiler la face, attendre que le voisin montre l'exemple, se dire que l'on ne peut rien y faire tout seul et donc que cela ne vaut pas la peine d'essayer quoi que ce soit, espérer qu'un quelconque Messie vienne tout arranger, attendre que le gouvernement ou quelque instance internationale prenne le leadership, ou, pire encore, faire comme si de rien n'était, c'est foncer dans le mur.

L'occasion est aussi belle que pressante de faire un grand pas en avant.

La question est avant tout éthique. Il s'agit de redonner un sens à la vie, de réapprendre à sourire, à partager, à aimer, à se soucier des autres. Localement et internationalement. Et de soi aussi. Car nous en sommes là aujourd'hui. Souvent au-delà de l'égoïsme : à ne même plus prendre responsabilité pour soi-même, à penser que toutes ces choses ne nous arriveront pas, à se voiler la face, à se dire que l'on finira bien par s'en sortir sans pour autant y faire quoi que ce soit.

Il convient de faire face, d'inverser le mouvement, de sortir du cercle vicieux. Nous en sommes capables et il est grand temps de le démontrer.

Quelques exemples ?

Commençons par le rôle de l'Etat et des pouvoirs publics. Si prédominant dans tant de pays dont il représente plus de 50 % de l'économie, l'Etat doit redéfinir son rôle :

- Veiller sur le bien et les affaires publics et non développer des sphères de plus en plus hautes et détachées du Terrien moyen, tout en vivant de ses deniers.
- Utiliser au mieux le produit de la fiscalité, le gérer professionnellement (ce qui permettra aussi de diminuer l'importance des impôts sans diminuer ni la quantité ni la qualité des services publics).
- Donc simplifier et dépolitiser la gestion trop souvent moyenâgeuse de ses services.
- Montrer l'exemple civique. Et donc regagner le respect des citoyens grâce à une réelle valeur ajoutée.
- Reprendre sa place de guide légitime du marché qui a plus que jamais besoin de règles efficaces et claires pour fonctionner.

Ensuite revoir les concepts de consommation, de croissance, de richesse et de progrès :

- Il nous faut bien sûr consommer pour vivre. Ceci ne signifie pas que consommer davantage ou n'importe quoi soit un progrès.
- De nombreuses choses parfaitement inutiles sont produites et lancées à grands frais sur les marchés grâce à un marketing tapageur et abêtissant. Il en résulte une exploitation totalement irresponsable des ressources naturelles, dont beaucoup sont par nature limitées.
- L'argent est devenu une fin en soi pour beaucoup d'entreprises et trop de personnes.

- Les marchés financiers (ceux sur lesquels l'argent sous ses différentes formes est à la fois le moyen et la fin) se sont développés outrancièrement. Aucune réelle valeur ajoutée n'en ressort.
- Dans les pays les plus développés, le taux de chômage endémique, de boulots temporaires ou à temps partiel, tend à la hausse. Autant de compétences inutilisées, de talents qui dépérissent, de sentiments d'inutilité.
- Dans le même temps, le coût relatif du travail est tel (charges sociales et autres comprises) que trop d'entreprises ont toutes les raisons du monde de limiter l'embauche autant que possible.
- S'ajoute à cela l'importance trop grande de l'Etat dans l'économie (pour ce qui est des services qu'il délivre en échange des impôts qu'il perçoit).
- D'autre part, des tas de besoins primaires restent largement insatisfaits dans les pays sous-développés bien sûr, mais aussi pour un nombre croissant de personnes dans les pays plus développés : nourriture, logement, scolarité...
- Et puis il y a aussi un très grand nombre de besoins auxquels aucune réponse ne peut être donnée parce que la logique des marchés n'intègre pas la production de leur réponse. Il convient de redéfinir ce que notre société considère comme monnayable.

Et, plus précisément, la notion de profit et de valeur ajoutée :

- Lorsqu'un non initié qui en a une compréhension littérale entend parler de « valeur ajoutée », il s'attend plus que probablement à ce qu'il s'agisse d'une « valeur » « ajoutée ». Donc de quelque chose qui a vu son utilité réelle croître grâce aux éléments qui lui ont été adjoints.
- Lorsque l'on regarde la définition économique (et la taxe qui l'illustre), il y a valeur ajoutée dès que quelque chose de quelle que vraie valeur que ce soit a été ajouté par un travail quelconque.

- L'on pourrait argumenter que si ce travail a été accompli, c'est qu'il était perçu comme utile par certains du moins, sans quoi ils ne se seraient pas fatigués à le faire. Dans beaucoup de cas, ils comptaient sur ce travail pour générer un profit (ou préserver un boulot), lequel démontrait que d'autres étaient prêts à payer le prix pour la « valeur ajoutée » par le travail accompli.
- Et pourtant, il ne suffit pas qu'il y ait « profit » ou « valeur ajoutée » pour que l'activité ait une raison d'être d'un point de vue éthique, écologique, voire même économique. Des tas de gaspillages de ressources naturelles, d'énergie et de temps de travail peuvent avoir lieu tout en répondant à ces critères qu'il convient de redéfinir urgemment :
  - Lorsque des milliers de fonctionnaires remuent incessamment des papiers qui ne devraient même pas exister
  - Lorsque des gadgets parfaitement inutiles sont lancés sur les marchés
  - Lorsque des ordinateurs se retrouvent à la poubelle parce qu'une nouvelle génération vient de sortir
  - Lorsqu'une partie trop significative du budget de l'Etat est dépensée en armements
  - Lorsque des législations contraignantes s'étalent sur des centaines de pages ou plus (tel que, ironie du sort, le code de la TVA par exemple)...
- Grand temps donc de se recentrer sur la vraie valeur ajoutée, celle qui apporte réellement quelque chose d'utile, et d'organiser notre société en conséquence !

Ouvrir les yeux. Changer de mode de vie.

Si le monde actuel était la démonstration quotidienne du bonheur pour tous, l'on pourrait peut-être alors valablement se demander pourquoi ne pas continuer sur cette voie.



Malheureusement, les manifestations du contraire sont légion. Les drogues sont de plus en plus à la mode, la dépression aussi. La guerre se porte bien, si possible chez le voisin pour des raisons économiques. Le sens de l'éthique est en baisse, voire démodé. La pollution fleurit et mère Nature pâtit. Le stress et le chômage sont là. La surpopulation reste à gérer et il est clair que notre belle planète n'a pas les moyens d'offrir à tous le mode de vie occidental. Et bien d'autres choses encore.

Il y a donc du pain sur la planche et il est grand temps de s'y attaquer !

Tout cela, au fond de nous-mêmes, nous le savons.

La croissance est nécessaire, mais pas de n'importe quoi et n'importe comment. L'argent est nécessaire, mais comme un moyen, pas comme une fin en soi.

L'éthique est un must pour réajuster la machine économique, repositionner les valeurs, redonner du sens à la vie des Hommes.

Trop motivés par la peur de manquer, de ne pas avoir, de disparaître, les humains que nous sommes ont cette fixation sur l'accumulation de l'argent, de biens de toutes sortes, voire, pour certains, du pouvoir. Et pourtant, le bien-être ne peut venir que de l'absence de cette peur, dans l'équilibre, sans confusion entre la fin et les moyens.

Grand temps de vouloir ouvrir les yeux et de le faire, vite ! Ensuite de changer de vision et de modèle, de redéfinir nos modes de fonctionnement. De sortir du cercle vicieux de l'exploitation grandissante de l'autre, de redécouvrir le partage

équitable et la symbiose, de réapprendre la simplicité et le plaisir qui en découlent, de redéfinir le concept de réussite.

Contrairement à trop d'idées reçues, « toujours plus » n'est pas la réponse. Continuer à le croire aujourd'hui, c'est aller dans le mur.

La fatalité n'existe pas.

Les solutions existent vraiment : du travail, il y en a plein et il y a à manger pour tout le monde sur notre belle planète. Les ressources aussi sont disponibles en abondance, pourvu que nous les utilisions avec sagesse et créativité.

Les principaux ennemis sont le manque d'éthique, l'ignorance et l'inertie qui en découlent. Et les conséquences en sont nombreuses.

Bien le comprendre et réapprendre à vivre en conséquence ne peut mener qu'à ce monde harmonieux réinventé que, personnellement, j'aimerais que nous léguions tous à nos enfants.

## Bibliographie et films de référence

- L'agriculture du génocide – un reportage de 24 minutes sur l'agriculture intensive et chimique – You Tube – 2012
- Yann Algan & Pierre Cahuc – La société de défiance – Comment le modèle social français s'autodétruit – Editions Rue d'Ulm – 2007
- A life connected – [www.alifeconnected.org](http://www.alifeconnected.org) – un court-métrage sur la Vie et ce qui nous relie tous
- Jacques Attali – Une brève histoire de l'avenir – Fayard – 2006
- Christian Ansperger – Ethique de l'existence post-capitaliste – Editions du Cerf – 2009
- Jean Bodin – De la République, Extraits. Librairie de Médicis, 1949, page 77. (Cité par Jacques Généreux dans « Les Vraies Lois de l'Economie II »).
- Michel Crozier – On ne change pas la société par décret – Grasset et Fasquelle – 1979
- Peter Dale Scott – La route vers le nouveau désordre mondial – Editions Demi Lune – 2010
- Kevin Danaher – 10 raisons d'abolir le FMI et la Banque Mondiale – Editions le Serpent à Plumes – 2002

- Olivier de Rouvroy – L'avènement de l'ère nouvelle – 2011
- Viviane Forrester – Une étrange dictature – Fayard – 2000
- Thierry Gaudin – Odyssée de l'espèce – Perspectives et programmes du 21<sup>ème</sup> siècle – Editions Payot et Rivages – 1993
- Jacques Généreux – Les vraies lois de l'économie (I & II) – Seuil – 2001
- Marek Halter – La force du bien – Robert Laffont – 1995
- Harvard Business Review – Le changement – Editions d'organisation – 2000
- Jean-Pierre Joseph – Les radis de la colère – Louise Courteau éditrice – 1999
- Harold S. Kushner – Living a life that matters – Resolving the conflict between conscience and success – Knopf Publishing (Random House) – 2001
- Le monde selon Monsanto – un film You Tube très interpelant de près de deux heures – 2012
- Marc Luyckx Ghisi – Surgissement d'un nouveau monde – Alphée – 2010
- William McDonough & Michael Braungart – Cradle to cradle – Créer et recycler à l'infini – Editions Alternatives – 2011
- Obsolescence programmée – un film You Tube de 75 minutes très bien documenté – 2012

- Vance Packard – The waste makers – New York, D. McKay Co. – 1960
- Elizabeth Pastore-Reiss – Le marketing durable – Editions d’Organisation – 2007
- Alain Peyrefitte – La société de confiance – Editions Odile Jacob – 1995
- Jorgen Randers – 2052 A global forecast for the next forty years – Chelsea Green Publishing – 2012
- Mathieu Ricard & Trinh Xuan Thuan – L’infini dans la paume de la main – Nil éditions / Fayard – 2000
- Thierry Sallantin – Conférence de Rio : le développement durable, c’est le problème, pas la solution –  
<http://www.agoravox.fr/actualites/environnement/article/conference-de-rio-le-developpement-118705>
- Science et Vie – Numéro Hors série de juin 2008 : Construire un monde durable
- Joseph E. Stiglitz – La grande désillusion – Fayard – 2002
- The story of stuff – [www.storyofstuff.com](http://www.storyofstuff.com) – un film d’une vingtaine de minutes sur la société de surconsommation

- John Thackara – In the bubble : de la complexité au design durable – Presses Universitaires de Saint-Etienne – 2008
  
- Thrive – Film sorti le 11 novembre 2011, réalisé par Steve Gagné et Kimberly Carter Gamble, et présenté par son mari, Foster Gamble – disponible en français et en anglais sur internet – <http://interobjectif.net/thrive-que-faut-il-sur-terre-pour-prosperer-en-francais/>
  
- Guy Verhofstadt – Sortir de la crise – André Versailles éditeur – 2009

## A propos de l'auteur

Formé en économie en Belgique et en gestion aux USA, Michel Grisar a assumé des responsabilités dans le département marketing de trois multinationales : Procter & Gamble, Philips et American Express. Il a enseigné le marketing à la Boston University Brussels pendant 10 ans.

Depuis environ 25 ans, Michel Grisar donne des conférences, fait du coaching, anime des team buildings et des formations en management dans différents pays – souvent à partir d'outils didactiques et de jeux d'entreprise qu'il a créés dans des domaines tels que le team building, la finance pour non-financiers, le développement durable, le marketing et la vente. Il crée aussi des business games et des outils didactiques sur mesure à la demande de ses clients.

Il est le très heureux père de deux magnifiques garçons, Charlie et Nicholas, qui lui apprennent sans cesse plein de choses.

Il se tient à la disposition de toute entreprise publique ou privée pour l'organisation de coaching, de conférences, de team building ou de formations sur les thèmes de ce livre et sur d'autres :

- Téléphone portable : +32-475-45 93 33
- ou e-mail : [michel.grisar@managementlearningsystems.com](mailto:michel.grisar@managementlearningsystems.com)

Egalement pour commander d'autres exemplaires de ce livre (ou de son autre ouvrage : « Du stress au Zen »), ou tout simplement pour faire part de vos témoignages ou commentaires.

Michel Grisar fait partie de ceux qui pensent que la fatalité n'existe pas et qu'il suffirait de presque rien (un peu de bonne volonté par exemple) pour que les hommes, les équipes, les entreprises et notre monde aillent beaucoup mieux.

## *Du stress au Zen*

### Quels sont les secrets pour gérer Son stress professionnel et privé ?

Il n'existe pas de réponse simple et complète à cette question.

Mais il existe un ensemble de principes qui vous permettront de réduire et de contrôler ce fameux stress, voire de l'éliminer de certains domaines de votre vie :

- Hygiène physique : nourriture, compléments alimentaires, relaxation, sports, sommeil...
- Hygiène mentale : identifier les vrais problèmes, reprendre le contrôle de sa vie, décider d'être heureux, vivre ses rêves, garder ses idéaux vivaces !
- Hygiène spirituelle : être dans le présent, augmenter son niveau de conscience, équilibrer l'Avoir et l'Etre...

Et puis, quelques habitudes de travail très efficaces à mettre en place !

Trop de personnes – pour elles-mêmes et leurs enfants qui n'ont rien demandé – se fient aujourd'hui à des pilules magiques (Ritaline®, Prozac®...) pour résoudre ou masquer leur anxiété, leur hyperactivité... Il semble que ces pilules ne soient pas aussi magiques qu'on le prétende et qu'elles pourraient même causer des dégâts.

Bonne nouvelle : il y a aussi quelques vérités éprouvées pour renforcer enthousiasme et joie de vivre, redevenir soi-même, laisser la Vie s'exprimer !

Ce livre contient également :

- un test d'autodiagnostic pour évaluer votre prédisposition au stress
- un plan d'action structuré.





ou

**Comment gérer son stress professionnel et privé  
(sans médicaments tueurs)**

Contient un plan d'action personnel

**Michel Grisar**

# Terre promise



## Et si on changeait le monde ?

Nous sommes en fin de cycle. De quoi va-t-on accoucher ? Décadence ou renaissance ? La majorité d'entre nous le savent : il convient de changer et vite !

- Réinventer l'économie, son importance, ses rouages et sa finalité
- Redéfinir les notions de progrès, de croissance, de valeur ajoutée
- Redonner à l'argent son rôle : l'argent pour l'argent a fait son temps
- Que l'Etat et les instances internationales reprennent leurs responsabilités
- Faire la vérité sur les OGM et Monsanto
- Prendre grand soin de Mère Nature : elle a assez donné
- Eliminer les barrières au travail. Du travail, il y a en plein
- Mourir de faim d'un côté et d'obésité de l'autre est inacceptable !

La liste est longue de ces inepties issues d'une absence de responsabilité, d'éthique, de conscience collective et individuelle. Comme l'a écrit si bien André Malraux : « L'homme doit être réinventé sinon il nous restera l'honneur d'avoir conquis la lune pour aller nous y suicider ».

Plus nous attendrons avant de nous y mettre, plus le prix à payer sera conséquent. Le gâteau est assez grand pour tous. Et les solutions existent !

Dans un style simple, direct, accessible à tous et optimiste, ce livre a l'ambition de contribuer à cette réflexion en soulevant des questions fondamentales d'aujourd'hui pour y apporter des éléments de réponses pragmatiques.

*A propos de l'auteur* : Formé en économie en Belgique et en gestion aux USA, **Michel Grisar** a assumé des responsabilités dans le département marketing de différentes multinationales. Depuis plus de 25 ans, il crée des outils didactiques et anime des formations en management en entreprises dans différents pays. Il a également enseigné le marketing à la Boston University Brussels pendant 10 ans.